

## LA CHARTE D'ALGER

### ENSEMBLE DES TEXTES ADOPTES PAR LE 1ER CONGRES DU PARTI DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE (DU 16 AU 21 AVRIL 1964)

(Page suivante)

#### COMMISSION CENTRALE D'ORIENTATION

#### PREMIERE PARTIE POUR UNE REVOLUTION SOCIALISTE

- Chapitre 1. Le mouvement national jusqu'en 1954
- Chapitre 2. La guerre de libération nationale
- Chapitre 3. Fondements idéologiques de la Révolution Algérienne

Les caractéristiques de la société algérienne  
Structures et tendances  
La Révolution socialiste  
Pour le développement d'une pensée socialiste  
Pour une politique extérieure indépendante

## DEUXIEME PARTIE

### PROBLEMES DE LA TRANSITION ET TACHES D'EDIFICATION

- Chapitre 1. Du capitalisme au socialisme
- Chapitre 2. Les tâches économiques de l'édification socialiste
- Chapitre 3. La réalisation des aspirations des masses Populaires
- Annexe. La situation économique et sociale au lendemain de l'indépendance

## TROISIEME PARTIE

### LES INSTRUMENTS DE LA REALISATION

- Chapitre 1. Le Parti et les organisations de masses
- Chapitre 2. L'État
- Annexe. Les Statuts du Parti

## QUATRIEME PARTIE

### RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL ET RESOLUTIONS FINALES

- Le Rapport du Secrétaire Général
- La Résolution de politique Générale
- La Résolution économique et Sociale

## PREMIERE PARTIE

### Pour une révolution socialiste

### *Le mouvement national jusqu'en 1954*

Une révolution ne constitue jamais une rupture brutale et totale avec le passé. Les hommes agissent sous l'influence des conditions diverses héritées du passé qui leur montrent impérieusement la voies. Pour cette raison, l'histoire seule peut donner un sens à ce qui est advenu. La connaissance objective de l'histoire de l'Algérie constitue pour tout militant une obligation fondamentale. La force de la révolution, les succès de la lutte anti-impérialistes et de l'édification socialiste ne dépendent pas seulement de la conscience des forces dirigeantes mais aussi des facteurs positifs qui

existent dans la structure de la société.

La falsification de l'histoire de notre pays et sa simplification par des historiens et des publicistes liés politiquement et idéologiquement au colonialisme ont souvent constitué un frein à l'influence du mouvement de libération nationale. Se placer dans la perspective du développement national de l'Algérie, partir des intérêts des couches les plus déshéritées du peuple algérien constituent une condition absolue à l'étude impartiale de la réalité nationale algérienne.

## L'Algérie à la veille de 1830

Le peuple algérien est un peuple arabo-musulman. En effet, à partir du VIII<sup>e</sup> siècle, l'islamisation et l'arabisation ont donné à notre pays le visage qu'il a sauvé jusqu'à présent.

Mais c'est plus loin qu'il faut remonter pour voir apparaître les premières manifestations de la contribution du Maghreb Central à la civilisation. Cette contribution, vieille en fait de plus de trois millénaires, s'épanouit tout particulièrement dans le puissant royaume numide des III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, autour de Massinissa.

Du siècle II<sup>e</sup> avant J.C. au VIII<sup>e</sup> siècle après J.C., ce furent essentiellement des luttes contre la domination étrangère romaine, vandale et byzantine. A cette résistance populaire acharnée s'attachent des noms tels que celui du véritable héros que fut Jugurtha. L'opposition à l'oppression se traduisit, sur le plan idéologique, par le boycottage systématique de la religion des oppresseurs.

L'imbrication de la résistance à l'agression et des luttes sociales culminait dans d'imposantes révolte rurales à caractère égalitariste.

Au VII<sup>e</sup> siècle, la rapidité et la profondeur du processus d'islamisation et d'arabisation qui commence ne peut s'expliquer que par le rôle libérateur de cette religion et de cette civilisation nouvelle qu'un peuple aussi combatif n'aurait pas acceptée si elles ne lui apportaient libération, promotion sociales, enrichissement culturel, prospérité et tolérance. Le caractère arabo-musulman demeure ainsi, le fondement de la personnalité algérienne.

Pendant des siècles notre pays évolua dans le cadre arabe et plus particulièrement dans le cadre maghrébin.

Au XVI<sup>me</sup> siècle, la formation progressive du territoire algérien est presque achevée. Ainsi apparaît le second élément de la réalité nationale algérienne qui vient s'ajouter à la langue arabe. Le combat est engagé par les frères Arroudj et Khair-eddine contre la menace extérieure espagnole et le morcellement du pays favorise la prise en main du pouvoir central par une caste militaire d'origine turque, l'odjak qui institue l'Etat des deys. La souveraineté du khalife de Constantinople sur cet Etat est purement nominale.

La décentralisation extrême de l'Etat , la multiplication des statuts compliquaient la hiérarchie sociale. Les Kouloughlis, les Janissaires, les tribus Deiras et Makhzen constituaient avec l'odjak les principaux bénéficiaires de l'impôt prélevé sur les tribus raïa.

La caste militaire turque n'était pas implantée directement dans le pays. Renouvelée périodiquement par des apports extérieurs, elle ne constituait pas une couche sociale stable assurant une fonction régulière dans les rapports sociaux.

La caste dirigeante ne possédait pas de façon privée les moyens de production. Cependant les représentants en avaient la disposition. De ce fait, l'exploitation des tribus raïa se faisait sous la forme d'impôts en travail et en nature (prélèvement sur les produits du travail). Le parasitisme de la caste dirigeante s'exprimait surtout à travers la pression fiscale sur les populations algériennes.

Au XIX<sup>me</sup> siècle, autrement dit trois siècles après l'instauration de l'Etat des deys la société rurale algérienne n'avait pas perdu sa physionomie d'antan. Le contrôle du pouvoir central sur les tribus qui peuplent l'intérieur du pays demeure limité.

Cependant, des représentants de l'Etat se constituent en féodalités (processeurs d'azel) et s'approprient à titre privé des moyens de production. Certains chefs familiaux en font de même (propriétaire melk). Mais le domaine « arch » » forme d'appropriation collective de la terre et des troupeaux couvre l'essentiel du pays.

A la veille de l'agression française, les difficultés du commerce extérieur occasionnées par la rupture des courants d'échanges traditionnels, les manœuvres des compagnies de traite européennes, les spéculations des hommes d'affaires étrangers créent des problèmes financiers à l'Etat algérien qui aggrave sa pression fiscale sur les populations. Cette situation renforce l'hostilité contre la caste militaire turque et les instruments répressifs sur lesquels elle s'appuie et nourrit par voie de conséquence des conflits intérieurs. L'affaiblissement de la puissance intérieure et extérieure de l'Etat des deys renforce les colonialistes et alimente les projets de conquête.

Les intérêts égoïste de la caste militaire d'origine turque, leur absence de liaison réelle avec les populations du pays ont joué un rôle déterminant dans la décadence de l'Etat algérien et l'ont ainsi rendu vulnérable face aux menées colonialistes et aux tentatives de mainmise capitaliste. Malgré ses aspects contradictoires, l'Algérie constituait déjà un Etat différencié. La culture islamique, une hiérarchisation sociale identique, une organisation juridique commune constituaient un lien entre tous les membres de la communauté algérienne, Lien renforcé par l'hostilité de caractère social manifestée à une caste militaire d'origine étrangère mais déjà partiellement enracinée, accusée de frapper les croyants d'impôts non coraniques et de pactiser avec les infidèles.

Contrairement donc à ce qu'affirment les historiens de la conquête, l'Etat algérien disposait d'une armée et d'un appareil administratif et judiciaire et entretenait des rapports diplomatiques avec les puissances étrangères. Les dissertations sur le caractère nécessaire de la colonisation, sur la « colonisabilité » du peuple algérien, constituent une mystification grossière, car l'Algérie, au même titre que d'autres pays européens de l'époque ayant son niveau de développement, possédait les aptitudes lui permettant de s'engager par une autre voie dans la direction du progrès. La colonisation a mis

un terme aux possibilités de développement propre du peuple algérien. Loin de précipiter son évolution, elle l'a au contraire retardée et rendue plus douloureuse.

## **La résistance armée à l'agression**

La volatilisation rapide de la bureaucratie d'origine turque devant l'agression française laisse apparaître à travers le territoire national des forces authentiquement algériennes qui prennent la direction de la résistance armée contre l'invasion étrangère. C'est ainsi qu'émerge et s'affirme l'autorité de l'Emir Abd El Kader.

Par la suppression de la différence entre tribus makhzen et tribus raïa, Abd El Kader détruit les anciens rapports d'exploitation établis au détriment des masses paysannes et aspire à unifier dans l'action contre l'ennemi au profit d'une autorité centrale unique du pays en posant les fondements d'une économie moderne se heurte aux tendances anti-nationales des féodaux et aux préjugés des chefs locaux comme le bey Ahmed de Constantine, qui malgré une résistance acharnée à l'invasion n'accède pas à la conscience de la nécessité d'une action unifiée contre l'envahisseur.

Au bout de dix-sept années de lutte opiniâtre, de flux, les forces françaises d'agression et de pillage viennent à bout de l'Emir Abd El Kader. Mais la résistance armée ne prend pas fin pour autant. Des noms glorieux comme ceux de Boumaza, de Selman El Djellabi, de Bou Baghla, de Cheikh El Haddad et de Mokrani témoignent de leur aspiration sans cesse renaissante à s'unir pour mettre en échec l'effort militaire français et ses méthodes d'extermination ainsi que les facteurs de régression et de division incarnés par les féodaux.

L'extermination des populations, le pillage de leurs ressources, la violence inhumaine qui se déchaîne contre la paysannerie algérienne, donnent un coup d'arrêt au développement de l'économie algérienne dans les villes et dans les campagnes provoquent d'énormes pertes en hommes. Les forces obscurantistes représentées par d'anciens féodaux ou une nouvelle féodalité administrative joignent leurs efforts à l'opresseur pour sauver leurs privilèges ou en acquérir de nouveaux. Jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale des révoltes sporadiques soutenues par la paysannerie éclatent à travers le pays. La lutte contre le code de l'indigénat, le refus de la conscription, le refus de payer l'impôt, de coopérer et même d'accepter l'enseignement en français expriment une forme passive de la résistance à l'oppression coloniale. Faute de pouvoir mettre en place une organisation capable de mettre en échec l'appareil répressif, faute de perspectives d'avenir, le peuple algérien se tourne alors vers le passé entretenu par la tradition orale et associé aux heures de gloire de la civilisation arabo-musulmane.

L'échec de la résistance militaire à l'agression française constitue pour notre peuple une source de leçons précieuse. Comme l'a prouvé

l'insurrection de 1954, ce n'est pas l'efficacité du dispositif militaire français, mais l'absence d'une véritable direction centrale, les faiblesses et les contractions internes de la résistance de cette époque, les particularismes régionaux et la trahison des féodaux qui sont à l'origine de l'échec du peuple algérien.

Pour faire face à toute agression extérieure, la révolution doit créer toutes les conditions nécessaires à l'unité du peuple et démasquer ceux que des intérêts sordides poussent à trahir leur pays.

Le fonctionnement économique du système colonial et l'implantation d'une minorité européenne créent un véritable goulot d'étranglement à l'évolution du peuple algérien. Le vol des terres réalisé grâce à un arsenal juridique exceptionnel donne naissance à une situation sans issue. Les petits commerçants se trouvent confinés au commerce intérieur, nécessairement faible en raison de la misère paysanne. Les artisans perdent leur clientèle traditionnelle et ne résistent pas à la barrière raciale et trouvent difficilement des débouchés dans l'appareil administratif colonial et sont condamnés de ce fait aux carrières libérales. Ces données auxquelles s'ajoutent l'interdiction de l'enseignement arabe et les tentatives de desislamisation suscitent une opposition de plus en plus forte chez toutes les couches de la national. Aussi le mouvement de résistance de type ancien va-t-il être relevé par le mouvement national de type nouveau où les éléments populaires ne constitueront plus une force d'appoint mais joueront, eux aussi, un rôle décisif.

En Tunisie et au Maroc l'impérialisme français s'est appuyé les sur les classes dirigeantes lors de la pénétration. C'est cela qui explique le maintien de l'Etat et de la langue nationale, autrement dit un système de domination indirecte.

Contrairement à une idée assez largement répandue dans des milieux prétendument éclairés la forme du système de domination n'est pas déterminée librement par le pays oppresseur. Elle est liée directement à la capacité de résistance d'un peuple, à la volonté de lutte de ses dirigeants.

En Algérie, l'administration directe est une conséquence de la prolongation de la résistance armée. Cette résistance a entretenu la flamme patriotique de générations entières d'Algériens et a joué un rôle déterminant dans la croyance à la libération du pays la voie des armes dans les méthodes et les formes d'action radicales adoptées en 1954.

## **Le mouvement national sous la forme moderne**

Au lendemain de la première guerre mondiale, se dessine en Algérie une tendance à l'organisation de mouvements politique ayant recours à des moyens d'expression nouveaux.

Par la dénonciation énergique des procédés policiers de l'administration colonialiste, des pratiques féodales des caïds et des expropriations foncières, l'Emir Khaled, petit-fils d'Abd El Kader ouvre la voie à d'autres mouvements algériens. Cette orientation nouvelle rencontre des échos chez les lettrés et les notables mais ne touche pas les larges masses paysannes dont les anciens dirigeants des insurrections armées étaient restés si proches

La première organisation nationaliste à base populaire prend l'indépendance de l'Algérie en 1933. Sa participation aux campagnes politiques en faveur du front populaire ne l'empêche pas d'être dissoute en 1937 par le gouvernement Blum. Le Parti du Peuple Algérien (P.P.A.) fondé la même année reprend ses mots d'ordre et son orientation et pénètre en Algérie où il trouve un écho immédiat chez les couches sociales les plus opprimées. Pendant des années, la propagande de certains milieux français a voulu faire accrédiiter l'idée que ce sont les positions étroitement nationalistes de l'Etoile Nord-Africaine et de Parti du Peuple Algérien qui les ont isolés du mouvement ouvrier international et de la classe ouvrière française. Cette campagne est mensongère et vise à cacher aux masses les positions colonialistes du front populaire sur la question coloniale, sa tendance à subordonner l'action du Mouvement de Libération Algérien à une coalition entre partis français et imposer en Algérie l'aile réformiste, associationniste révélant clairement de quel côté se trouvaient les défenseurs véritables des intérêts du peuple algérien. Le nationalisme, dans les pays colonisés, est la réponse que la population finit par donner à l'oppression coloniale. Il s'oppose au chauvinisme qui est plutôt le propre des pays impérialistes oppresseurs.

La tendance réformiste du mouvement de libération comprenait association des Oulémas, le Parti Communiste Algérien qui n'était alors qu'une section du PCF et la Fédération des élus.

L'association des Oulémas a mené un combat acharné pour libérer le peuple des superstitions religieuses et du maraboutisme et a déployé des efforts méritoires pour aider à la renaissance culturelle et à la propagation de l'enseignement de l'arabe.

Son leader : Cheikh Abdelhamid Ben Badis, contribua efficacement à l'affermissement de l'idée nationale.

Ses dirigeants se retrouvèrent cependant au sein du Congrès Musulman En 1936, aux côtés du P.C.A et de la Fédération des élus qui étendait arbitrairement la dépersonnalisation des lettrés de culture française au peuple algérien), pour défendre la politique d'assimilation.

L'échec du projet Blum-Violette entraîne la dislocation du Congrès Musulman et de la Fédération des élus. Sous la pression des faits, une lente évolution se dessine chez certains dirigeants et aboutit particulièrement à une scission au sein de la Fédération des élus. A la veille de la seconde guerre mondiale s'ouvre, malgré l'interdiction du P. C.A. et du P.P.A., une nouvelle période.

La guerre accéléra la prise de conscience du peuple algérien et renforça le mouvement national. Les élus comprirent enfin la possibilité de dépasser le cadre des revendications de la veille et de lui substituer une plate-forme fondamentale qui poserait le problème du statut futur de l'Algérie.

Quand le manifeste du peuple algérien (février 1943) qui était l'œuvre des élus fut présenté, l'opinion publique algérienne était prête à y souscrire avec enthousiasme.

L'exigence de la condamnation et de l'abolition du colonialisme la revendication du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'élaboration d'une Constitution garantissant la liberté et l'égalité à tous les Algériens, la réclamation de la suppression de la propriété féodale par une réforme agraire, de l'officialisation de la langue arabe, de la liberté du culte et de l'application à la religion musulmane de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat tous ces principes contenus dans le Manifeste répondaient aux aspirations populaires. Les militants du P.P.A. aussi les trouvèrent dans l'ensemble, conformes à leur programme, bien que la clandestinité à laquelle ils étaient réduits depuis septembre 1939 les eût persuadés que le salut des Algériens résidait dans l'usage exclusif de la violence en raison de la foncière inaptitude du régime colonial renoncer pacifiquement à son système d'exploitation des peuples opprimés.

Le Manifeste du peuple algérien marque un tournant historique dans la prise de conscience nationale de la bourgeoisie et des lettrés. A partir de cette date, le courant réformiste réalisa sa fonction avec les thèses nationalistes du P.P.A., sans renoncer aux méthodes légales.

Or, c'était là un leurre, car l'ordonnance du 7 mars 1944 prise par les autorités du comité français de la libération nationale reprit, en les élargissant à peine les dispositions assimilationnistes du projet Blum-Violette.

La réplique à l'ordonnance du 7 mars se matérialisa dans la création des Amis du Manifeste et la liberté (début 1945) qui fut un véritable front nationaliste, groupant les lettrés, les oulémas et le P.P.A.

L'alliance de toutes les formations algériennes, acquises désormais à l'idée d'indépendance, procura aux A.M.L. une assise largement populaire, et amplifia leur audience politique. Les étudiants, les scouts et la jeunesse en général se lancèrent dans la mêlée. Une grande effervescence s'empara du pays. Un travail de sabotage systématique de la politique intégrationniste de la France fut entrepris pour dissuader les bénéficiaires de l'ordonnance du 7 mars à s'inscrire sur les listes électorales du premier collège.

Lors du Congrès des A.L.L. réunis du 2 au 4 mars 1945, le courant nationaliste populaire mit en minorité la tendance des élus favorables à l'instauration d'une République algérienne fédérée en France et fit adopter une motion réclamant un parlement et un gouvernement algérien dégagés de tout lien avec la France.

Les tueries sanglantes du 8 mai 1945 qui affectèrent essentiellement les régions de Guelma et de Sétif n'aboutirent pas au résultat escompté par les colonialistes, car le peuple demeure mobilisé pour faire triompher ses aspirations nationales. Loin de refluer le mouvement repart sur de nouvelles bases. L'éclatement des Amis du Manifeste et de la Liberté fait reposer de nouveau tous les problèmes de la stratégie anti-impérialiste et des moyens les plus appropriés pour débarrasser l'Algérie du fléau colonial.



Les débats qui eurent lieu entre l'Union Démocratique du Manifeste Algérien fondée en 1946, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, continuateur du P.P.A. l'Association des Oulémas et le Parti Communiste Algérien gagnèrent les larges masses des villes et des campagnes confrontées quotidiennement à l'exploitation colonialiste, au mépris raciste et à la répression policière.

De toutes les composantes du Mouvement de Libération, le M.T.L.D. «était le plus influent et le mieux enraciné dans les masses populaires urbaines et rurales comme dans l'émigration algérienne en France. En lui les masses algériennes reconnaissaient le continuateur du P.P.A. partisan de la violence révolutionnaire.

L'intuition du peuple était justifiée. La conviction des militants du M.T.L.D. que la perspective politique légale était obstruée présida à la création d'une organisation illégale. Mais alors que la crise de l'impérialisme français enlisé dans la guerre du Vietnam l'exaspération des masses devant les parodies électorales, la brutalité de la répression policière subie par les Algériens militaient en faveur d'une attitude offensive, l'immobilisme devait lui être fatal puisqu'il aboutit à sa découverte par les autorités colonialistes et à l'arrestation de ses principaux animateurs. L'épreuve de force était seulement retardée. Sa nécessité demeurait. Cependant les limites de la direction du M.T.L.D sur le plan révolutionnaire, apparaissaient au grand jour.

La dislocation de précipita l'orientation légaliste du M.T.L.D. par la mise à l'écart des éléments illégaux et l'accession aux responsabilités de cadres moins sensibles aux pulsations du mouvement populaire. L'échec de l'électoratisme et de l'unité avec les autres mouvements algériens au sein du Front Algérien pour la défense et le respect des libertés était un indice sérieux de l'impossibilité d'agir dans le cadre d'un système institutionnel fondé sur la suppression de toute initiative algérienne. Loin de s'arrêter à une telle conclusion, le Congrès du M.T.L.D. de 1953 officialisa le cours légaliste au moment même où la Tunisie et le Maroc entamaient la lutte ouverte pour l'indépendance nationale et où un pays colonisé, l'Indochine infligeait une grave défaite à l'impérialisme français. Rongé par la stagnation politique, le M.T.L.D. vit ses contradictions internes passer au premier plan. Moins d'un an après le Congrès de 1953, le mouvement se désintégra à la suite d'une crise qui affectait ses organismes dirigeant, libérant ainsi d'immenses énergies.

Les problèmes soulevés au cours des luttes entre dirigeants pour le contrôle du parti ne correspondaient pas aux préoccupations des militants qui déploraient l'abandon de fait du principe de la lutte armée. Créé pour refaire l'unité du Parti et l'engager dans l'action, le C.R.U.A. se heurta rapidement à l'hostilité des deux protagonistes qui cherchaient seulement à utiliser son audience auprès des militants. Aussi ses animateurs ont-ils acquis la conviction que seule la destruction des organisations politiques légalistes pouvaient permettre le regroupement de tous les Algériens désireux de participer effectivement à la lutte armée contre l'opresseur colonialiste. C'est cette conviction qui a présidé à la naissance du Front de Libération Nationale.

## Conclusion

Le développement du mouvement de libération ne s'est pas accompli en vase clos. Les doctrines de rénovation musulmane de Djamel Eddine El Afghani et de Cheikh Abbou, les idées pan arabes de Chekib Arslan, les idées socialistes ont eu des répercussions en Algérie. Ces courants de pensée de même que les luttes pour la liberté le progrès à travers le monde et les conditions économiques et sociales de l'Algérie, ont aidé à l'affirmation de l'idéologie nationale.

La tendance erronée à subordonner l'existence d'une nation algérienne à l'intégration d'une minorité étrangère qui (malgré certaines exceptions) se comportait comme occupant le pays, et à faire de la renonciation à la lutte armée une condition de l'unité du Mouvement de Libération Nationale, a obscurci les méthodes d'action et visé à l'alignement politique des masses populaires sur les positions des couches privilégiées.

Seule la puissance de la volonté populaire, sa conviction dans l'impossibilité de déboucher sur une solution par la voie pacifique a permis de secréter progressivement des dirigeants nouveaux et de remettre le Mouvement de Libération sur une voie nouvelle.

## *La guerre de Libération nationale*

A la veille de l'insurrection, la routine et l'hypnose de la légalité des partis politiques algériens constituaient le principal obstacle à l'engagement du peuple dans la voie des luttes révolutionnaires ouvertes. Le passage à la lutte armée a été déterminé par l'impasse que connaissait l'ensemble du Mouvement de Libération nationale. L'impréparation dans tous les domaines ne permettait pas d'envisager la guerre de libération nationale dans toutes ses implications.

C'est ainsi que la question fondamentale de l'exploitation de la victoire et de l'organisation sociale de l'Algérie indépendante dont dépendaient le style de guerre, les alliances et la nature de la direction, n'ont pas été clairement posés au départ.

Cette déficience originelle n'a pas empêché l'insurrection décidée par une minorité de militants de s'étendre, de se consolider et de déboucher sur la victoire. Dans son unanimité, le peuple algérien avait ressenti que la lutte était placée sur le bon terrain : celui de la critique du système colonial par les armes. Sa détermination de se débarrasser du colonialisme en appuyant fermement la lutte armée, a apporté un démenti cinglant aux dirigeants qui ne croyaient pas dans ses potentialités révolutionnaires, exagéraient la puissance de l'ennemi et mettaient en relief les faiblesses sociales et culturelles de la Nation pour se refuser à affronter les difficultés de la lutte. L'histoire a fait justice des arguments opposés aux militants qui préconisaient l'utilisation de la violence révolutionnaire pour détruire le colonialisme.

Pour justifier leur défaitisme les anciennes directions nationalistes expliquaient leur refus de la lutte armée par l'apathie du peuple et la désorganisation de son encadrement politique. Une des constantes des directions opportunistes dans l'histoire du nationalisme algérien est de se réclamer de l'apathie du peuple et de son « manque de conscience » pour faire prévaloir une orientation sans principe. Elles oubliaient d'ajouter que chaque fois que les masses cherchaient à se frayer une voie révolutionnaire, leur politique rendait à les démobiliser.

Ce qui désorganise un mouvement, c'est d'abord et avant tout le manque de confiance des dirigeants dans l'effort créateur du peuple leur crainte de la voir intervenir directement pour régler ses affaires, leur incapacité d'orienter positivement son action. Toute forme d'action nouvelle crée des flottements dans les rangs des militants et dans les masses. Il ne faut jamais en déduire qu'il ne faut pas se battre mais apprendre à se battre. Pour permettre l'éducation révolutionnaire du peuple, il faut dénoncer systématiquement la faute devant les difficultés que charrient toujours avec elles les couches sociales privilégiées.

Les faits sont probants. Ni la guerre d'extermination menée par l'impérialisme, ni les destructions massives et les regroupements de population, ni les prisons et les camps, ni les erreurs des dirigeants n'ont entamé la volonté du peuple algérien de soutenir et de nourrir le combat libérateur.

Pendant des années, il a suppléé par ses initiatives propres à l'absence de directives des dirigeants, fait face à l'ennemi, surmonté les difficultés et porté un coup mortel à ceux qui fondaient leur politique sur l'effondrement de la lutte armée.

L'action du peuple, sa participation à la lutte sous toutes ses formes (liaisons, renseignements, sabotage, ravitaillement, etc...) a été le facteur décisif de la victoire sur l'ennemi. Sa persévérance dans le combat a imposé l'indépendance comme seule alternative possible à la guerre de reconquête.

De toutes les composantes sociales du pays, la paysannerie pauvre des montagnes, expression la plus claire de l'expropriation des Algériens a été celle dont le rôle s'est avéré le plus décisif dans la conduite de la guerre de libération nationale.

C'est grâce à elle surtout que se sont développées les guérillas, son éducation dans un sens socialiste, sa liaison avec les classes populaires urbaines feront d'elle une des forces principales dans l'édification d'une société nouvelle.

## **La résistance militaire**

La proximité avec le pays oppresseur l'implantation d'une minorité étrangère en Algérie, le décalage énorme entre les forces de l'ennemi et les forces armées algériennes ont pesé lourdement sur l'évolution de la situation militaire.

L'absence de stratégie qualifiée, l'incompréhension des rôles respectifs de la ville et de la campagne dans la guerre de guérilla et du poids de la minorité européenne dans la vie politique française n'ont pas permis une analyse claire du rapport des forces et une appréciation juste des moyens de le faire évoluer en notre faveur sans gaspillage inutile de l'énergie révolutionnaire du peuple.

En méconnaissant le rôle de la violence, en préconisant les concessions à tout prix et en agissant comme si un effort de guerre accru compromettrait les possibilités de solution, les partisans de la politique pure n'ont pas aidé à comprendre que la conduite de la Révolution n'était pas une question exclusivement militaire mais une question politique de programme et de perspectives.

L'esprit de combativité des djounoud, leur efficacité au niveau de l'exécution, l'initiative des cadres moyens ont su compenser ces faiblesses et limiter les conséquences de l'absence de stratégie et de commandement militaire unifié. Grâce à leur héroïsme et à leurs sacrifices, les Aurès, la presqu'île de Collo la Kabylie, l'Ouarsenis et les régions frontalières sont devenus des bastions de la Révolution et ont condamné le commandement français à en faire des « Zones interdites ».

Les succès militaires remportés au cours des années 1956 –1957, entraînent le Comité de Coordination et d'exécution issue du Congrès de la Soummam (1956) à demander aux commandements régionaux de s'organiser et d'agir dans la perspective d'une décision rapide grâce à une action massive. C'est dans ce contexte que furent mis sur pied des bataillons auxquels succédèrent aussitôt de petites unités légères ultra-mobiles tirant davantage de profit de leurs rapports avec la population, du terrain et de leur armement.

La construction des barrages électrifiés aux frontières isolées d'Algérie, perturbe l'acheminement des armes et entraîne l'installation en Tunisie et au Maroc de forts contingents armés en provenance des wilayas. Cette situation nouvelle aggrave les conditions de résistance militaire et imprime une évolution particulière aux wilayas sont abandonnées, manquent d'armes et font face aux manœuvres des services d'action psychologique qui tentent d'accroître leurs difficultés. A l'extérieur, toutes les unités arrivent après une longue lutte, à se regrouper et à imposer à la Direction, la création d'un état-major général. Les combats qu'elles ont menés ont constitué un appoint sérieux pour la résistance intérieure et obligée l'ennemi à fixer de nombreuses troupes aux frontières et à éparpiller ses forces.

## La lutte politique à l'intérieur de l'Algérie

La révolution a été jalonnée d'événements qui constituent de riches expériences pour les militants et le peuple.

Ces événements n'ont pas eu seulement l'Algérie pour théâtre. Ils ont affecté également la France où l'émigration algérienne a constitué un barrage efficace contre toutes les tentatives de la contre-révolution et apporté une contribution précieuse sur le plan notre peuple. Tirer les leçons de ces batailles est une nécessité absolue pour la préparation des luttes futures.

### **Les événements du 20 août 1955.**

L'insurrection du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 avait barré la route à la voie légale et tué toute indécision en posant brutalement devant les partis politiques algériens les questions fondamentales de la lutte révolutionnaire. Cela n'empêcha pas certains dirigeants d'alors de déployer des efforts intenses et soutenus pour confisquer à leur profit le mouvement en jouant les intermédiaires entre les masses et l'impérialisme français. Le courant messaliste, quant à lui glissa rapidement sur des positions contre-révolutionnaires. Seules la collusion avec l'ennemi, l'absence d'une clarification politique sérieuse lui assurèrent par endroits la survie.

Les événements du 20 août 1955 ? Donnèrent le coup d'arrêt à toutes les tentatives de diversion en sonnant le glas des institutions de démocratie formelle et en provoquant grâce à la pression populaire le ralliement de nombreuses personnalités. Ces ralliements renoncement à une action parallèle à celle du FLN. Les forces obscures avaient compris l'impossibilité pour elles de peser sur la vie politique du pays en dehors du FLN. Elles s'y infiltrèrent pour faire prévaloir leurs vues. L'erreur des responsables d'alors est de n'avoir pas pris en considération leurs tendances politiques réelles en leur confiant la direction d'une lutte qui s'était imposée à eux.

### **La grève du 5 juillet 1956.**

La grève de juillet 1956 a mis en évidence l'unité du peuple algérien autour du FLN. La participation massive des petits commerçants et de travailleurs met en relief la pénétration du FLN dans les couches citadines et constitue un test de l'efficacité de l'UGTA et de l'UGEMA.

L'organisation des couches sociales selon leurs objectifs propres est une nécessité pour un mouvement révolutionnaire d'avant-garde. Seuls l'impulsion, la coordination et contrôle de l'action de chacune d'elles permettent leur mobilisation pour la réalisation des objectifs à atteindre.

La grève scolaire et la grève des huit jours ont été déclenchées dans la perspective d'une guerre de courte durée. L'engagement total du

peuple et de l'émigration algérienne en France et ailleurs, la combativité des militants en ont fait aux yeux de l'opinion mondiale une démonstration éclatante de la représentativité du FLN. Politiquement la grève des huit jours a été inspirée par la croyance erronée à la possibilité d'une insurrection généralisée. Elle traduisait un excès de confiance dans les possibilités de victoire rapide. Organisée en prévision de la session de l'ONU, elle a reflété les illusions de ceux qui attendaient la solution du problème algérien d'une intervention de l'ONU ou des USA.

Un mouvement révolutionnaire doit compter d'abord sur les masses qu'il dirige. C'est en elles qu'il trouvera les ressources qui lui permettront d'aller de l'avant. L'aide extérieure quant elle est possible ne doit être envisagée que comme une force d'appoint.

### **Le 13 mai 1958.**

Certains milieux du capitalisme français et l'armée que ces milieux orientaient selon leurs intérêts propres milieux orientaient selon leurs intérêts propres constituaient un obstacle sérieux à une solution pacifique du problème algérien. L'arrivée de De Gaulle au pouvoir exprimait à la fois l'impasse où la guerre d'Algérie avait fourvoyé l'impérialisme français et l'aspiration des milieux dirigeant français à se débarrasser des contradictions internes qui entravaient leur approche des problèmes.

La politique du pouvoir gaulliste en Algérie avait un double but : affaiblir les forces militaires de la Révolution par l'intensification de la guerre et dégager à travers des réformes économiques et sociales une couche petites-bourgeoises, politiquement intermédiaire, susceptible de faire contrepoids à l'aile révolutionnaire du Front de Libération Nationale.

### **L'autodétermination du peuple algérien.**

Depuis l'arrivée au pouvoir du général De Gaulle, les dirigeants français n'ont pas cessé de vouloir réintégrer par des moyens divers l'Algérie dans le giron de l'impérialisme français. La recherche d'une troisième force consistait à accentuer par des initiatives habiles la différenciation à l'intérieur du FLN à forger en son sein partage des richesses et du pouvoir avec l'impérialisme français. Les manifestations populaires de décembre 1960 ont obligé la négocié. Leur puissance a mis au jour les potentialités révolutionnaires immenses du peuple algérien et démontré que l'indépendance du FLN est de n'avoir pas compris à temps que la troisième force était un phénomène social qui avait ses prolongements à l'intérieur des organismes dirigeants de la Révolution et que cette force aspirait à organiser l'Algérie au profit des couches exploiteuses et de mettre le pays à la remorque de l'impérialisme.

Dans son développement, la Révolution algérienne a bénéficié de concours nombreux. Le poids de l'aide financière matérielle et morale était un élément important d'appréciation du rapport des forces avec l'impérialisme français et ses alliés atlantiques.

L'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre était antérieure à l'indépendance de la Tunisie et du Maroc. Aussi de toutes les forces qui eurent à se ranger du côté du peuple algérien, les pays arabes se sont avérés les alliés les plus stables et les plus sûrs et ce malgré l'hostilité du monde impérialiste et la diversité des régimes sociaux. L'aide des pays arabes à l'Algérie dans le cadre de sa lutte pour la consolidation de l'indépendance nationale est un atout à la préservation duquel le Parti doit veiller avec vigilance.

Pour isoler l'Algérie, l'impérialisme français a procédé à des solutions séparées aux problèmes de l'Afrique du Nord et brisé l'unité de la lutte réalisée au prix de nombreuses difficultés.

La direction de la Révolution a tablé sur une guerre de courte durée et n'a pas accédé à une appréciation juste des rapports inter-maghrébins que seule l'unité dans l'action permettait.

L'installation sur les territoires tunisien et Marocain de fortes colonies algériennes composées essentiellement de victimes de la guerre, l'utilisation des deux pays voisins comme bases de l'A.L.N. ont fait craindre que la révolution algérienne ne repose le problème des rapports avec l'impérialisme et la nature du pouvoir au Maghreb arabe. La recherche constante d'une médiation entre le nationalisme algérien et le colonialisme français, le contrôle étroit exercé sur l'aide militaire étrangère, les faveurs accordées aux dirigeants algériens qui voulaient un compromis à n'importe quel prix trouvent leur origine dans cette crainte.

La guerre d'Algérie, a démontré que dans la situation internationale présente la convergence entre mouvements révolutionnaires et entre peuples ayant un ennemi commun n'était pas automatique.

Loin d'éclairer la nature de la résistance algérienne et le sens révolutionnaire de la revendication de l'indépendance, les partis de gauche français ont prétexté des insuffisances du FLN et l'existence de la minorité européenne pour masquer leur refus de soutenir inconditionnellement la lutte du peuple algérien. Le vote des pouvoirs spéciaux qui constitue un moment de l'intensification de la guerre contre l'Algérie, témoigne de leur tendance à subordonner la lutte du Mouvement de Libération Nationale Algérien aux jeux politiques français.

En présence de l'hostilité de la SFIO et l'absence de soutien pratique et idéologique des autres courants de gauche des réseaux de soutien en liaison avec le FLN se sont constitués en France. Ces réseaux dont la formation a succédé aux manifestations des rappelés attestent des possibilités de résistance du peuple français à la guerre d'Algérie.

Dans ses rapports avec les mouvements anticolonialistes en France, le Parti ne doit pas laisser place au ressentiment. Les nécessités de la lutte anti-impérialiste, la recherche d'alliés conséquents doivent primer sur toute autre considération.

Pour des motifs d'ordre diplomatique, l'attitude des pays socialistes à l'égard de la révolution algérienne ne s'est pas toujours exprimée clairement. La naissance du GPRA voit les pays socialistes d'Asie s'engager dans la voie d'un appui inconditionnel à l'Algérie. Les pays socialistes d'Europe les suivirent plus tard bien que sur le plan humanitaire leur aide ait été constante. Sous prétexte de ne pas mécontenter l'Occident, la direction de la Révolution n'a pas mis les pays socialistes devant leurs responsabilités car sa politique reposait sur des illusions à l'Ouest.

La politique de bascule qui consistait à menacer l'Occident d'une alliance avec les pays socialistes favorisait le développement des tendances conciliaires et servait d'alibi à l'égard des masses.

La révolution algérienne, par sa pression sur l'impérialisme français a permis l'accélération du rythme des événements en Afrique. L'accession de nouveaux Etats à l'indépendance a permis à l'Algérie de jouer aux côtés de la RAU, du Maroc, du Mali et de la Guinée un rôle appréciable et d'apporter sa contribution à l'édification d'une Afrique nouvelle orientée vers le progrès.

Pendant toute la guerre et surtout jusqu'en 1958, les pays occidentaux se sont rangés aux côtés de la France et ont participé dans le cadre de L'OTAN à son effort de guerre. Surestimant leurs rivalités, la direction de la Révolution n'a pas pris conscience du caractère secondaire de leurs oppositions face à la montée de la Révolution algérienne.

## La Révolution et sa direction

Le Front de Libération Nationale s'est développé en tant qu'organisation politico-militaire front unique de tous les éléments luttant pour l'indépendance nationale. Jusqu'en 1956, la direction du mouvement qui n'était pas basée sur des conceptions politiques homogènes a été exercée par les initiateurs du mouvement. Les contacts épistolaires et les liaisons par l'intermédiaire d'émissaires manifestent plus l'existence d'une unité d'intention que d'une unité d'action.

Le congrès de la Soummam en août 1956 dote le FLN. ALN de structures, d'une plate-forme et d'une direction : le Comité d'exécution et de coordination et d'une instance suprême : le CNRA.

Le congrès de la Soummam se tient en l'absence des représentants de l'Aurès, de l'ouest algérien et des porte-parole du FLN à l'extérieur du pays.

La plate-forme affirmait la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur : elle développait l'idéologie nationale sans référence aux forces sociales qui déterminaient le caractère de la Révolution et prônait la théorie erronée de l'insurrection générale. La nature sociale de la direction est cependant tranchée car on assiste au retour sur la scène de dirigeants qui ne croient pas à l'efficacité de la lutte armée et qui vont être chargés de la diriger.

Malgré ses insuffisances, le congrès de la Soummam constitue la première tentative d'une conception cohérente de la Révolution mais les aspects positifs qu'il recelait en lui restent sans suite car le CCE quitte l'Algérie à la suite de la bataille d'Alger.

La sortie du CCE à l'extérieur va porter à leur paroxysme les déficiences originelles du FLN. Le CCE apparaît comme un ensemble de courants porté par la lutte des masses et des groupes armés plus que comme une direction.



Les wilayas, dans le cadre de leurs limites territoriales développent chacune une politique autonome en continuant à se réclamer d'une autorité unique qui s'avère dans la pratique plus symbolique que réelle.

L'installation à l'extérieur de la direction élargie et remaniée périodiquement pour permettre l'intégration par cooptation des éléments qui la remettaient en cause entraîne la formation d'un appareil pléthorique. Avec la création du G.P.R.A., cet appareil va croître en importance et en pouvoir indépendamment de la lutte armée et des problèmes politico-militaires qu'elle posait.

Un embryon de bureaucratie politique et militaire dont les membres proviennent de diverses couches sociales se constitue et accuser tous les traits acquis dans les conditions particulières de la lutte clandestine et de la guerre : conscience de sa fonction dirigeante, de ses privilèges hiérarchiques, d'une autorité fondée sur l'obéissance aveugle des exécutants.

Certains cadres issus de cette bureaucratie constituaient de véritables féodalités souvent en relation avec les unités dont ils avaient assuré le commandement et se rapprochaient lentement des conceptions politiques et sociales des éléments bourgeois ou à idéologie bourgeoise qui avaient accédé à la direction du FLN à partir de 1956 : alors que leur lutte était commune avec celle du peuple, leurs perspectives lui devenaient étrangères.

La structure de la direction favorisait politiquement les éléments sensibles à la pression et aux manœuvres de l'ennemi. Les formes d'organisation cantonnaient les militants et les combattants dans un rôle de secteurs, les excluait de la participation à l'élaboration de la ligne politique.

La marge de manœuvre de la Direction était due au cloisonnement entre les forces composant la Révolution, à l'exclusivité des contacts avec la direction des wilayas à l'intérieur, à la dispersion des unités aux frontières.

Mais peu à peu, une prise de conscience se dessine et apparaît à travers deux manifestations capitales : la réunion des chefs de wilaya à l'intérieur en octobre 1958 qui reposent le problème de la direction et de son orientation, celle des dirigeants politico-militaires à l'extérieur en 1959 qui aboutit à la création d'une direction unique pour les forces de l'ALN stationnées aux frontières.

L'apparition d'un interlocuteur face au GPRA va permettre de poser de nouveau tous les problèmes de la Révolution et de dépasser le cadre initial de l'opposition de l'état-major à la politique du GPRA.

Le débat que les efforts dispersés de nombreux militants n'ont pas réussi à imposer va s'ouvrir à la veille du cessez-le-feu et déboucher sur une crise qui verra venir à la surface un courant contre-révolutionnaire.

C'est ce courant qui en refusant tour à tour la convocation d'un CNRA, la rédaction d'un programme politique, la désignation d'une direction prendra la responsabilité d'engager la course au pouvoir pour faire obstacle à l'avance de la Révolution utilisant pour atteindre ses fins le

manque d'information de la résistance intérieure et son isolement ainsi que l'appareil bureaucratique forgé au cours de la guerre.

La crise du FLN ouverte en 1957 a abouti progressivement à une dégénérescence des organismes dirigeants. Le refus d'aborder le problème du contenu social de l'Algérie indépendante a influé directement sur les Accords d'Evian négociés et conclu dans la précipitation. La fuite en avant n'a pas permis pour autant l'escamotage des problèmes fondamentaux : elle a seulement rendu la crise plus violente et plus dramatique. L'adoption à l'unanimité du programme de Tripoli n'est pas un critère de démarcation entre les forces révolutionnaires et celles qui voulaient faire des Accords d'Evian une stratégie. La pratique de la direction consistait à retarder le moment où seraient pris les engagements irréversibles touchant la nature de la société après l'indépendance. Entre temps, l'opportunisme et le refus de se définir clairement s'imposaient.

L'accession de l'Algérie à l'indépendance a coïncidé avec une crise interne violente. Le sabotage de l'administration et de l'économie du pays par l'OAS, l'absence d'un instrument en mesure de gérer le pays, la transformation des unités de l'ALN sous l'afflux des résistants de la dernière heure, les manœuvres politiques de l'Exécutif provisoire, le jeu des forces obscures sont autant de facteurs qui ont interféré sur la crise interne du FLN et ont porté la confusion à son paroxysme. C'est dans un tel contexte que le Bureau Politique du FLN désigné au CNRA de Tripoli émerge comme le noyau du nouveau pouvoir prend en main la direction du pays, désigne les représentants à l'Assemblée Nationale et fait procéder aux élections.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée la crise n'ont pas permis une décantation claire entre les forces révolutionnaires et les forces obscures.

Travailler sans relâche au rétablissement de l'Unité entre les combattants et les militants, rassembler les partisans du socialisme qui n'ont pas su se déterminer clairement est une tâche impérieuse du Parti et de ses dirigeants.

La Révolution a souffert dans son évolution de l'absence d'une direction révolutionnaire et d'un programme reflétant les intérêts des masses les plus opprimées.

Sur le plan de la direction, elle a abouti à l'émergence progressive des éléments les moins liés aux problèmes du pays, aux questions de conduite de la guerre.

L'évolution du FLN ALN a été conditionnée sur le plan structurel par les forces qui étaient militairement organisées.

La crise entre la direction et l'ALN éclate à partir du moment où celle-ci s'est organisée en force homogène s'est organisée en force homogène.

En remettant en cause la direction, elle remettait objectivement lesquelles elle comptait s'appuyer.

Elle aboutissait ainsi au besoin d'une définition plus claire des forces qui devaient déterminer le caractère de la Révolution et de l'idéologie qui devait animer leur lutte.

## *Fondement idéologique De la Révolution Algérienne*

### **Les caractéristiques De la société algérienne**

#### **1-**

La compréhension de l'état présent de notre pays, des luttes qui s'y déroulent, des contradictions à surmonter, implique une juste appréciation de ses caractéristiques.

L'Algérie est un pays arabo-musulman. Cependant cette définition exclut toute référence à des critères ethniques et s'oppose à toute sous-estimation de l'apport antérieur à la pénétration arabe. La division du monde arabe en unités géographiques ou économiques individualisées n'a pu reléguer à l'arrière-plan les facteurs d'unité forgés par l'histoire, la culture islamique et une langue commune.

Profondément croyantes, les masses algériennes ont lutté vigoureusement pour débarrasser l'Islam de toutes les excroissances et superstitions qui l'ont étouffé ou altéré. Elles ont toujours réagi contre les charlatans qui voulaient en faire une doctrine de la résignation et l'ont associé à leur volonté de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

La révolution algérienne se doit de redonner à l'Islam son vrai visage, visage de progrès.

L'essence arabo-musulmane de la nation algérienne a constitué un rempart solide contre sa destruction par le colonialisme. La suppression brutale des institutions, l'appropriation directe des terres, des moyens d'échanges et de l'appareil étatique par une minorité étrangère implantée à la faveur de la conquête n'ont pas empêché le peuple algérien de reconstruire une vie sociale nouvelle. Elle a seulement donné un cachet spécifique aux problèmes agraire et culturel et aux questions de l'encadrement administratif et technique.

#### **2 –**

La lutte pour le triomphe des principes démocratiques a pénétré les masses, impulsé leur action et déterminé leur comportement et leurs perspectives. A travers la résistance armée à l'impérialisme français, elles ont pris conscience de leur force et de leur capacité de résoudre elles-mêmes.

### 3 –

L'Algérie sort à peine de l'emprise coloniale. La paix de compromis conclue à Evian aboutirait à un blocage de la révolution si les dispositions de ces accords ne sont pas réaménagées dans le sens de l'intérêt national.

Les accords d'Evian constituent le mole à partir duquel s'est exprimée la renaissance de la nation et de l'Etat algérien.

Cependant, la présence de l'armée française et plus encore la nature de nos relations financières et économiques avec la France limitent notre souveraineté et donnent un poids particulier aux phénomènes négatifs et aux agissements des couches exploiteuses nationales.

Les tâches de caractère national fixées par le Programme de Tripoli demeurent. L'impérialisme constitue encore l'ennemi principal de notre pays. Le parti doit réagir énergiquement contre la tendance de ceux qui veulent assoupir insensiblement notre volonté quotidienne, endormir la vigilance populaire et aggraver les liens de dépendance du pays. La lutte pour la consolidation de l'indépendance et la lutte pour le triomphe de l'option socialiste sont indissolublement liées. Les séparer c'est favoriser la croissance et la pression des forces hostiles au socialisme et diluer le rôle dirigeant des masses laborieuses ouvrières et paysanne dans des blocs sans principes.

### 4 –

L'Algérie est caractérisée par l'inégalité de développement entre les différentes régions. Cette situation héritée du passé confère une portée réelle aux phénomènes régionalistes, aux survivances féodales et à d'autres forces d'inertie. L'égalité des droits entre tous les Algériens serait un principe sans contenu si elle faisait fi développement de la base matérielle. Seule l'augmentation des richesses générales du pays et le développement des forces productives à l'intérieur des régions retardataires permettront de supprimer les obstacles à leur intégration nationale et établiront l'harmonie nécessaire à une évolution normale du pays.

### 5 –

La résistance nationale au colonialisme et à l'impérialisme a trouvé son appui essentiellement, dans les montagnes. Or les avantages de l'indépendance se sont d'abord manifestés dans les villes et les plaines. Il y a là une contradiction. S'attacher à la solution de cette contradiction c'est travailler à unir la paysannerie pauvre aux ouvriers des villes et des campagnes et réaliser une des conditions les plus impérieuses de la victoire du socialisme. L'accomplissement de cette tâche est d'autant plus vitale que les milieux les plus ouverts à l'idée d'une révolution sociale (ouvriers, intellectuels, etc...) furent parfois moins lucides sur les questions de la lutte nationale que d'autres couches plus traditionalistes. Le risque que connaît le pays est que des idéologues au service des couches exploiteuses se réclament de leur lucidité relative sur des questions nationalistes pour empêcher toute approche scientifique de problèmes qui sont aujourd'hui de nature révolutionnaire.

### 6 –

Le colonialisme a développé parmi les Algériens des habitudes de consommations sans commune mesure avec les possibilités réelles du pays. Ces habitudes aggravées par la guerre, constituent un facteur de corruption extraordinaire. Le Parti ne peut accepter, sans se couper des masses, la disparité des revenus actuellement existante. Il doit combattre avec vigueur les conceptions parasitaires nées dans les conditions d'une exploitation forcée des masses laborieuses. Le succès de cette lutte est lié à l'élimination des couches privilégiées du devant de la scène et à l'exercice des responsabilités politiques et de gestion par les masses laborieuses elles-mêmes. C'est là le moyen le plus juste et le plus efficace pour éviter de tomber dans le piège d'un pseudo-égalitarisme.

## **7 – Structure et tendance de la société algérienne**

Dans notre pays, la structure sociale fut déterminée par le caractère qu'elle a acquis sous la domination impérialiste. Ce fait a énormément atrophié le développement des couches nationales privilégiées, tandis qu'il favorisait la prolétarianisation et la paupérisation de l'immense majorité de la population.

### **8 –**

Au bout de 130 ans de colonisation de peuplement, l'Algérie possédait à peine quelques industriels d'une certaine importance et quelques cadres supérieurs et intellectuels. Des noyaux bourgeois plus importants étaient formés par les gros commerçants et surtout par les moyens et riches propriétaires terriens. Au total, les couches bourgeoises proprement dites excédaient pas les 5°.000, soit moins de 1/40 de la population active.

### **9 –**

La petite bourgeoisie, source potentielle d'éléments à l'idéologie antisocialiste, bourgeoise, occupait une place beaucoup plus importante dans l'agriculture, dans le petit commerce, dans l'artisanat, dans les emplois techniques et intellectuels subalternes, de bureau etc... Au total, le 1/8<sup>ème</sup> environ de la population active.

### **10 –**

Toutefois, pour déterminer la force effective de ces couches bourgeoises et petites bourgeoises dans la dynamique de la lutte sociale, il convient de tenir compte non seulement de leur poids économique mais également de leur influence idéologique, culturelle et politique, dans un milieu paysan et ouvrier très défavorisé à cet égard.

### **11 –**

Depuis l'indépendance, une nouvelle couche sociale en formation accélérée risque d'intervenir du côté de la poussée instinctive anti-

socialiste de la bourgeoisie bureaucratique qui se forme dans les appareils de l'administration, de l'Etat et de l'économie, grâce au sentiment de puissance que lui accorde l'exercice du pouvoir.

## 12 –

Cette force, par sa position dans la machine de l'Etat et de l'économie peut s'avérer considérablement plus dangereuse pour l'évolution socialiste et démocratique de la Révolution que n'importe quelle autre force sociale actuelle du pays. Cela est dû au fait que l'Etat algérien a maintenu les structures administratives établies par le colonialisme, alors qu'il était appelé par le développement historique de la Révolution à assumer un rôle économique auquel les structures administratives ne convenaient pas. En effet, les structures établies par le colonialisme avaient pour but d'encadrer une économie libérale dans laquelle la fonction économique était laissée aux propriétaires des moyens de production, aux entrepreneurs et aux intellectuels de professions libérales.

## 13 –

C'est parce qu'elle a été amenée à assumer un rôle économique dans le cadre de structures administratives coloniales que la bureaucratie administrative et économique peut s'avérer considérablement plus dangereuse pour l'évolution socialiste et démocratique de la révolution que n'importe quelle autre force sociale actuelle dans le pays. C'est à travers elle que peut se transmettre aussi bien l'influence de l'impérialisme que celle des couches bourgeoises nationales visant à contrecarrer la politique socialiste et à la faire dévier, la saboter.

## 14 – La révolution socialiste

La dynamique globale de la lutte sociale telle qu'elle s'est manifestée au lendemain de la libération agit en faveur d'une ouverture socialiste de la Révolution. La majorité écrasante de la population paysanne et ouvrière vivant dans des conditions de paupérisation extrême pouvoir vers la transformation radicale de la société adopte en ce sens. Ces mesures, d'autre part, ont été accélérées par le fait de la disparition brusque de la véritable classe possédante du pays représentée par la population européenne.

## 15 –

C'est dans l'interaction de ces conditions objectives qu'il faut chercher l'origine du décret sur l'annulation des transactions qui a exprimé la décision du pouvoir de donner un coup d'arrêt à la croissance des forces hostiles au socialisme, en les empêchant d'accaparer le patrimoine national récupéré grâce aux sacrifices des paysans et ouvriers au cours de la guerre de libération nationale.

## 16 –

C'est également dans cette interaction des conditions objectives qu'il faut chercher l'origine du mouvement des « comités de gestion » constituant une continuité de la Révolution à travers les mesures des autorités politico-militaires d'après-guerre. Le mouvement encouragé,

institutionnalisé par le pouvoir, a abouti à l'actuel système de l'autogestion, caractéristique principale en Algérie de l'ouverture vers le socialisme.

### **17 -**

L'autogestion exprime la volonté des couches laborieuses du pays d'émerger sur la scène politico-économique et de se constituer en force dirigeante. Sur le plan économique, l'autogestion a posé la nécessité de l'extension de la réforme agraire et des nationalisations, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et de la réorganisation du commerce extérieur et intérieur ainsi que celle du système bancaire. Sur le plan politique, elle pose les rapports réciproques de l'Etat, du parti, des syndicats et des masses dans une optique nouvelle qui implique le développement constant du caractère démocratique de toutes ces institutions dans leurs relations avec les masses. La démocratie socialiste indispensable doit se manifester et se concrétiser par l'existence à la base de véritables organismes démocratiques de gestions de l'économie, de véritables organismes populaires d'administration démocratiques des communes, de véritables syndicats démocratiques et d'une administration efficace contrôlée par les masses.

### **18 -**

C'est dans l'autogestion que s'est manifesté et se manifestera le développement interrompu de la révolution nationale populaire en révolution socialiste, posant tous les problèmes économiques et politiques résultant de la transition en cours du colonialisme à l'émergence d'un état ouvrant la voie au socialisme. Dans ce processus, le rôle des travailleurs urbains à côté des travailleurs agricoles du secteur autogéré va devenir de plus en plus décisif, car les assises sociales du pouvoir révolutionnaire ne peuvent être que les masses laborieuses alliées aux paysans pauvres du secteur traditionnel et aux éléments intellectuels révolutionnaires.

### **19 -**

La nature du pouvoir révolutionnaire est d'être le défenseur des intérêts des couches laborieuses qui constituent ses assises sociales, c'est pourquoi il ne peut manquer de se heurter aux couches privilégiées qui comprennent d'une part tous ceux qui, à quelque degré que ce soit, détiennent la propriété des moyens de production, et d'autre part, la bourgeoisie bureaucratique.

### **20 -**

Vis-à-vis de ces couches privilégiées le pouvoir révolutionnaire doit adopter une politique fondée sur une distinction entre la propriété privée exploiteuse et la propriété privée non exploiteuse.

### **21 -**

Le pouvoir révolutionnaire ne peut se permettre aucune pause dans la lutte contre la propriété privée exploiteuse, tant à la campagne que dans la ville. La sous-estimation de la base sociale des éléments capitalistes qui trouvent des alliés à l'extérieur du pays constitue un écueil pour l'affirmation d'une politique révolutionnaire. Les masses laborieuses à la ville comme à la campagne sont à même de vaincre les difficultés nées de la

résistance et du sabotage des forces antisocialistes. Le devoir du parti et du pouvoir révolutionnaire est de leur montrer le danger de ces forces et de les mobiliser contre elles.

## 22 –

Envers les couches petites-bourgeoises du secteur tertiaire et la paysannerie moyenne, la politique du pouvoir révolutionnaire doit être celle de la neutralisation par la prise de toute une série de mesures qui, tout en contenant le développement bourgeois potentiel de ces couches, ne portent pas, dans l'immédiat, atteinte à leur situation et ne la dégradent pas. Au contraire, le devoir du parti sera d'expliquer à ces couches que la politique du pouvoir révolutionnaire tend à faire cesser leur exploitation par le gros capital commercial, bancaire et industriel, apportant des améliorations notables à leur situation.

## 23 –

La transformation socialiste des campagnes pose des problèmes particuliers, Elle doit être liée à la consolidation et au dynamisme du secteur socialiste agricole, à l'adhésion volontaire des petits propriétaires à la gestion socialiste. La petite propriété privée non-exploiteuse doit être respectée.

## 24 –

La lutte pour le triomphe du socialisme ne se déroule pas d'une manière harmonieuse. Seule l'action consciente des forces sociales dirigeantes, la propagation des idées socialistes peuvent permettre de surmonter les contradictions économiques, sociales et politiques qui découlent du bas niveau des forces productives, de l'arriération de la conscience sociale des travailleurs, des déformations bureaucratiques de l'appareil d'Etat, de la faiblesse de l'implantation des syndicats et du parti. Ces données objectives nécessitent une lutte constante pour le resserrement des liens avec les masses laborieuses et le déracinement des mentalités rétrogrades forgées dans les conditions de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le parasitisme, la recherche du profit illicite et des avantages, doivent être dénoncés et combattus, leurs conséquences exposées franchement aux masses.

## 25 –

La nécessité de créer une pensée politique et sociale puisée dans nos valeurs propres nourrie de principes scientifiques et prémunis contre les attitudes d'esprit erronées nous fait saisir l'importance d'une conception nouvelle de la culture.

## 26 –

La culture algérienne sera nationale, révolutionnaire et scientifique.

1) Son rôle de culture nationale consistera, en premier lieu à rendre à la langue arabe, expression même des valeurs culturelles de notre pays, sa dignité et son efficacité en tant que langue de civilisation. Pour cela, elle s'appliquera à reconstituer, à revaloriser et à faire connaître le patrimoine national et son double humanisme classique et moderne afin de les réintroduire dans la vie intellectuelle et d'éducation de la sensibilité populaire. Elle



combatte ainsi le cosmopolitisme culturel et l'imprégnation occidentale qui ont contribué à inculquer à beaucoup d'Algériens le mépris de leur langue, de leurs valeurs nationales.

2) En tant que culture révolutionnaire elle contribuera à l'œuvre d'émancipation du peuple qui consiste à liquider les séquelles du féodalisme, les mythes antisociaux et les habitudes d'esprit rétrogrades et conformistes. Elle ne sera ni une culture de caste fermée au progrès ni un luxe de l'esprit. Populaire et militante elle éclairera la lutte des masses dans le combat politique et social sous toutes ses formes. Par sa conception de culture active au service de la société, elle aidera au développement de la conscience révolutionnaire en reflétant sans cesse le peuple, ses réalités et ses conquêtes nouvelles, ainsi que toutes les formes de ses traditions artistiques.

3) Culture scientifique dans ses moyens et sa portée, la culture algérienne devra se définir en fonction de son caractère rationnel, de son équipement technique, de l'esprit de recherche qui l'anime et de sa diffusion méthodique et généralisée à tous les échelons de la société.

**27 –**

De là découle la nécessité de renoncer aux conceptions routinières qui pourraient entraver l'effort créateur et paralyser l'enseignement en aggravant l'obscurantisme hérité de la domination coloniale. Cette nécessité s'impose, d'autant plus que la langue a subi un tel retard comme instrument de culture scientifique moderne qu'il faudra la promouvoir, dans son rôle futur, par des moyens rigoureusement concrets et perfectionnés.

## **Pour le développement d'une pensée socialiste**

**28 –**

Loin de dépendre seulement des professions de foi socialiste, le socialisme résulte avant tout de l'affermissement irréversible de structures sociales, économiques et politiques socialistes, c'est-à-dire excluant toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Car par-dessus tout, les hommes sont ce qu'ils sont et non ce qu'ils disent être.

**29 –**

Mais le socialisme ainsi inscrit dans la réalité objective doit avoir à la fois comme indice et comme catalyseur une conscience socialiste claire, largement répandue et sans cesse radicalisée. C'est une erreur mortelle que de sous-estimer le rôle du facteur politique dans la marche au socialisme.

**30 –**

Par conséquent, pour assurer la socialisation et pour l'approfondir, il faut veiller à ce que l'élaboration et la diffusion de nos idées socialistes soient développées sous toutes les formes possibles.

**31 –**

Il faut, avant tout, imprégner la vie nationale des idées forces qui constituent les piliers de notre option socialiste et qui tournent autour des luttes anti-impérialistes anticapitalistes et anti-bureaucratiques. Par des campagnes incessantes, par des mots d'ordre appropriés il faut remplir concrètement le paysage politique algérien de slogans qui marquent les étapes de notre révolution en faisant assimiler au peuple les acquis et en l'aidant à prendre conscience des dangers et des obstacles à vaincre.

**32 –**

Il faut ensuite qu'au niveau de toute l'activité intellectuelle du pays (lettres, arts, etc...) le contenu du socialisme soit popularisé de façon à modeler définitivement notre mentalité. A cet égard, il convient d'insister tout particulièrement sur l'importance de l'enseignement à tous les niveaux comme instrument de formation idéologique, ce qui implique notamment une refonte révolutionnaire des programmes légués par le colonialisme et le capitalisme. Il faut encore, par un vaste réseau d'uni visités populaires par exemplaire, un effort systématique d'éducation socialiste des travailleurs soit entrepris et poursuivi à travers tout le pays.

**33 –**

Il faut qu'au niveau de l'encadrement politique du pays, une importance primordiale soit attachée à l'étude approfondie et institutionnalisée des problèmes du socialisme et son application en Algérie comme arme devant permettre aux militants de mener à bien la lutte révolutionnaire à travers laquelle émergera notre société socialiste.

## **Pour une politique Extérieure indépendante**

**1 –**

Deux données dominent les relations internationales : le progrès des forces socialistes et démocratiques symbolisées par l'accentuation des luttes anti-impérialistes, l'accession de nouveaux Etats à l'indépendance, le développement économique des pays socialistes et le renforcement de la lutte des mouvements démocratiques, d'une part, la réduction constante de la sphère d'influence impérialiste d'autre part.

## 2 –

Mais cette constatation ne doit pas nous faire sous-estimer la complexité des problèmes économiques et les ressources d'adaptation et retarder les échéances. L'arriération économique et culturelle, le décalage existant entre les possibilités révolutionnaires des pays nouvellement indépendants et la conscience politique ont permis le maintien sous des formes nouvelles de l'hégémonie des pays impérialistes. La lutte pour le dégagement structurel vis-à-vis de l'impérialisme est une condition absolue de la consolidation de l'indépendance nationale et de l'émancipation réelle des pays opprimés.

## 3 –

Les progrès des forces anti-impérialistes à l'échelle mondiale poussent l'impérialisme à rechercher des solutions de force pour stabiliser son hégémonie. Là est l'origine de la course aux armements et de la fabrication d'armes atomiques de destruction massive dont l'existence fait courir à l'humanité les plus graves dangers. La lutte pour l'élimination de la menace atomique, l'arrêt définitif des expériences, y compris celles qui sont souterraines donnerait tout son sens au Traité de Moscou. La sauvegarde la paix et la désarmement, nécessaires à l'élargissement de la collaboration entre les peuples créerait des conditions favorables au règlement des questions litigieuses.

Dans les pays encore dépendants, le recours à la lutte armée peut s'avérer décisif pour l'accession de ces pays à la souveraineté nationale. Pour tout mouvement révolutionnaire, l'appui à cette lutte est sacré et ne saurait faire l'objet d'aucun marchandage. La lutte révolutionnaire des peuples est l'une des garanties les plus efficaces et les plus sûres contre la tentation de l'impérialisme de se livrer à un holocauste nucléaire.

## 5 –

L'extension de la lutte anti-impérialiste nourrit le dynamisme des forces politiques et sociales qui, allant dans le même sens, œuvrent pour la réalisation de l'unité au Maghreb, dans le monde arabe et en Afrique.

Les aspirations à l'unité se situent dans une perspective historique juste. Elles traduisent le besoin de libération des masses, leur désir de mettre le maximum de forces en mouvement pour briser tous les obstacles à leur promotion. Pour faire avancer le mouvement vers l'unité, il ne suffit plus aujourd'hui de se référer seulement à des facteurs subjectifs.

L'unité entre des pays distincts est une œuvre gigantesque qui doit se poser dans le cadre d'options idéologiques, politiques et économiques communes correspondant aux intérêts des masses populaires.

Au Maghreb, dans le monde arabe, comme en Afrique les manœuvres de division de l'impérialisme, les intérêts et les particularismes constituent les principaux freins à la réalisation de l'unité qu'elles réduisent souvent à un slogan démagogique.

La tâche principale de notre parti est d'aider au Maghreb, dans le monde arabe et en Afrique à une appréciation juste des exigences

formidables de la réalisation de l'unité. Ce travail doit se faire à l'échelon des mouvements d'avant-garde et des organisations de masses pour que soient situés d'une manière concrète les obstacles à vaincre.

Au niveau des Etats, le développement des échanges, la mise en œuvre de projets économiques communs, une politique étrangère concertée, une solidarité totale dans la lutte contre l'impérialisme sont des objectifs qui allant dans le sens des intérêts des peuples, aideront à avancer d'un pas sûr dans la voie de l'unité.

C'est dans cette perspective que la conférence d'Addis-Abeba et la conférence au sommet des Etats arabes s'avéreront positives pour la libération des peuples africains comme pour la libération du peuple de Palestine.

## 6 –

Le décalage entre pays sous-développés et pays industrialisés constitue un obstacle sérieux à l'affermissement de pais. La formation de blocs économiques, loin de faciliter la collaboration entre les nations sur un pied d'égalité, mène à l'hégémonie des grandes puissances sur les petits pays. Le parti doit lutter fermement contre toute tentative d'imposer à notre pays l'aggravation des rapports entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation. Il doit s'opposer énergiquement aux manifestations égoïstes dans les rapports entre nations et combattre les tendances à se servir de l'aide économique comme d'un instrument pour atteindre des objectifs politiques.

## 7 –

La coexistence entre Etats aux systèmes économiques et sociaux différents est souhaitable. Le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité en droits, de l'intégrité territoriale et de la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres pays est un facteur de progrès et d'intensification des échanges à tous les niveaux entre les peuples.

## 8 –

Le développement du socialisme en Algérie est lié aux luttes des autres peuples dans le monde. Aussi, la diplomatie de l'Etat doit-elle s'inspirer des principes de politique extérieure définis par le parti.

## DEUXIEME PARTIE

# Problèmes de la transition et tâches d'édification

## *Du capitalisme au socialisme*

### 1 –

Le capitalisme industriel, dans sa phase primitive, se définit comme l'organisation de la société dans laquelle une classe est détentrice des moyens de production et dispose à son profit de la plus-value, fruit de l'exploitation des travailleurs.

### 2 –

Cette structure de classes, dans laquelle une minorité est propriétaire et l'immense majorité dépossédée, crée un monde où tous les rapports sont des rapports de marché. L'expression la plus parfaite de cet état de fait est l'institution du salariat. Le travailleur vend sa force de travail comme il le ferait d'un quelconque produit, et devient une marchandise soumise aux lois de l'offre et de la demande. L'homme est ainsi dépossédé de sa substance et devient l'objet passif de l'économie.

### 3 –

Le capitalisme est miné par un certain nombre de contradictions. Le marché laissé à l'anarchie individuelle, soumis à la loi de la recherche du profit maximum, est rapidement désaxé. La surproduction qui résulte de l'impossibilité pour le travailleur de consommer l'ensemble de ce qu'il produit, étant donné son pouvoir d'achat, entraîne crises économiques, chômage, guerres impérialistes.

### 4 –

Le capitalisme moderne doit cependant être analysé à partir de catégories nouvelles. Il est impensable qu'une réalité historique soit soumise éternellement à une même analyse. A l'anarchie du début s'est substitué une apparence illusoire de rationalité. Tant que les groupes concernés ne mettent pas en question un système économique et social celui-ci se suit, inventant des solutions plus ou moins efficaces ses problèmes. Le capitalisme n'est pas condamné mort parce que ses rouages sont appelés à se bloquer un jour. Sa fin ne peut venir que de l'initiative et du

combat des exploités. On ne doit pas croire que les contradictions sont des impossibilités absolues.

### **5 –**

La tendance profonde du capitalisme mondial contemporain le conduit, à travers une concentration de plus en plus grande des forces productives, à ne plus faire de la propriété privée l'unique et fondamentale contradiction économique. Le capitalisme libéral a vécu et laisse la place à un capitalisme où l'Etat est de plus en plus partie prenante.

### **6 –**

Les crises de surproduction classiques correspondent à une phase passée du capitalisme, non à sa phase actuelle; de même que la tendance à l'accroissement de la paupérisation et à l'extension du chômage. Le capitalisme moderne est un capitalisme d'expansion qui voit dans l'élévation de la consommation de masse (conçue non selon le modèle harmonieux des besoins humains mais selon le modèle de l'intérêt capitaliste) une condition de sa survie.

### **7 –**

Cependant la société capitaliste reste une société déchirée qui fonctionne contre l'immense majorité des travailleurs qui la composent. Si la contradiction entre exploités et exploités prend une forme nouvelle, elle n'en persiste pas moins, et avec elle persiste l'inégalité et l'irrationalité de la production.

### **8 –**

La société capitalisée moderne surajoute à l'expropriation des travailleurs une structure bureaucratique qui appelle de nouvelles approches théoriques. Bâtie selon une pyramide hiérarchisée elle laisse se développer entre le sommet (exploiteurs purs) et la base (exploités purs) toute une série d'intermédiaires nécessaires à sa marche.

### **9 –**

Cette séparation entre ceux qui dirigent et ceux qui exécutent, entre ceux qui organisent de l'extérieur les plans économiques et ceux qui sont chargés de les réaliser, entraîne une prolifération parasitaire en même temps qu'une immense gabegie.

### **10 –**

L'inhumanité a changé d'aspect. Elle était dans la période de l'accumulation primitive – exploitation physique, réduction du prolétaire à un état animal. Elle est – aujourd'hui – plus subtile enveloppée dans l'apparence d'un certain confort matériel. La société est bâtie sur le modèle d'une « machine » aux rouages infinis. Le travailleur est un fragment anonyme de l'appareil productif. Il est un exécutant à qui échappe la signification de son activité parce qu'il n'a pas accès à une vision totale de la société et qu'il est exclu de l'organisation de la gestion.

## 11-

Poser le problème du capitalisme en termes purement économiques et ne pas voir la contradiction entre dirigeants et exécutants, c'est se condamner à faire du socialisme une recette de l'accumulation primitive et à perdre ainsi sa signification humaine. Le socialisme n'est pas seulement une certaine organisation de la production c'est la récupération de la société par les individus qui la composent et leur libre épanouissement.

Le socialisme ne se définit pas uniquement par la nationalisation de moyens de production. Il se définit aussi et surtout par l'autogestion, solution véritable à la double contradiction de la propriété privée et de la séparation maîtrise-exécution.

## 12 -

Au capitalisme primitif correspondait la nécessité de l'expansion coloniale ouverte. Celle-ci se caractérisait par le besoin de sources de manière premières par la recherche de nouveaux marchés et par l'élargissement de la masse travaillante à exploiter, afin d'entraîner une diminution du prix de la force de travail.

## 13 -

Au capitalisme moderne correspond le néo-colonialisme. La décolonisation a perturbé le capitalisme mais elle ne l'a pas condamné. Le développement des techniques rend moins nécessaire le contrôle des sources de matières premières. La lutte des peuples opprimés augmenta la difficulté et le coût du maintien de la domination directe. L'exploitation coloniale - d'autre part - on maintenant un état endémique de pauvreté faisait de la colonie un marché vite saturé.

À l'inverse du néo-colonialisme, on créant une apparence d'indépendance et un essor limité mais réel de l'économie au profit des classes exploiteuses du pays dépendant élargit le marché. Il permet par le jeu de contrôler l'économie des pays dépendants afin qu'elle soit complémentaire et non concurrentielle.

## 14 -

Une nouvelle contradiction surgit à l'échelle mondiale, qui accroît la complexité des contradictions entre exploités et exploités. C'est la contradiction qui surgit de l'accroissement de plus en plus grand des richesses à un pôle du monde, tandis que les 2/3 de la planète sont en état de sous-développement. Ce décalage entre les sociétés industrielles et les sociétés en voie de développement appelle une nouvelle formulation de la revendication révolutionnaire de l'égalité. Il s'agit de poser le principe de la « récupération des richesses », perdues par le fait du brigandage et de développer le mot d'ordre « à travail égal, bien-être égal dans le monde ».

## 15 -

Le capitalisme en Algérie a revêtu deux formes. Une qui a correspondu à la phase coloniale et qui a vu l'accaparement des moyens de

production et d'échange par l'étranger, ainsi que l'organisation d'une véritable économie qui sous une apparence de complexité était fondamentalement une économie de comptoirs. Une autre qui correspond à la phase actuelle.

## **16 –**

Le capitalisme national algérien se situe essentiellement dans deux secteurs de l'économie :

- les grandes propriétés agricoles privées.
- les grandes entreprises commerciales.

La possibilité d'action politique de ce capitalisme national assez limité s'il est réduit à sa seule force et si est évitée sa conjonction avec des forces antisocialistes étrangères, résultat inévitable en cas d'affaiblissement de la dynamique socialiste.

## **17 –**

A côté de ce capitalisme algérien, il y a une présence beaucoup plus menaçante, celle du capitalisme étranger. Celui-ci pose certains problèmes car l'indispensable rupture avec lui ne peut être résolue d'une manière linéaire et doit tenir compte des possibilités compatibles avec une politique socialiste. Ce qui est nécessaire, en premier lieu, c'est de neutraliser toutes ses tentatives de captation de la vie politique nationale, et de penser avec clarté la relation que l'Etat peut avoir avec les capitaux étrangers investis, en fonction de son objectif fondamental.

# **La période de transition**

## **18 -**

La période de transition est celle où l'organisation politique de la société prépare au socialisme à partir de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'établissement des bases matérielles et sociales pour un développement rapide des forces productives et d'une libération de l'activité créatrice des travailleurs. Aucun de ces aspects ne peut être privilégié aux dépens des autres car il s'agit d'un tout indissoluble.

## **19 -**

La suppression de l'exploitation économique et l'abolition du rapport colonial et néo-colonial, l'expropriation du capital étranger dominant, la révolution agraire, la socialisation des moyens de production, qui permet d'en finir avec l'anarchie économique et rend possible une planification efficace et harmonieuse en fonction des intérêts réels de la communauté.



**20 –**

Ces conditions générales impliquent la construction d'un Etat populaire qui exprime la volonté des masses de construire le socialisme et qui organise la défense des conquêtes révolutionnaires en même temps qu'il anime une politique dynamique dans les relations avec les autres pays et les autres peuples.

**21 -**

Un tel Etat a pour tâche première de préserver les expériences socialistes en cours, de les aider à triompher des difficultés inévitables, d'intervenir dans le secteur privé pour en hâter la socialisation, de pallier l'absence de gestion directs quand celle-ci n'est pas encore possible, sans jamais perdre de vue que ce rôle gestionnaire - exceptionnel – qu'il est amené à assurer n'est qu'une étape provisoire qui prépare l'organisation autogestionnaire.

**22 –**

Ces conditions préalables préparent l'industrialisation mais ne résolvent pas, à elles seules, le problème. Il y a dans les pays à structure essentiellement agraire, une exigence des paysans à structure essentiellement agraire, une exigence des paysans à voir leur sort amélioré par rapport à l'ancien état de choses. Cette exigence qui se traduit par un accroissement de la consommation entraîne donc une diminution du surproduit social. Une contradiction apparaît dont la solution doit être abordée en toute clarté.

**23 -**

Pallier la diminution du surproduit social par la recherche d'une aide étrangère sans principe, compromet jusqu'à l'indépendance nationale elle-même. Organiser la société selon la contrainte pour obtenir de façon autoritaire un abaissement du niveau de vie c'est ouvrir la voie à une bureaucratisation qui est la négation même du socialisme.

**24 –**

On ne saurait confondre sans entraîner de graves crises, le taux optimum et le taux maximum de l'accumulation. Un taux optimum (qui doit être le but recherché) ne peut résulter de la contrainte subie par les travailleurs. Celle-ci entraînerait une dépolitisation, une tendance à désertifier villages, villes, usines, un esprit d'irresponsabilité sociale généralisée.

**25 –**

Même sur le seul plan économique la recherche forcée du taux maximum n'est pas payante et se transforme en son contraire. En effet le taux de production n'est pas indépendant du niveau de consommation et le travailleur sous-alimenté n'est pas un travailleur efficace. Plus, la résistance ouverte ou larvée des travailleurs oblige à développer un appareil coercitif et une administration parasitaire qui accroissent la consommation improductive.

**26 -**

Un des causes qui limite l'accumulation est dans le sous-emploi qui fait qu'une importante traction de la population consomme sans produire. L'entrée de cette « armée de réserve » dans le cycle de la production économique augmentera certes le niveau de consommation, mais dans une mesure moindre que l'augmentation de la production. Le résultat, sera donc un accroissement de l'accumulation qui peut être très important.

**27 -**

L'ouverture des grands chantiers, la mise au travail des chômeurs du village n'est cependant pas une panacée à l'industrialisation mais un moyen économique de donner l'impulsion initiale. La solidarité, basée sur les intérêts réciproques entre nations à niveaux de développements différents mode a perspectives communes ne saurait être - non plus négligée.

**28 -**

On ne peut séparer le problème de la construction des structures économique du socialisme du problème des cadres techniques nécessaires. Ceux-ci sont en nombre insuffisant dans des pays que l'asservissement étranger a fait stagner. Aussi doivent-ils être préservés soigneusement en même temps qu'est promue une politique de formation intellectuelle et professionnelle accélérée.

**29 -**

Ce problème des cadres ne peut être isolé du contexte mondial et de l'attrait que peut exercer sur certains d'entre eux les situations qui leur sont offertes à l'extérieur ou dans le secteur privé. Certes, l'inégalité de la rémunération en faveur des cadres pose un problème non seulement par rapport à une politique d'austérité mais aussi par rapport au principe de l'égalité. Mais il faut savoir tenir compte de certaines réalités qui sont transitoires, certes, mais contraignantes.

**30 -**

Par contre, ce qui doit être évité c'est que le privilège technique se transforme en privilège politique et que les cadres, organisés en couche particulière organisent la société selon un modèle technocratique. Là aussi, la solution réside surtout dans l'application de l'autogestion.

**31 -**

Le principe essentiel de la période de transition est que les mêmes moyens ne peuvent être mis indifféremment au service de n'importe quelle fin. Il y a un rapport intrinsèque entre les instruments qu'on utilise et le résultat qu'on obtient. On ne peut développer une société nouvelle à partir de méthodes et de structures qui font partie du développement capitaliste. Or le principe de la scission de la société en sphères dirigeantes qui encadrent et les masses qui exécutent est le principe même de la société capitaliste.

**32 –**

Les questions de la société nouvelle sont celles-ci : « Qui contrôle et sanctionne l'obligation de travailler ? Qui établit les normes ? Qui gère la production ? ». Si les réponses organisent une séparation entre la catégorie sociale chargée de gérer le travail des autres et les producteurs, le socialisme est compromis. Seule la collectivité organisée des travailleurs peut assumer une telle tâche. Seule elle peut établir des plans qui soient autre chose que des schémas artificiels réalisables seulement sur le papier, seule, elle peut, à un problème collectif, donner une solution collective. C'est le sens de l'autogestion.

**33 –**

Le programme de transition est l'étape nécessaire de la réalisation des conditions matérielles et humaines du socialisme. La pénurie économique justifie la répartition selon le travail. Elle ne saurait justifier la persistance de l'exploitation sous quelque forme que ce soit.

**34 –**

Durant cette période il n'est nullement possible de créer immédiatement une situation générale meilleure que celle dont le pays a hérité. Il est illusoire de croire à l'abondance par enchantement. Mais la vraie difficulté n'est pas là. Elle est dans la justice et l'égalité.

**35 -**

Dans une telle période le problème de la rémunération et des avantages sociaux consentis aux couches dirigeantes et aux appareils de l'Etat est très important. Il serait illégitime que soit instaurée une caste privilégiée tant par les satisfactions de prestige que par le statut financier. D'autre part, les dépenses somptuaires non seulement aggraveraient les difficultés de l'accumulation mais créeraient une base à un mécontentement et à une contestation explicable.

**36 –**

La connaissance des perspectives du socialisme est nécessaire non seulement pour une vision globale du mouvement et une justification de l'effort mais encore parce qu'elle sert de pierre de touche dans le présent pour déceler ce qui va dans le sens du progrès et ce qui, au contraire, est dégénérescence. Chacune des caractéristiques de la société future doit être préparée dans les combats présents.

**37 –**

L'autogestion est le principe même de cette société. En elle se noue la fin de l'exploitation, la compréhension par chaque travailleur de son activité car la fonction économique et la fonction politique deviennent inséparables ; l'intéressement direct du producteur à sa production, c'est-à-dire le contraire même du salariat. En elle se réalise le début du règne de la liberté.

## *Les tâches économiques de l'édification socialiste*

### 1 –

L'examen des problèmes soulevés conduit à penser que l'ensemble doit être étudié à la lumière des trois thèses suivantes :

- a) Unité de la politique et de l'instrument de socialisation ;
- b) Nécessité d'améliorer l'utilisation des possibilités existantes et d'élargir en même temps le potentiel productif du pays ;
- c) Choix des modes de financement du développement et de l'entretien compatible avec l'option socialiste.

En conséquence, les points traités à la suite de ces trois thèses fondamentales seront examinés dans les perspectives définies par les principes généraux ainsi énoncés.

### 2 –

La situation actuelle de l'Algérie est caractérisée par l'existence dans le domaine industriel et commercial d'un secteur de production socialiste et d'un secteur de production de type capitaliste.

Dans le domaine agricole, elle est caractérisée par l'existence d'un secteur moderne autogéré, d'une minorité de gros et moyens possédants et d'une grande masse de petits fellahs.

En dehors du déséquilibre existant entre le secteur socialiste et la paysannerie pauvre, il existe un autre déséquilibre entre le secteur socialiste et le secteur capitaliste du fait que ce dernier dispose de tous les éléments nécessaires à son bon fonctionnement (système bancaire, transports, approvisionnement, commercialisation, cadres, etc...) alors que le secteur socialiste réduit le plus souvent aux simples unités de production, est obligé de faire appel au secteur capitaliste pour assurer sa survie.

Cette contradiction est renforcée par le fait que le secteur capitaliste trouve parfois des appuis auprès de certains fonctionnaires chargés officiellement d'apporter leur aide au secteur socialiste.

Pour remédier à cette situation il est indispensable de donner au plutôt au secteur socialiste les moyens qui lui font défaut pour se développer harmonieusement.

Cela signifie qu'il faut doter entre autres le secteur socialiste de son propre système bancaire et de ses organismes d'approvisionnement et de commercialisation. La création de tels organismes n'est pas en elle-même suffisante. Il faut que soient institués aux côtés des directions techniques des conseils d'administration composés de représentants politiquement qualifiés des entreprises en autogestion.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre de faire du secteur socialiste le véritable moteur de la vie politique et économique du pays et d'amoindrir progressivement le rôle et l'influence du secteur privé.

Dans une seconde étape il doit devenir possible au secteur socialiste de prendre totalement en main les principaux leviers de la vie les plus brefs délais. Alors seulement ce que nous avons appelé unité de la politique et de l'instrument de socialisation ne s'appliquera plus au seul secteur socialiste en butte aux attaques d'un secteur capitaliste, mais à la totalité de la vie économique et politique du pays.

## **Nécessité d'améliorer l'utilisation Des possibilités existantes en même temps qu'on élargit le potentiel productif du pays**

### **3 –**

Partout le développement économique dépend davantage de la formation d'hommes qualifiés que de l'accumulation de richesses matérielles. En Algérie, cette loi se trouve renforcée par le fait que le pays a hérité d'une masse de richesses matérielles adaptées aux besoins et aux possibilités du groupe social privilégié que représentait la minorité européenne.

Il s'agit de mettre le peuple algérien en mesure d'entretenir et d'utiliser pleinement ce potentiel en fonction de besoins actuels du pays. Faute de parvenir à ce but, tout effort d'équipement pourrait être partiellement ou totalement neutralisé par un déséquipement qui résulterait soit de la destruction ou de la non-utilisation des possibilités existantes, soit de l'utilisation partielle des installations nouvelles.

La lutte contre toutes les formes de gaspillage, pour l'augmentation de la productivité à partir des moyens existants et donc pour l'investissement intellectuel sous toutes ses formes, représente une des tâches fondamentales du parti et de l'Etat ; il s'agit en effet, d'un des plus sûrs moyens d'assurer un développement rapide.

### **4 – Choix des modes de financement du développement et de l'entretien**

## **compatibles avec l'option socialiste**

L'option socialiste de développement implique que l'ensemble des investissements doit être, aussi rapidement que possible, financé par des ressources internes, c'est-à-dire par un prélèvement sur le revenu national. Ce prélèvement ne pourra assurer un rythme de développement suffisant que si le travail fourni par chaque Algérien dépasse largement sa consommation.

L'aide étrangère doit être considérée comme un palliatif, un simple appoint venant s'ajouter à l'effort national. Une acceptation aveugle de celle-ci compromettrait l'indépendance économique et politique du pays. Ceci sans parler des effets monétaires qui tendent à annihiler partiellement l'effort d'équipement que développe les circuits engendrés par l'aide étrangère.

## **5 – Agriculture et réforme agraires**

La mise en autogestion des terres de colonisation a permis de fêter les bases de la construction d'un pays socialiste et de relancer la production agricole au lendemain de l'indépendance, mais n'a pas permis de résoudre le problème des terres détenues par les grands propriétaires algériens.

### **LES TACHES ECONOMIQUES**

La réforme agraire, pour tenir compte de ses aspects politiques, économiques et sociaux est une opération dynamique, qui doit être généralisable dans le cadre de la modification profonde des rapports entre l'homme et le sol et des structures sociales.

A ce titre, il s'agit davantage d'une révolution agraire à réaliser par la conjonction des moyens matériels et humains, notamment par la mobilisation des masses.

La réforme agraire se doit de tenir compte de l'aspiration des fellahs à la propriété des terres dont ils ont été trop longtemps frustrés. Cependant, un simple redistribution apparaîtrait comme une entreprise antiéconomique, si elle n'était complétée par des mesures débouchant sur un dépassement de cette forme d'appropriation. Dans un premier stade l'organisation d'un système coopératif semble le meilleur moyen de déposer cette forme d'appropriation et de permettre un renforcement de la productivité générale; d'autant qu'une tradition communautaire séculaire favorise une telle évolution.

Ce système coopératif doit être ouvert à tous les petits paysans qui y trouveront les moyens de jouer un rôle de plus en plus important dans la vie et le développement économique du pays. Il s'agit en effet d'intégrer progressivement cette masse extrêmement importante que constitue la

petite paysannerie à l'ensemble des activités nationales.

Il est évident que l'amélioration des conditions d'existence des masses rurales est tout à la fois l'objectif essentiel et une condition importante du développement économique et social du pays.

Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que ce système coopératif représente, en tout état de cause, une forme d'organisation plus rudimentaire par rapport à l'organisation socialiste qu'est l'autogestion. Le but visé doit être la transformation progressive de ces coopératives en organismes d'autogestion. Pendant la période de coexistence des deux systèmes, le parti et le gouvernement doivent veiller à ce que le passage à l'autogestion qui exclut la contrainte, soit pour le paysan une promotion.

## **6 – L'industrialisation**

Les structures industrielles léguées en Algérie par la colonisation sont très peu développées. Il s'agit essentiellement d'ateliers, de petites industries alimentaires et quelques complexes de moyenne importance (verreries d'Afrique du Nord, Acilor, etc...) voués, pour leur approvisionnement, au bon vouloir du marché français. Contrairement à ce qui s'est produit dans le secteur agricole, seule une petite partie de cette faible implantation industrielle a été placée en autogestion. Cette situation d'infériorité, jointe aux moyens d'action dont dispose un capital étranger particulièrement intéressé par l'industrie, rend le secteur autogéré particulièrement vulnérable. Ce secteur a en effet à se défendre contre des forces beaucoup plus puissantes que celles qui s'opposent au développement du secteur autogéré agricole.

Il apparaît donc que la défense, la consolidation et le développement du secteur autogéré industriel suivant les thèses développées aux paragraphes 2 et 3 du présent chapitre, doivent occuper au premier chef le parti et le gouvernement.

Or, le développement du secteur industriel autogéré suppose non seulement l'orientation et la transformation progressive du secteur industriel privé mais la création par l'Etat d'entreprises industrielles nouvelles.

Il faut donc définir les critères qui doivent inspirer l'action du planificateur dans le choix des entreprises industrielles nouvelles qui sont à créer. Il s'agit essentiellement de :

- Créer autant d'emplois nouveaux que la rentabilité générale des entreprises le permet ;
- Alimenter la consommation intérieure, ce qui signifie diminuer les importations de biens de consommation et éventuellement augmenter les exportations de ces mêmes biens. Ceci doit avoir également pour conséquence d'offrir à la production agricole des débouchés nouveaux et donc une base de développement ;

- Mettre en place les complexes susceptibles de jeter les bases de l'implantation d'une industrie lourde en Algérie. Cependant la réalisation de tels complexes commande la recherche d'un marché suffisamment vaste pour que la rentabilité soit assurée. Une telle implantation doit donc être envisagée non dans le simple contexte algérien mais dans un contexte géographique plus vaste dans lequel l'Algérie aurait la possibilité de s'intégrer sans renoncer pour autant à ses perspectives socialistes.

Ce problème de la rentabilité doit également occuper l'esprit du planificateur lorsqu'il envisage de créer des entreprises destinées à alimenter le marché national : la réalisation d'unités de production trop étroites et donc destinées à traîner un insurmontable handicap est à proscrire.

Il reste maintenant à envisager deux formes particulières de création d'entreprises : les sociétés d'économie mixte et les sociétés nationales.

Une société d'économie mixte doit être analysée en fonction des intérêts réels qui se trouvent associés en son sein.

Si l'Etat représente les intérêts d'une bourgeoisie nationale, la société d'économie mixte servira de point d'articulation entre les intérêts de cette bourgeoisie et les intérêts impérialistes. Si par contre, l'Etat représente les intérêts réels du peuple dont il a la charge, l'association avec les groupes privés étranger ne se fasse qu'à l'occasion d'investissements dépassant dans tous les cas les possibilités de l'accumulation nationale.

Il faudra tout d'abord que la zone d'activité de la société d'économie mixte se situe en un secteur non vital pour l'ensemble de l'économie nationale, c'est-à-dire en un secteur qui ne se situe pas au point de départ d'activités essentielles.

De leur côté, les sociétés nationales, s'il s'avère utile d'en créer, doivent obéir aux lois et aux principes de la société socialiste et non aux lois du marché capitaliste. La constitution de sociétés anonymes des pays capitalistes pourrait ouvrir la voie à l'extension du capital privé à l'intérieur de ces sociétés. Seuls des établissements publics dotés de l'autonomie de gestion peuvent offrir toutes les garanties nécessaires.

## **7 – Distribution et commercialisation**

Les réseaux de distribution et de commercialisation indispensable à la commercialisation et au développement du secteur socialiste restent à créer en Algérie, l'expérience des Magasins Pilote Socialistes n'ayant eu d'autre but que le lutter contre la spéculation.

Ainsi que nous l'avons expliqué à la thèse 2 du présent chapitre, la mise en place de ces réseaux doit être effectuée dans les plus brefs délais ; afin de rendre plus efficace la lutte à poursuivre contre la spéculation et afin de donner au secteur socialiste tous les moyens nécessaires à son approvisionnement et à l'écoulement de ses produits.



Dans un premier temps, la mise en place de coopératives de commercialisation et de consommation peut constituer un moyen efficace de pallier les insuffisances du système administratif. Mais on ne doit pas perdre de vue que les coopératives, de même que les sociétés d'économie mixte, les sociétés nationales ou le capitalisme d'Etat lui-même est dominé par les forces socialistes ou par les forces de la réaction.

En fait, les formules techniques d'organisation ne peuvent jamais être considérées comme des solutions portant en elles-mêmes l'idéal socialiste. Il peut s'agir soit d'une étape, soit d'un moyen de bloquer l'évolution vers le socialisme ; tout dépend de la pensée politique qui préside à l'adoption de ces formules.

Il est même des cas où des solutions, qui peuvent apparaître techniquement satisfaisantes, ne peuvent jouer en fait qu'un rôle négatif, ainsi en va-t-il pour le commerce extérieur.

La prise en main de ce secteur essentiel par l'Etat socialiste doit intervenir aussi rapidement que possible.

Si la nationalisation du commerce extérieur doit être effectuée par étapes, une des premières étapes doit consister en la prise en main de cette forme d'activité par le secteur socialiste pour les produits qu'il exporte ou qu'il a besoin d'importer. Mais la réorganisation et la diversification des échanges constituent un but immédiat.

A partir de là, la nationalisation totale du commerce extérieur apparaîtra comme la résultante du renforcement et du développement du secteur socialiste.

## **8 – Le système Bancaire**

Les banques privées, qui furent un des principaux moyens d'action de l'économie coloniale, subsistent encore dans leur quasi-totalité dans l'Algérie indépendante. Ces banques contrôlent encore, directement ou indirectement, la totalité de l'économie du pays et exercent des pressions menaçantes sur l'ensemble du secteur socialiste.

L'absorption par le secteur socialiste de l'ensemble des établissements de dépôts et de crédit et donc la mise à sa disposition de l'épargne nationale doit représenter un des buts fondamentaux de l'action du parti et du gouvernement.

En attendant que ce but soit atteint, il est indispensable de créer au plutôt des établissements susceptibles d'assurer aux entreprises du secteur socialiste, tant agricoles qu'industrielles, les facilités financières qui leur sont nécessaires sans que la mise à leur disposition de ces facilités représente des charges de trésorerie insupportables.

## **9 – Développement de l’infrastructure**

L’infrastructure recoupe le dualisme de l’économie et le déséquilibre régional. L’action du parti et du gouvernement doit tendre, par la multiplication des voies de pénétration en direction des régions déshéritées, à aider à les sortir de leur isolement et à assurer de ce fait leur participation à toutes les transformations en cours. Elle doit également dans des délais assez rapides aboutir à la nationalisation des moyens de transport.

## **10 – Développement du tourisme**

Le développement de l’infrastructure conditionne, par ailleurs, le développement du tourisme. L’Algérie possède de grandes potentialités et une grande variété en matière touristique qu’il convient d’exploiter pour les besoins du tourisme interne et de celui en provenance de l’extérieur.

Il convient de souligner l’importance du tourisme en tant que secteur économique productif de par ses effets sur la balance des paiements et sur le problème de l’emploi.

D’autre part, le développement de l’artisanat national, source de revenus au profit des régions rurales et de relèvement possible de la technique de production, reste conditionné par le développement du tourisme.

## **11 – Nationalisation des richesses minérales et énergétiques**

C’est là un but à long terme. Dans les conditions actuelles, l’utilisation prioritaire pour les besoins du pays des ressources minérales et énergétiques déterminera dans une large mesure son développement. C’est dans ce secteur principalement que l’exploitation en économie mixte avec participation majoritaire de l’Etat peut permettre la formation de cadres techniques et la création de conditions favorables à une prise en charge future.

## **12 – La planification**

Le développement économique du pays est tributaire de la planification. Celle-ci est appelée à combler le retard accumulé. Mais elle n’est pas une panacée. Mal conçu, non fondée

sur des bases structurelles et économiques réelles, elle aggrave le retard par rapport au pays industrialisé.

La planification implique trois sortes de conditions qui sont inséparables : les conditions techniques, les conditions économiques et les

conditions politiques.

- Sur le plan technique, la planification est liée à la connaissance exacte de l'état du pays, des nécessités régionales, des besoins prioritaires et à la vérification permanente du fonctionnement du Plan pour qu'en soient corrigés les défauts. L'exactitude de l'information est un problème fondamental car les bureaux ont une tendance à l'autosatisfaction et à la croyance que l'élaboration théorique équivaut à la réalisation concrète. Cette circulation de l'information ne peut se faire sans la participation directe des travailleurs intéressés au plan.

- Sur le plan économique, la planification exige la mobilisation et la centralisation du surplus économique, c'est-à-dire de ce qui dans la valeur de la production dépasse ce qui est nécessaire à la consommation des travailleurs. Cette mobilisation et cette centralisation peuvent prendre deux formes complémentaires : entre les mains de l'Etat pour les entreprises qui relèvent directement de sa gestion d'une part ? Entre les mains du secteur autogéré et des coopératives de production d'autre part.

Elle exige un contrôle de la fiscalité et une politique d'austérité afin que soient limitées les dépenses en consommation de certaines couches sociales déterminées, influencées par des habitudes de vie étrangère.

Elle exige une utilisation des surplus de façon que les travailleurs voient très rapidement les effets de la planification faute de quoi celle-ci restera un but extérieur qui n'appellera pas leur effort.

Sur le plan politique, la planification implique :

- L'indépendance réelle faute de quoi la détermination des priorités reste abstraite ? l'économie du pays restant tributaire des planifications étrangères ;

- Une politique socialiste, qui fasse du plan quelque chose dans l'intérêt général et non dans l'intérêt de groupes sociaux limités.

- Une politique démocratique. Il n'y a pas de Plan possible sans la participation consciente et le concours actif des travailleurs. Ceci est d'autant plus vrai dans les pays sous-développés où les moyens étant réduits, chaque effort de la population est d'une importance décisive. Cette participation doit se faire non seulement pour la défense de la planification contre ses adversaires, non seulement pour le contrôle de l'exécution, mais aussi et surtout pour l'élaboration du plan. C'est pourquoi, on ne peut séparer les organismes de planification et les organismes d'autogestion.

Le contrôle par en haut des élaborations lointaines, l'absence d'intéressement des travailleurs sont la condamnation à mort de la planification socialiste et l'acte de naissance de la prolifération bureaucratique.

Cependant, il n'est pas nécessaire d'attendre l'élaboration d'un plan parfait. Il est possible en partant de données actuellement connues de fixer des buts chiffrés aux différents secteurs de l'économie en attendant de réaliser les conditions d'une planification à long terme.

Dans ce cadre, le parti, les syndicats, les conseils communaux de l'autogestion, les coopératives de production peuvent jouer un rôle décisif.

## *La réalisation Des aspirations Des masses populaires*

### **1 – L'amélioration du niveau de vie et la formation professionnelle**

Comme le fait bien ressortir la formule « de chacun selon ses capacités à chacun selon son travail » les problèmes de l'emploi et du niveau de vie occupent une place centrale dans l'organisation de la société socialiste.

Le socialisme implique :

Que chacun contribue par son travail au développement du pays et à l'édification d'une société plus humaine. Il implique également que le travail soit la seule source de revenus et que ces revenus tendent le plus rapidement possible à se rapprocher de façon à réaliser progressivement l'égalité sans laquelle le socialisme perd son sens.

Le plein emploi est donc à la fois une nécessité sociale et un facteur de développement économique. Il doit être envisagé sous l'angle de la production et de l'épanouissement des hommes.

Sources de gaspillage des forces productives autant que de misère sociale, le chômage est à combattre avec la plus grande énergie.

Cette tâche ne peut être menée à bien par le seul moyen de la réforme agraire ou de grands projets industriels. Pour faire face à la fois au chômage considérable légué par la colonisation et la guerre qu'aggrave une forte démographie, seule est efficace la méthode qui dans le cadre général de la planification, s'appuie sur l'initiative créatrice des masses. Convenablement mobilisé dans une lutte contre la nature, le peuple trouvera lui-même le moyen de multiplier les travaux utiles.

Cela suppose :

- Une décentralisation qui permet le développement de l'initiative populaire au niveau communal.

- Une aide suffisante du parti et de l'Etat aux organisations politiques et économiques de bases dans leur lutte pour la réalisation du plein emploi.

Sur ces bases peut se déployer une campagne permanente d'investissement travail sous diverses formes :

- Travaux de sauvegarde des multiples éléments du patrimoine national qui dépérissent faute d'entretien.
- Petites industries rurales se développant à partir de l'agriculture et de l'artisanat local.

Il est nécessaire que soient mis en œuvre les moyens propres à arrêter un mouvement d'émigration qui constitue une anomalie singulière pour un pays engagé dans la voie de la révolution et qui par conséquent à besoin d'utiliser sa main-d'œuvre qualifiée, facteur essentiel du développement économique.

Pour ouvrir aux possibilités d'emploi, de développement et de promotion humaine, de larges perspectives, il est indispensable de faire de la formation professionnelle, une des pierres angulaires de notre politique socialiste.

Il faut d'abord rompre totalement avec la conception classique de la formation professionnelle qui faisait de celle-ci une solution réservée à ceux qui se voyaient interdire l'enseignement général réservé aux privilégiés. Il n'y a de solutions sérieuses que dans la généralisation réelle d'un enseignement de base, au moins primaire, auquel viendrait faire suite la formation professionnelle proprement dite. Celle-ci aurait alors lieu dans toutes les branches d'activité et se ferait sous la forme d'une éducation permanente effectuée dans le métier ou dans les instituts spécialisés et les universités du travail. Ainsi, le citoyen commencerait très tôt une activité productive, et pourrait se perfectionner continuellement.

Le plein-emploi et l'investissement intellectuel qui visent à l'épanouissement d'une société de travailleurs libres et conscients n'atteindront leur but que si dans la répartition du produit de ce travail on s'achemine vers une égalité réelle.

Dans la pratique, c'est l'écrasement progressif de l'échelle des salaires qui concrétisera notre option socialiste.

Mais les inégalités étant au départ trop criardes, il faut ajouter à cela une législation sociale protégeant l'ouvrier et le paysan pauvre dans tous les domaines.

Dans l'immédiat, il faut unifier les régions de sécurité sociale et étendre cette protection au secteur agricole autogéré et coopératif ainsi qu'aux petits paysans, petit commerçant et artisans. Il faut appliquer aux travailleurs et aux fonctionnaires le même régime d'allocations familiales unique pour l'ensemble des salaires qu'ils soient ouvriers ou fonctionnaires.

## **2 – La santé publique**

Les structures sanitaires héritées du colonialisme ont été conçues en fonction des besoins de la classe dominante, c'est-à-dire principalement du colonisateur. L'implantation du corps médical correspondait à celle de la minorité dominante, ce qui créait un déséquilibre entre les villes et les campagnes d'une part, entre les régions côtières et l'intérieur du pays d'autre part. Le départ du personnel européen a encore aggravé ce déséquilibre.

Dans le cadre d'une planification sanitaire, il convient :

- De centraliser tous les services de santé existants afin d'assumer le nécessaire gratuité des soins que doit précéder une réforme de la sécurité sociale.
- D'élargir aux représentants du personnel hospitalier, médical et paramédical les commissions administratives et de les associer ainsi à la gestion des hôpitaux.
- D'éliminer les barrières qui existent entre l'assistance médico-sociale et les hôpitaux, ce qui permettra l'installation de structures hospitalières.
- D'arrêter l'afflux des consultants et des malades vers les centres hospitaliers urbains :
  - En portant l'action sanitaire à domicile.
  - En insérant l'unité sanitaire dans le douar même.
  - En multipliant les équipes sanitaires mobiles.
  - En développant l'infrastructure dans le monde rural.

L'instauration d'un carnet sanitaire obligatoire permettrait de suivre et de contrôler le malade.

La prévention de la maladie doit conduire à organiser de vastes campagnes de prophylaxie, exigeant ainsi la mobilisation de tout le personnel disponible (médecins, étudiants, techniciens sanitaires). Les programmes d'enseignement doivent être orientés en fonction de cette nécessité.

L'application du service civil médical est une étape préliminaire à la nationalisation totale de la médecine. Elle devra s'accompagner d'un travail d'explication pour amener les médecins à souscrire à cette exigence d'intérêt national.

Corrélativement, la nationalisation du commerce pharmaceutique s'impose. Cette nationalisation débutera par la suppression des organismes parasites pour aboutir à l'installation des agences pharmaceutiques d'Etat.

L'ensemble de ce programme impose une formation intensive des cadres. Si la formation classique doit tendre à algérianiser rapidement

la médecine et à donner au pays les milliers de médecins, les enseignants et le personnel paramédical et gestionnaire dont il a besoin, un cycle de formation accélérée pour les différentes disciplines médicales sera organisé. Tout en veillant au maintien du niveau supérieur des études, on pourra ainsi par un système de stages de perfectionnement, améliorer le niveau de cycle accéléré et permettre au plus doués d'accéder à l'enseignement supérieur.

### **3 – L'enseignement et la lutte contre l'analphabétisme**

Pour assurer la promotion sociale et culturelle du peuple et pour donner au pays les cadres dont il a besoin dans tous les domaines, la liquidation de l'analphabétisme et le développement de l'enseignement constituent des impératifs absolus.

Les établissements scolaires à tous les degrés doivent être ouverts à tous les citoyens et en premier lieu aux enfants des travailleurs des campagnes et des villes. La scolarisation totale est un objectif immédiat.

Sans scolarisation massive, sans la formation de cadres moyens et supérieurs suffisants, il sera difficile de prendre rapidement en main les rouages de l'économie nationale.

Les étudiants qui accéderaient à l'enseignement primaire est une réalisation de l'indépendance. L'arabisation de l'enseignement demeure cependant une œuvre de très longue haleine et une tâche des plus délicates car elle requiert des moyens culturels modernes et ne peut s'accomplir dans la précipitation.

L'extension des méthodes d'éducation de masses et la mobilisation de toutes les énergies pour lutter contre l'analphabétisme permettra à tous les Algériens d'apprendre à lire et à écrire dans les délais les plus rapides.

La lutte contre l'ignorance intéresse tout le pas. Elle exige la participation de larges masses populaires. Le parti est l'animateur de cette action qui sera « le premier devoir national » Du nord au sud, de l'est à l'ouest chaque maison chaque quartier chaque douar ou mechta chaque village chaque ferme chaque usine chaque chantier sera un lieu de travail où l'on apprend collectivement ou individuellement pendant toute l'année. L'alphabétisation se fera sur place. Tous les moyens devront être utilisés pour garantir le succès de cette vaste entreprise.

### **4 – L'habitat la reconstruction**

Une politique de l'habitat est soumise à trois impératifs essentiels ;

- a) La nécessité que les travaux demandent à la population soient directement productifs, non seulement par la distribution des salaires

qu'ils entraînent, mais aussi par la création de biens et services collectifs.

b) L'impossibilité de fournir à assez brève échéance des logements acceptables à tous les ménages, car une telle initiative épuiserait les ressources nationales.

c) La nécessité de ne pas sacrifier l'avenir au présent et d'insérer les travaux d'urgence dans un plan de telle manière que l'expansion urbaine soit canalisée, organisée, prévue et non anarchique.

La construction est une tâche ardue. Les efforts doivent être portés sur l'établissement d'un plan économique utilisant toutes les potentialités y compris les initiatives individuelles et collectives de construction de logements, mais veillant à éviter les implantations anarchiques, parasites, faciliter l'accès à la propriété pour les besoins personnels et familiaux de logements notamment par la formule de la location-vente.

## **5 – Le reclassement des anciens Moudjahidine**

Le problème des anciens moudjahidine constitue un des problèmes les plus sérieux et les plus difficiles à résoudre dans des délais rapides.

Les conditions qui ont caractérisé l'accession du pays à l'indépendance et les crises politiques n'ont pas permis que s'effectue harmonieusement, la reconversion.

Faute d'avoir été appliqué, les lois régissant l'assistance aux anciens moudjahidine et invalides n'ont pu avoir les effets escomptés.

Les droits de l'ancien moudjahed ne peuvent être acquis qu'à travers une politique cohérente de reconversion. Sa rééducation, son alphabétisation, sa formation professionnelle et son reclassement constituent des moyens puissants pour donner à ce problème une solution satisfaisante. Cependant, l'invalides reclassé gardera dans tous les cas sa pension.

L'assistance médicale aux pensionnés et invalides doit être gratuite. Les emplois que lui réservent des textes de loi, en attendant la révision de la fonction publique, doivent être dégagés dans toutes les administrations.

## **6 – Les orphelins**

La politique qui doit être menée pour régler le problème de l'enfance assistée (300.000 orphelins dont 30.000 complets) doit relever non d'intentions louables, mais de méthodes à mettre au point et à uniformiser.

Il faut planifier les moyens et coordonner tous les organismes s'occupant de l'enfance. Cette coordination se fera à travers la création



d'un conseil national de l'enfance sous l'égide du parti.

## **7 – Les veuves de guerre**

La pension ne suffit pas à répondre aux véritables besoins de la veuve de guerre.

La formation professionnelle et la promotion sociale pour la veuve sont des moyens susceptibles d'amener son insertion dans le circuit productif.

La veuve de guerre doit bénéficier de la priorité dans l'aide accordée à la campagne dans le cadre de la reconstruction en ville, dans la répartition des logements. Elle a droit à l'assistance médicale gratuite.

## **8 – Le rôle de la femme algérienne**

Pendant des siècles la femme algérienne a été maintenue dans un état d'infériorité que tendaient à justifier des conceptions rétrogrades ou des interprétations erronées de l'Islam. Le colonialisme a aggravé cette situation de notre société en provoquant un repli sur soi qui était une réaction normale d'autodéfense. La guerre de libération a permis à la femme algérienne de s'affirmer et de prendre aux côtés de l'homme des responsabilités et une part active à la lutte.

A la veille de l'indépendance, le programme de Tripoli proclamait : « La participation de la femme algérienne à la lutte de libération a créé des conditions favorables pour briser le joug séculaire qui pesait sur elle et l'associer d'une manière pleine et entière à la gestion des affaires publiques et au développement du pays. Le parti doit supprimer tous les freins à l'évolution de la femme et à son épanouissement et appuyer l'action des organisations féminines. Il existe dans notre société une mentalité négative quant au rôle de la femme, sous des formes diverses tout contribue à répandre l'idée de son infériorité.

« Les femmes elles-mêmes sont imprégnées de cette mentalité séculaire. Le parti ne peut aller de l'avant sans soutenir une lutte permanente contre les préjugés sociaux et les conceptions rétrogrades. Dans ce domaine le parti ne peut se limiter à de simples affirmations mais doit rendre irréversible une évolution inscrite dans les faits en donnant aux femmes des responsabilités en son sein » Mais aujourd'hui encore le poids du passé risque de freiner l'évolution dans ce sens. Il faut réaffirmer ces principes essentiels qui guideront l'action du parti dans ce domaine cette action devant nécessairement être longue, étant donné le niveau actuel de la société algérienne.

L'égalité de la femme et de l'homme doit s'inscrire dans les faits. La femme algérienne doit pouvoir participer effectivement à l'action politique et à la construction du socialisme en militant dans les rangs du parti et des organisations nationales et en y assumant des responsabilités. Elle doit pouvoir mettre de même son énergie au service du pays en participant à l'activité économique, assurant ainsi par le travail, sa véritable promotion.

## 9 – La jeunesse

C'est un des problèmes les plus urgents et les plus importants de l'heure. L'Algérie est un pays jeune en sa jeunesse à connu le brassage, les déplacements, l'effondrement des valeurs traditionnelles, qui résultent de la guerre et de la Révolution. Une telle jeunesse bien organisée serait un véritable ferment qui, utilisé à bon escient, intégré à la construction du pays, imprégné de l'idéal socialiste, peut d'un incalculable apport. Mais livrée à elle-même elle soulèvera à des degrés imprévisibles de nombreuses difficultés.

Pour donner à cette jeunesse tous les moyens de s'épanouir et de se préparer à jouer son rôle, il est nécessaire :

- De former rapidement des cadres : responsables de colonies de vacances, directeurs de centres et de foyers, moniteurs, instructeurs responsables de brigades de travail... qui permettront de canaliser et d'orienter des énergies créatrices.
- De développer l'équipement sportif et culturel, particulièrement en milieu rural, et de multiplier les centres de loisirs dirigés.
- D'unifier les mouvements dans un ensemble cohérent de sorte que les spécialisations n'aboutissent pas à des formations disparates et soient complémentaires dans un cadre commun.

L'importance des problèmes soulevés par la protection de l'enfance, la formation et l'encadrement des jeunes, nécessite la création sous l'égide du parti d'un Conseil national de la jeunesse avec ses prolongements dans les départements. Ces conseils auront pour rôle de coordonner les efforts, de répartir les moyens disponibles en fonction des urgences, de recenser les besoins de concevoir et de faire réaliser des programmes d'action et d'équipement.

## 10 – L'émigration algérienne

Les causes de l'émigration algérienne en Europe, et plus particulièrement en France, sont étroitement liées au niveau de développement de notre pays. L'émigration peut être atténuée ou freinée mais cessera qu'avec la disparition de ses causes principales.

L'histoire du mouvement national et de la guerre de libération a montré le rôle dynamique joué par l'émigration algérienne en Europe. Organisée, elle a de tout temps, constitué une force politique importante et a été d'un appoint non moins important dans la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste du peuple algérien.

Il s'agit aujourd'hui pour le parti et le gouvernement d'accroître les moyens de faire jouer pleinement son rôle à l'émigration algérienne. De ce fait l'organisation, l'encadrement et la formation politique suivant notre option socialiste des Algériens en Europe sont autant d'impératifs. C'est dans la mesure où tous les Algériens en Europe vivent intensément la révolution socialiste réalisée en Algérie qu'ils peuvent demeurer en état de mobilisation constante et participer aux tâches d'édification.

C'est ainsi qu'ils peuvent mettre en échec toutes les tentatives de la contre-révolution qui voudrait faire d'eux une masse de manœuvres et un tremplin.

En matière économique et technique les Algériens émigrés peuvent également apporter beaucoup, et leur volonté de contribuer au développement économique du pays doit être encouragée. Leur épargne et leur qualification technique doivent être un facteur important d'industrialisation. Le parti doit utiliser toutes les possibilités qui lui sont offertes et trouver lui-même les moyens d'aider tous les Algériens à acquérir la formation professionnelle et technique souhaitable.

## *A N N E X E*

### *La situation économique et sociale au lendemain de l'indépendance*

L'Algérie subit le poids de deux séries de problèmes : ceux nés de la colonisation et ceux nés de la guerre et de l'indépendance, Ces problèmes expliquent la situation actuelle et commandent dans une large mesure l'action nécessaire qu'il conviendra de mener dans tous les domaines pour réaliser l'option socialiste. Leur concomitance constitue en même temps un facteur de complications et un élément d'accélération de l'éclatement des structures héritées de l'époque coloniale. Le véritable problème réside dès lors dans la rapidité avec laquelle les structures nouvelles seront mises sur pied en substitution des anciennes pour éviter les déséquilibres dont les risques les plus grands sont représentés par la perte de la substance économique et la mise en relief démesurée des aspects sociaux.

#### **1- Problèmes nés de la colonisation**

Le Colonialisme à, au cours de la domination sécuritaire, façonné l'économie algérienne en fonction d'une part de l'économie française et, d'autre part, de privilèges propres à la colonisation.

En raison de ce système et d'un arsenal de moyens de répression politico-économique le peuple algérien fut contenu dans un cadre de sous-développement général.

Quatre grandes caractéristiques de l'économie algérienne découlent directement de la colonisation :

## **Un sous-développement non résolu**

Ce sous-développement se traduit par la combinaison des données suivantes: le poids de l'agriculture dans l'économie nationale, la faiblesse de l'industrialisation, le sous-emploi et la faiblesse du revenu individuel des populations surtout rurales et la diffusion restreinte des techniques modernes.

a) Le secteur agricole emploie 65 à 70 pour cent de la population active tout en ne fournissant que 40 pour cent de la production nationale et 22 pour cent du revenu national. Ceci traduit la faible productivité de ce secteur où la masse la plus importante de la population n'a pas dépassé le stade des rapports inférieurs de production de l'homme avec le sol.

b) En dépit de ses possibilités naturelles, l'Algérie est faiblement industrialisée - Avant l'indépendance, elle possédait 200 000 emplois industriels pour 11 000 000 d'habitants (soit moins de deux emplois pour 100 habitants, alors que la moyenne des pays industriels européens est d'un emploi industries pour 8 à 9 habitants).

c) La faiblesse du revenu national par habitant est la conséquence directe du sous-emploi. Le sous-emploi est permanent. Dans les campagnes, le fellah ne donne à la terre qu'une moyenne de 100 journées par an, alors qu'il pourrait en donner environ 250. Dans les villes, le taux de chômage représentait avant les bouleversements de l'indépendance 45 pour cent.

Cette situation fait apparaître le chômage comme le problème national le plus important à résoudre. De plus, le sous-emploi entraîne deux mouvements spontanés de correction: le gonflement parasitaire du secteur des services et l'émigration professionnelle notamment vers la France.

d) Le développement économique suppose l'utilisation rapide et optimum des techniques modernes. L'obstacle à la diffusion de ces techniques est constitué par la faiblesse du revenu et par l'analphabétisme.

L'analphabétisme sévissant dans les campagnes comme dans les villes, ne permet pas l'accession de la part la plus importante de la population aux professions modernes. De ce fait, cette population ne fournit pas non plus un nombre suffisant d'élèves d'enseignement supérieur, et l'Algérie manque de cadres administratifs et économiques.. Elle constitue donc une masse non préparée à la diffusion de techniques modernes.

L'utilisation des techniques modernes nécessite des biens d'équipement industriel et un niveau d'instruction suffisant.

## **Un dualisme économique exacerbé**

C'est la conséquence structurelle la plus marquante du régime colonial qu'a connu l'Algérie. En effet, ce dualisme caractérisé par la coexistence de deux systèmes économiques: l'un évolué, l'autre retardataire sans relation entre eux, présente un triple aspect. Il est intersectoriel sectoriel et territorial.

L'industrie et l'agriculture algériennes sont isolées l'une de l'autre comme en témoignent les chiffres ci-après. L'industrie en Algérie ne consomme que 25 pour cent de la production agricole (53 pour cent dans les pays industriels européens) - Par contre la consommation de biens industriels par l'agriculture ne représentait que 8 pour cent de la valeur de la production agricole (14 pour cent dans les pays industriels européens).

Cette non-intégration s'explique par la situation actuelle de l'agriculture retardataire où les dépenses d'investissement et d'exploitation sont très

faibles et où l'autoconsommation absorbe la plus grande partie de la production. Le fellah n'ayant rien à offrir, n'ayant pas d'argent pour acheter, ne peut être ni fournisseur ni client des autres secteurs de l'économie.

Le dualisme sectoriel le plus apparent se trouve dans le domaine agricole en raison de l'existence du secteur moderne, fournissant 60 pour cent du produit agricole et tourné vers une économie de marché et du secteur retardataire tourné vers une économie de subsistance.

Il s'ensuit que l'agriculture moderne située sur les terres les plus riches, est capable par l'accumulation du capital, d'investir, d'utiliser les techniques modernes, de profiter de plus values alors que l'économie retardataire, n'apporte qu'une faible contribution au revenu national et reste incapable d'investir par elle-même.

Il faut donc tenant compte de cette situation, agir de telle sorte qu'en maintenant le niveau de rentabilité du secteur moderne en attendant de l'élever assurer la promotion du secteur retardataire et viser enfin de compte à l'homogénéisation de l'agriculture.

Enfin, l'Algérie souffre d'un dualisme économique territorial caractérisé essentiellement par l'existence sur le littoral des zones économiques développées qui constituent de véritables enclaves contrastant avec le sous-développement du reste du territoire. Ces enclaves ne trouvant pas des débouchés intérieurs suffisants, ont tendance à établir leurs liaisons avec le pays industrialisé, et on particulier avec la France. Les entrepreneurs y ont volontairement ou non, un comportement étranger.

Les zones, situées au nord, dans les conditions les plus favorables à l'implantation européenne et ouvertes vers la France, constituent des pôles d'appel et d'attraction des populations et des richesses au détriment de l'intérieur du pays.

Ces déséquilibres - mesurés en revenu moyen par habitant - ont actuellement déjà graves. On peut estimer qu'en prenant pour base 100 la moyenne du revenu algérien individuel, un habitant du département de Batna, n'aura que 30, celui du département de Tlemcen 70 celui d'Oran 200, celui d'Alger 275. soit entre Batna et Alger, une disparité de 1 à

## **9 - Une économie dominée**

La dépendance de l'économie algérienne par rapport à l'économie française résulte du pacte colonial. L'indépendance politique n'entraîne pas ipso facto la disparition de cette domination, seule une patiente restructuration peut obtenir une indépendance économique. La dépendance économique apparaît sous diverses formes, elle est principalement une dépendance commerciale, une dépendance technique, une dépendance financière et une dépendance humaine.

C'est sans doute dans le domaine commercial que cette dépendance est la plus évidente : la France absorbait plus de 80 pour cent des exportations de l'Algérie. A l'inverse, la part la plus importante des importations algériennes provient du marché français. Ces échanges se soldaient dans le passé par un déficit important cru détriment de l'Algérie (ce qui expliquera en partie la dépendance financière).

Si la structure du commerce extérieur de l'Algérie révèle sa dépendance économique, l'analyse des conditions de ses échanges conduit à le souligner encore. Ces exportations, essentiellement constituées en biens agricoles ou en matières premières, sont directement concurrencées par celles identiques de pays méditerranéens voisins. Certaines d'entre elles le vin en particulier, ne possèdent actuellement aucun autre débouché équivalent

possible en dehors du marché français.

Cette dépendance est rendue plus attrayante par le régime préférentiel dont bénéficiera l'Algérie en quantité, en valeur, autant d'obstacles à une diversification géographique rapide du commerce extérieur.

Le second aspect de la dépendance économique algérienne est souvent négligé, alors qu'il est un des plus importants. La dépendance technique résulte du fait que l'équipement actuel de l'Algérie est d'abord un équipement français, et qu'à moins de désinvestissements importants les pièces de rechange et les équipements complémentaires seront nécessairement commandés sur le marché français dans tous les secteurs où l'équipement français est prédominant.

La dépendance financière de l'Algérie, s'affirme parallèlement à sa dépendance commerciale, tant dans le que dans le domaine des finances privées et dans celui des règlements en devises étrangères domaine des finances publiques.

Si la balance commerciale connaît actuellement un certain équilibre, celui-ci n'est pas forcément durable. Tout nouveau solde négatif important appellerait nécessairement une contre-partie destinée à compenser les transferts extérieurs qu'il occasionne, ou une réduction du déficit commercial par une diminution draconienne des importations ou une augmentation des exportations.

Par ailleurs, les services, les transferts de bénéfices des exportations et des épargnes des particuliers, la recherche de la sécurité ont toujours engendré un fort mouvement de capitaux privés dans le sens Algérie-France qui aboutit à un drainage de l'épargne algérienne.

Pour faire face à un solde déficitaire des transferts privés avec la France, l'Algérie a toujours bénéficié d'un solde excédentaire de transferts publics en provenance de ce pays, ce qui est à l'origine de la dépendance financière.

Cette dépendance financière a engendré une dépendance monétaire de caractère institutionnel : la libre transférabilité des monnaies entre la France et l'Algérie actuellement contrôlée.

Les compensations privées sont légales. Les exportateurs algériens n'étaient pas tenus de rapatrier les produits de leurs exportations sur le reste de la zone franc, un règlement général des soldes étant assuré par des conventions passées entre banques centrales ou trésors. Il n'y a pas de marché monétaire en Algérie.

Les banques et les particuliers plaçaient leurs disponibilités sur le marché français où ils trouvaient les moyens de trésorerie dont ils avaient besoin. Cette dépendance est accentuée par les liens financiers étroits qui relient les établissements bancaires d'Algérie à ceux de France dont ils sont les filiale.

La dépendance algérienne, vis-à-vis de la France est enfin caractérisée par une dépendance humaine. Le manque de cadres nécessaires à l'édification d'un Etat moderne et d'une économie industrielle pose le problème de l'assistance technique étrangère.

Si cette dépendance humaine apparaît également flagrante en ce qui concerne les mouvements migratoires le marché du travail français fournissant un débouché traditionnel pour La main-d'œuvre non employée on Algérie, elle apparaît plus utile lorsque l'on examine les comportements des agents économiques publics et privés.

Même depuis l'indépendance, les administrations gardent sans doute en vertu d'une vitesse acquise - une propension à orienter leurs rapports économiques vers l'étranger et souvent vers la France alors que leur demande pourrait être satisfaite en Algérie. Cette propension sera encore plus grande en ce qui concerne le secteur privé, même national, surtout si l'on se rapporte à l'utilisation de l'épargne.

## Une économie vulnérable

La dépendance de l'économie algérienne a entraîné par voie de conséquence sa vulnérabilité. Celle-ci réside dans la structure des échanges extérieurs dans les relations financières et dans l'héritage d'une administration lourde, non adaptée et an demeurant vidée de sa substance au lendemain de l'indépendance.

### La vulnérabilité économique extérieure de l'Algérie

Le commerce extérieur de l'Algérie constitue une cause de vulnérabilité essentielle de son économie parce qu'il représente une part trop importante du produit intérieur et qu'en outre il est suffisamment diversifié. Si l'on examine ses exportations elles comportent un nombre limité de produits dont les marchés sont des marchés d'acheteurs (ainsi le vin 28 pour cent des exportations-le pétrole 45 pour cent, les agrumes 14 pour cent et les minerais de fer 3,3 pour cent). La plus importante de ces produits est expédiée sur le marché français où elle reste fixée par les surprix importants dont elle bénéficie.

Les importations proviennent également pour la plus grande part du marché français sur lequel elles constituent une contre-partie nécessaire à l'écoulement des produits algériens. De sorte que 80 pour cent du commerce extérieur algérien se réalise avec la France.

Dans le passé, le déficit de la balance commerciale de l'Algérie à l'égard de la France, s'appréciait à la fois sur le plan interne et sur le plan externe.

Sur le plan externe, il se manifeste par une dépendance financière directement liée à la structure de la production et des échanges et la liberté des transferts.

En effet, en l'état actuel de sa production et de ses échanges, l'Algérie exporte très peu hors de la zone franc. Elle est donc tributaire pour l'instant du fonds commun des devises de la zone franc où elle ne puisse d'ailleurs que dans la limite du compte droit de tirage doté et réapprovisionné par la France.

Cette dépendance dans le domaine des finances extérieures est renforcée par le fait que les avoirs francs de l'Algérie sont considérés comme les francs internes non convertibles et que toutes les transactions sur les devises se font sur le marché des échanges français dont elles suivent la réglementation.

Sur le plan interne, la vulnérabilité financière de l'économie algérienne n'est pas moins grande, elle résulte d'une part :

- De l'inadaptation de la consommation aux besoins pensés due en particulier au poids des infrastructures des transferts sociaux et du train de vie de l'Etat d'autre part :

- De l'implantation de la consommation aux besoins d'investissements.

Le système administratif hérité de la période coloniale pouvait contribuer un peu à l'édification d'une économie véritablement nationale et indépendante.

D'abord, sur le plan du personnel, la presque totalité de l'administration était de nature purement coloniale. Ce n'est que poussée par la guerre d'indépendance que la France fit occuper des postes administratifs à des Algériens le plus souvent on rupture de ban avec la révolution. L'appareil administratif, prolongement de l'administration française avec tout ce qu'elle a de lourd et de bureaucratique ne correspondait pas aux réalités algériennes et encore moins à la nécessaire reconversion de l'ensemble des structures socio-économiques.

De plus, cet instrument qui a été vidé de sa substance par le départ massif des fonctionnaires français a été seulement reconstitué. Il n'est pas encore pourvu de toutes les qualifications et de toute la souplesse d'intervention, nécessaires. Cependant le vide administratif qui constituait un grand danger a pu être évité.

La vulnérabilité de l'économie se présente aussi dans le découpage territorial. Le cadre départemental algérien a été longtemps caractérisé par un découpage nord-sud en trois départements, dont les limites séparatives sont perpendiculaires à la côte. Ce découpage est caractéristique de l'économie de comptoir. Il favorisait la constitution naturelle d'enclaves économiques devenant autant de zones d'attraction démographiques, phénomène d'autant plus grave et néfaste à l'Algérie que celle-ci est soumise à un climat sec et que toute dépopulation d'une zone ne se traduit pas seulement par un dépeuplement mais également par la transformation en désert du territoire abandonné.

## **11- Problèmes nés de la guerre et de l'indépendance**

L'Algérie est un des rares pays africains ayant accédé à l'indépendance avec d'aussi profonds bouleversements dans ses structures sociales. La guerre qui a duré 7 ans et demi a provoqué surtout dans le monde rural, des destructions humaines et matérielles dont l'ampleur fait poser les problèmes plus que jamais en termes de reconstruction et de démocratie économique.

Sous l'effet de la violence inouïe de la répression menée par les forces armées colonialistes, les victimes ont atteint un nombre considérable à travers un éclatement du contexte socio-économique du peuple algérien. De sorte que tout en provoquant des flux migratoires sans précédent dans l'histoire de l'Algérie, la guerre a marqué d'une empreinte psychologique nombre d'Algériens qui posent de véritables problèmes de réadaptation. C'est cependant dans ces bouleversements et dans le prix élevé payé pour l'indépendance qu'il faut chercher l'incitation véritable à l'option socialiste. En effet, si l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954 devait poser le problème politique de l'Algérie et viser surtout à l'indépendance, la durée de la guerre et les sacrifices considérables consentis par le peuple algérien faisaient préciser les aspirations populaires sur le plan économique et social.



## Le bouleversement des populations

L'éclatement de la guerre d'indépendance a surpris totalement opinion extérieure et particulièrement l'administration coloniale. Cela explique qu'on ait méconnu dans un premier temps le caractère national et profondément populaire et que les forces colonialistes se soient essentiellement préoccupées de la destruction des unités combattantes.

Mais à partir du moment où il apparut clairement que celles-ci étaient difficiles à atteindre du fait de leur extrême mobilité et aussi du soutien agissant des masses, les colonialistes sont passés à un moyen qu'ils pensaient être plus radical, celui qui consistait à tenter de séparer l'organisation politico-militaire de son élément naturel, le peuple.

C'est en effet du peuple que nos combattants tiraient l'essentiel de leurs moyens : le recrutement, le ravitaillement le renseignement, le refuge, les moyens financiers, la diffusion du matériel de propagande, la liaison. Autrement dit le mouvement insurrectionnel révolutionnaire enfonçait ses racines profondément parmi l'ensemble des Algériens. Donc, pour atteindre son objectif, l'armée colonialiste était amenée à porter des coups sur tout ce qui pouvait être un support de l'Armée de Libération Nationale.

C'est ainsi que les opérations militaires et policières provoquèrent des bouleversements de populations que peu de pays ont connus. Le simple énoncé de ces bouleversements suffirait à en marquer l'ampleur :

- plus d'un million de chouhada
- 300.000 combattants ayant connu le maquis
- près de 3 millions de regroupés arrachés à leurs foyers et à leurs villages pour être parqués dans des centres créés spécialement à cet effet, assimilables à de véritables camps de concentration où en plus de leur déracinement ils étaient soumis à des conditions de vie atroces.
- 400 000 détenus ou internés.
- 300 000 réfugiés principalement en Tunisie et au Maroc.
- 700 000 émigrés des campagnes vers les villes.

Cela signifie que la guerre a mis en mouvement et frappé l'ensemble du peuple algérien et que très rares sont de ce fait les familles qui n'ont pas été atteintes.

Cette constatation explique ce qui est dit plus haut : la Révolution algérienne est essentiellement populaire. Les conséquences de ces bouleversements sans précédent, celles du moins que nous pouvons d'ores et déjà tirer posent de redoutables problèmes.

Et d'abord celui des veuves, des orphelins de guerre et des invalides, c'est-à-dire des centaines de milliers de personnes auxquelles il faut assurer un minimum vital. Par ailleurs bon nombre d'anciens djounoud de détenus, de réfugiés et de regroupés posent des problèmes de réadaptation, de reclassement et de recasement urgents.

De très nombreux jeunes qui ont grandi dans la guerre et qui ont été soumis à des campagnes d'intoxication ont été besoin d'être rééduqués. De

plus les études ayant été perturbés des retards peuvent être constatés aujourd'hui à tous les niveaux de notre enseignement.

Enfin le rythme accéléré d'organisation des populations crée une situation alarmante dont les incidences économiques et sociales sont extrêmement importantes. On a évalué à 731 000 le nombre de ceux qui sous la pression de la guerre ont été contraints de quitter les campagnes pour les villes entre 1954 et 1960 Le mouvement s'est encore aggravé depuis : 800000 personnes entre 1960 et 1963 alors que 45000 seulement émigraient en sens inverse.

Pour la plupart ces populations sans revenus créent un sous-prolétariat dans les villes et rendent plus aigu encore le problème du chômage. Elles provoquent un accroissement des dépenses sociales d'équipement et de distribution au détriment de l'industrialisation.

De plus en passant des campagnes aux villes, elles changent de mode de vie, et provoquent un accroissement des dépenses sociales d'équipement et des besoins globaux en bien de consommation.

Sur le plan de l'habitat, les logements abandonnés par les Européens ne suffisent plus, il faudrait prévoir 75000 logements nouveaux par an dans les villes en plus de 65 000 à prévoir dans les campagnes.

Il convient de souligner aussi que la prise de possession des logements vacants a pour conséquence un important désinvestissement dû à l'insolvabilité du grand nombre des occupants.

Sur le plan plus général toutes ces populations déplacées réfugiées, regroupées, internées ont eu à souffrir longtemps de la sous-alimentation et leur élimination des années durant des circuits économiques et surtout des activités productives n'a pas été sans rejaillir sur l'ensemble du développement du pays et d'en provoquer une baisse du niveau de vie de la grande masse.

C'est par millions que les Algériens sous-alimentés soumis des années durant, aux bombardements incessants de villages, de régime concentrationnaire et à la torture, présentent des déficiences graves. Cette situation a encore aggravé considérablement l'indice déjà élevé de morbidité. Ceci souligne le caractère aigu posé par le problème sanitaire surtout dans ces campagnes que les médecins n'ont pas cessé de désertier. Sans parler des traumatismes et des déséquilibres mentaux qui a eux seuls, nécessiteraient une mobilisation de services spécialisés bien plus importants que ceux que nous possédions.

### **Les destructions matérielles**

D'autres problèmes ont été créés par les destructions matérielles. On a dénombré 8000 villages qui ont été rasés complètement, ce qui donne une idée de l'importance que devait revêtir notre programme de reconstruction.

Sur des milliers d'hectares, les forêts ont brûlé, alors que notre pays avait déjà besoin d'être largement reboisé. D'immenses étendues particulièrement dans les zones montagneuses, ont subi les effets de la «politique de la terre brûlée» et offre encore le spectacle de la désolation.

Pendant des années des terres ont été laissées en friche et des arbres fruitiers sans l'entretien indispensable qui devait les protéger et les empêcher de périr. Ajoutons à cela que les nécessités de la guerre révolutionnaire ont conduit à la destruction d'importantes superficies de cultures arbustives.

Notre cheptel ovin est passé de 7 millions à moins de 3 millions de têtes. Quant au cheptel bovin il a été pratiquement réduit à néant. A ce point

que le problème de la reconstitution du cheptel est une des préoccupations majeures des services de l'agriculture.

Des routes ont été détruites ou se sont détériorées faute d'entretien, ainsi que nombre d'ouvrages d'art. Ces destructions et détériorations ont été si importantes qu'elles ont nécessité des travaux ayant déjà absorbé la plus grande partie du budget des Ponts et Chaussées durant l'année 1963.

Enfin sur les frontières, d'immenses zones minées continuent d'être encore meurtrières. Et il faudrait sans doute longtemps pour que les travaux de déminage soient menés à leur terme.

A toutes ces destructions faites dans le cadre des opérations militaires s'ajoutent celles auxquelles se sont livrés les criminels de l'OAS dans les villes. En citant ces actes odieux qui ont été l'incendie de la bibliothèque universitaire et la destruction de certains blocs opératoires d'Alger, notons simplement que les plasticages ont endommagé des centaines de bâtiments dont nombre d'écoles.

## **Le plan de Constantine**

Le plan de Constantine, inspiré de l'idée que l'insurrection armée algérienne n'était que l'expression violente d'aspirations économiques et sociales et qu'il suffirait d'améliorer les conditions de vie de la population pour réussir à la détacher du FLN, a visé en fait à créer les conditions objectives d'un système néo-colonialiste prenant appui d'une part sur la fraction d'Algériens privilégiés dont il assurait la promotion, d'autre part sur la minorité française. Il s'agissait de renforcer en Algérie les structures capitalistes par d'importants investissements, surtout dans la grosse industrie et même d'encourager l'élargissement du support français en essayant par exemple de fixer les soldats démobilisés.

Parmi les problèmes posés par ce plan, il en est d'importants qu'il convient de signaler :

- la création d'un besoin de développement qui n'était possible qu'au prix d'un déséquilibre extérieur et d'une aide financière masquant la véritable situation. Le rythme de développement prévu par ce plan ne pouvait être suivi par une Algérie indépendante soucieuse de se dégager rapidement de l'aide extérieure.

- Le développement d'une infrastructure très lourde dont l'entretien nécessite d'importants investissements.

- L'Industrialisation prévue par le Plan de Constantine conçue de manière à renforcer la dépendance de l'Algérie par rapport à l'industrie française devait en principe permettre la création de 115000 emplois et constituer ainsi une solution au problème du chômage. Ces prévisions ne sont pas réalisées. D'abord parce que la majeure partie des demandes concernant des extensions d'entreprises déjà existantes. Ensuite parce qu'on a négligé ou écarté les industries susceptibles de créer un maximum d'emplois.

- Enfin ce plan a accentué la disparité entre les villes et les campagnes et a influé sur la structure de notre budget d'équipement qui devait en

effet en tenir compte pour éviter un désinvestissement important.

## **Le départ de la minorité européenne et ses conséquences**

Le départ massif des Européens (9/10 sur 1 million) provoqué par la victoire du Mouvement de Libération, s'il a eu d'importants aspects positifs en ce sens qu'il a permis la concrétisation plus rapide de nos options socialistes et de notre indépendance politique, a créé cependant du fait de la position dominante de cette minorité dans l'activité économique et sociale du pays, des problèmes qui n'ont pas tous été résolus.

### **1- Le manque de cadres**

La population active européenne en Algérie était évaluée à 300.000. Sur ces 300.000, on comptait 33.000 chefs d'exploitation 15000 cadres supérieurs et professions libérales, 100000 cadres moyens et employés, 35000 ouvriers qualifiés. soit près de 200000 personnes occupant des positions ou des emplois nécessitant de la technicité et un niveau d'instruction supérieur à la moyenne.

Leur départ a posé des problèmes de formation professionnelle, d'assistance technique et de gestion économique, le personnel algérien ne pouvant en assurer la relève que de façon incomplète, étant donné son manque de qualification. Ces lacunes sont particulièrement sensibles dans la catégorie des cadres supérieurs et moyens et des ouvriers qualifiés.

Le manque de cadres a provoqué une baisse de rentabilité sur le plan économique. Il a aggravé les problèmes de santé publique et de l'enseignement.

Une telle situation imposait l'établissement d'un programme de formation professionnelle et technique de caractère prioritaire et un recours à l'assistance étrangère permettant de faire la soudure pendant les premières années.

Mais cette assistance technique n'était pas sans limites :

- D'une part la présence de nombreux étrangers à des postes importants risquait d'avoir pour effet une dénationalisation de la direction des affaires.
- D'autre part, les hauts salaires versés à ces techniciens en faisaient une catégorie privilégiée, d'où un écart social parfois difficilement supporté.

### **2 - Perturbation du marché intérieur**

La consommation de la minorité européenne était estimée à 40% de la production locale et 60% des biens importés. Le départ de cette minorité a libéré en principe 36% de la production locale, en particulier dans le secteur des services et 54% des importations de biens de consommation (industries alimentaires, textiles, produits métallique et chimiques).

La production locale libérée nécessite une nouvelle organisation de la commercialisation, mais celle-ci se heurte non seulement à l'absence de

circuits rodés, mais aussi à l'insuffisance du pouvoir d'achat encore aggravée par le poids des charges fiscales. Jusqu'en 1954, en effet 53,7% des impôts étaient payés pour les Algériens et 46,3% par les Européens. Aujourd'hui la charge est de 97,9% pour les Algériens dont les revenus, à quelques exceptions près, sont faibles.

### **3 - La fuite des capitaux**

La fuite des capitaux ayant précédé et accompagné le départ des Européens a amené une baisse des impôts, (banques et CCP) de l'ordre de 110 milliards auxquels il faut ajouter la masse des créances impayées qui représente environ 20 milliards. De ce fait les circuits commerciaux se trouvent bloqués d'une part par les dettes laissées par les Européens, et d'autre part, par les difficultés que rencontrent les entreprises algériennes à payer les exportateurs étrangers.

La première conséquence directe de cette fuite de capitaux est l'étranglement du crédit qui se répercute d'une part sur les prix; ne pouvant acheter à crédit, entreprises et commerçants sont obligés de vendre leurs marchandises le plus vite possible et aux prix les plus élevés, et d'autre part, sur l'équipement et la production : le recours à l'autofinancement étant limité, les investissements sont faibles et la demande intermédiaire restreinte.

La deuxième conséquence sur l'économie de la fuite des capitaux est l'auto-alimentation de ce phénomène. En effet, la baisse d'activité économique qui en est résultée a provoqué un climat de défiance qui entretient le mouvement de fuite des capitaux.

Enfin la fuite des capitaux privés et sa répercussion sur la baisse de la masse monétaire oblige le crédit public à prendre le relais du crédit privé. Or les besoins de l'économie en investissements indispensables sont importants et estimés à ;

60 milliards pour l'agriculture ;

40 à 50 milliards pour l'industrie ;

30 à 35 milliards pour le commerce ;

20 à 25 milliards pour des prêts divers.

Ces problèmes sont rendus d'autant plus difficiles à résoudre que le crédit des établissements publics français a disparu avec l'indépendance, d'où l'apparition de difficultés pour financer l'équipement et pour assurer le maintien des échanges extérieurs.

### **4 - La récession**

A partir du moment où il apparaissait clairement que la guerre ne pouvait déboucher que sur l'indépendance les premiers signes de récession ont été enregistrés. Le mouvement s'accéléra à la fin de l'année 1961 et se poursuivit à un rythme de plus en plus rapide.

Le départ massif des entrepreneurs français qui ont ainsi abandonné plus de 40% des terres de la colonisation ainsi que la quasi-totalité des petites entreprises industrielles et artisanales de l'intérieur la disparition de centaines de milliers de consommateurs à haut niveau de vie et la fuite des capitaux, ont achevé de paralyser l'économie algérienne au lendemain de l'indépendance.

La première conséquence en fut une baisse générale des investissements et une diminution des importations en biens d'équipement, d'où Le

rétrécissement de la demande de biens intermédiaires et la limitation de la distribution de revenus.

La seconde a été un important chômage industriel et des difficultés pour remettre en marche l'appareil de production vacant.

## Conclusion

Au lendemain de l'indépendance, le pouvoir révolutionnaire a donc hérité d'une situation dont les traits essentiels étaient :

1- Un sous-développement caractérisé par :

- L'extrême faiblesse de l'industrie;
- La forte population active employée dans l'agriculture;
- Le sous-emploi et le chômage;
- L'analphabétisme aggravé par les difficultés d'une scolarisation convenable, difficultés créées par le manque d'enseignants ;
- L'absence de cadres techniques.

2- Une économie étroitement dépendante de l'ancien colonisateur, désarticulée; vulnérable et de surcroît désorganisée et paralysée par le départ des chefs d'entreprises et des techniciens français, une économie aussi sur laquelle pesait le poids des investissements réalisés dans le cadre de plans colonialistes et néocolonialistes (cf. Plan de Constantine).

3 - Une aggravation des problèmes sociaux par la suite :

- Du départ des médecins français et du sabotage de certaines installations sanitaires ;
- de l'augmentation du taux de chômage consécutif à l'arrêt des entreprises abandonnées et à la récession.
- De l'accroissement du nombre des déshérités auxquels sont venues s'ajouter les orphelins et les veuves de guerre ainsi que les anciens moudjahidine invalides.
- De l'accélération de l'exode rural.

Cette situation devait imposer :

- De réactiver les entreprises abandonnées et de surmonter les difficultés énormes de financement et d'encadrement ;
- De former rapidement des cadres algériens et de rechercher on attendant une assistance technique étrangère ;
- D'éliminer progressivement les disparités régionales pour ralentir sinon enrayer l'exode rural.
- De diversifier nos échanges ;

- De consacrer une partie importante des ressources disponibles à améliorer le sort des déshérités ;
- De favoriser dans toute la mesure du possible les investissements productifs.

Il faudra des années d'efforts soutenus pour résoudre tous les problèmes nés de la colonisation et de la guerre.

## TROISIEME PARTIE

### Les instruments de la réalisation

#### *Le partie et les organisations de masses*

##### **1 -**

A la veille de l'indépendance de peuple algérien, après une longue guerre de libération se devait de choisir le système le plus adéquat à ses caractéristiques pour organiser sa vie sociale, économique et politique. Le problème du contenu de la lutte libératrice et de la continuité de l'esprit du 1<sup>er</sup> novembre 1954 sur le plan économique et social, était au grand jour.

##### **2 -**

Le programme de Tripoli qui sanctionne le choix du parti unique répond à la volonté profonde des masses laborieuses, soucieuses de préserver les acquis de guerre de libération et d'assurer la continuité de la révolution.

En recouvrant l'indépendance, les combattants et peuple avaient perçu le danger qu'il y avait à se dessaisir de la vigilance de l'époque de la lutte armée, en laissant le terrain libre aux jeux néfastes du multipartisme à travers les lesquels forces du capital et de la réaction, les ennemis du peuple finissent par mettre la main sur le pouvoir économique.

##### **3 -**

Le multipartisme n'est pas un critère de la démocratie ni de la liberté. Il correspond à une certaine étape du développement de la société divisée en classes opposées et de l'hétérogénéité de chaque classe et constitue une réponse que cette société invente pour faire à ses contradictions et sans les résoudre, les atténuer et tenter de les intégrer.



#### 4 -

Le multipartisme dans le cadre d'un régime capitaliste n'est possible qu'à partir du moment où les intérêts fondamentaux des classes dirigeantes sont assurés contre tout risque grave. C'est le secret de la démocratie bourgeoise. Dans ces conditions le multipartisme permet à tous les intérêts particuliers de s'organiser en différents groupes de pression visant à faire échec à l'intérêt général, c'est-à-dire à l'intérêt des travailleurs. Cette dispersion non seulement empêche l'effort collectif, mais encore crée un terrain favorable à la prolifération de faux problèmes et aux manœuvres de ceux qui voient dans la société nouvelle la fin de leurs privilèges.

#### 5 -

Dans les pays engagés dans la voie du développement socialiste, le multipartisme érigé en principe de démocratie politique peut avoir pour signification de favoriser les difficultés objectives qui rendent plus aisés que partout ailleurs les mystifications collectives, la démagogie, l'entretien de mécontentements artificiellement gonflés et l'irresponsabilité sociale. Les groupes de pression étrangère voient facilitées leurs possibilités d'intervention et leurs manœuvres tendant à paralyser les mesures qui vont à l'encontre de leurs intérêts d'exploiteurs.

L'option pour le parti unique ne suffit pas à engendrer un pouvoir d'essence révolutionnaire immunisé contre toutes les déformations.

Si le multipartisme dans les conditions de l'exploitation assure le maintien « démocratique » du pouvoir par le capital, le parti unique, présente, lui, un danger d'un autre ordre et non moins grand : la confiscation du pouvoir révolutionnaire au profit d'une caste.

#### 6 -

Le choix du parti unique doit se faire dans une clarté et une précision qui éliminent toute équivoque quant à ses objectifs, ses composantes sociales, et le principe de son fonctionnement.

Faute de quoi, les risques sont grands de déboucher, tôt ou tard, soit sur une dictature petite-bourgeoise soit sur la constitution d'une couche bureaucratique faisant de l'appareil, l'instrument de ses intérêts particuliers soit enfin sur un régime de dictature personnalisée faisant du parti simple organe de police politique.

#### 7 -

Les problèmes de la composition sociale du parti unique et de sa forme d'organisation ne peuvent être résolus sans qu'il soit tenu compte des enseignements de l'histoire de notre peuple. L'union de toutes les tendances qui fut l'instrument irremplaçable de la lutte armée doit être reconsidérée en fonction des objectifs et des perspectives de la révolution socialiste. Une telle union a fait son temps. Son maintien s'identifierait à la recherche de la confusion et du compromis malsain. Les problèmes nouveaux ont fait surgir des contradictions internes irréconciliables.

**8 -**

Ce que nous enseigne l'histoire de notre peuple c'est aussi l'importance de la démocratie. Toujours dérogation aucune le parti doit faire confiance aux masses. Un passé encore récent a montré qu'elle était un gardien bien plus constant et plus assuré des intérêts du pays que les institutions qui se réclamaient d'elle. Le parti doit être pensé de telle manière que, expression fidèles. Le peuple, il n'entre jamais en contradiction avec lui.

**9 -**

Le caractère du parti d'avant-garde n'est pas un état qui une fois obtenu, ne se perd plus. Il exige un perpétuel effort sous peine de dégénérescence. L'aptitude à tirer, à un moment donné de l'histoire une analyse juste concernant le combat du peuple et à lui ouvrir les perspectives de son développement ne constituent pas un brevet définitif de pureté révolutionnaire et d'efficacité politique.

Un parti d'avant garde doit sans cesse saisir la signification de ce qui naît et se développe, pour en tirer les enseignements politiques nécessaires. Il doit rester un organisme vivant et non se transformer en un appareil sclérosé ou ce qui meurt étouffe ce qui vit.

**10 -**

L'évolution du FLN depuis novembre 1954 est significative à cet égard. A la veille de l'indépendance sa direction n'avait pas préparé la situation nouvelle. De ce fait, elle est devenue un obstacle aux mutations indispensables.

La reconversion au lendemain de l'indépendance se fit d'une manière empirique et dans la confusion. Une fois de plus c'est l'intervention directe des masses et des éléments révolutionnaires les plus avancés qui contribuèrent à clarifier la situation et à donner une direction irréversible en Algérie : la direction socialiste. L'apparition de cette revendication socialiste sur la scène politique algérienne a donné naissance à un clivage prévisible. Les éléments hostiles à cette transformation se détachant progressivement du parti sous l'effet de la nouvelle orientation.

**11 -**

Il faut donc éviter de construire un appareil qui exprimant un départ l'aspiration des masses se mette ensuite à vivre d'une vie indépendante. Le parti révolutionnaire sera ou la majorité dirigera effectivement au lieu de se contenter de désigner les dirigeants et ou elle se prononce en connaissance de cause sur des problèmes qui sont les siens et à sa mesure, au lieu de trancher dans les congrès des questions dont elle est tenue éloignée le reste du temps.

**12 -**

Une des conditions fondamentales de cette perspective démocratique est que l'organisation s'articule sur les collectivités directement liées à la production et à l'activité économique essentielle : l'usine, l'entreprise, le terme autogérée. Ainsi est évitée la coupure entre économie et politique, entre problèmes quotidiens concrets et problèmes généraux de la société ; ainsi est évitée la dépolitisation, résultat de l'éloignement des centres de décision.

**13 -**

Le FLN ne doit être ni un parti de masse, formule qui présente le danger de la dilution de la responsabilité, de l'action négative des représentants petits-bourgeois sur les autres couches de la population, ni un parti d'élite composé d'intellectuels et de professionnels politiques coupés du peuple et de la réalité. Il doit être un parti d'avant garde profondément lié aux masses, tirant toute sa force de cette liaison. Mû par les impératifs de la révolution socialiste et l'intransigeance vis-à-vis de ses ennemis.

**14 -**

Un tel parti crée une conception nouvelle démocratie. Il ne s'agit plus du formalisme Bureautique. Il s'agit d'une démocratie où la volonté générale des travailleurs s'exprime dans toute son ampleur parce que la marche de la société est directement influencée par les décisions prises pour résoudre les problèmes quotidiens. Cette synthèse d'une démocratie directe partout où elle est matériellement possible et d'une centralisation strictement contrôlée par la base permettra un renouvellement infini de l'organisation une adaptation aux situations nouvelles et une extrême souplesse.

**15 -**

Cependant si tous, ces impératifs commandent de veiller, scrupuleusement à ce que les composantes sociales du parti soient essentiellement à base de producteurs, d'ouvriers des villes et des campagnes, la nécessité d'organiser, d'encadrer toutes les couches sociales constitue une préoccupation de tous les militants.

**16 -**

Il ne saurait être possible pour un parti d'avant-garde d'acquiescer les capacités de mobiliser, guider et orienter les masses en se comprimant dans le cloisonnement, en rejetant toutes les autres couches sociales qui, sans jouer un rôle moteur dans la direction de la révolution, ne sont pas moins un facteur non négligeable dans la recherche de l'adhésion du peuple à sa politique.

**17 -**

Par conséquent il doit veiller au renforcement et au développement des organisations de masses indispensables au succès de son action. Ces organisations de masses indispensables au succès de son action. Ces organisations ont toute concentration des énergies visant à l'efficacité, et de l'épanouissement du centralisme démocratique. Dans la société à démocratie formelle les syndicats les organisations sont l'expression de groupes d'intérêts multiples et contradictoires. Dans la société à vocation socialiste la diversité des organismes répond simplement aux particularités propres à chaque catégorie de la population et à la nécessité de multiplier les possibilités d'action du parti dans son travail de mobilisation des masses.

**18 -**

Le syndicalisme est en régime capitaliste, essentiellement revendicatif, il a, par delà la revendication économique, une perspective politique.

Dans un régime où le pouvoir appartient aux ouvriers et aux paysans, la perspective ne peut être la même, et la contestation peut prendre une

signification contre révolutionnaire dangereuse. Mais une telle situation ne peut résulter que d'une défaillance du parti.

Le rôle des syndicats est un rôle de participation directe à la vie économique. C'est dans le syndicat que surgit le mieux l'initiative des travailleurs quant à l'organisation de leur travail : fixation des normes, du rythme, études préparatoires au plan, etc....

Les organisations syndicales sont ainsi appelées à impulser de la base au sommet les solutions que les travailleurs envisagent tant sur le plan de la gestion de leur unité de production que sur le plan de la gestion de leur unité de production que sur le plan de la planification. Elles ont à veiller scrupuleusement à l'intéressement matériel des producteurs à la production et à leur promotion sociale et culturelle.

### **19 -**

Les syndicats, s'ils n'ont pas un objectif revendicatif de classe, ont cependant un rôle très important dans la lutte contre les formes de bureaucratisation qui pourraient surgir. Croire qu'une société nouvelle puisse échapper à toutes les conditions est utopique. Seule la démocratie socialiste empêche ces contradictions de se transformer en antagonismes.

### **20 -**

Dans la période de transition les syndicats ont des tâches essentielles par rapport au secteur privé. En premier lieu, une tâche de vigilance à l'égard des attaques ouvertes ou sournoises contre le secteur socialiste. En second lieu, une tâche de défense des intérêts ouvriers dans ce secteur. En troisième lieu, une tâche de vigilance à l'égard des attaques ouvertes ou sournoises contre le secteur socialiste. En second lieu, une tâche de portagrande pour l'élargissement du secteur socialiste.

### **21 -**

La place qu'occupent les fellahs dans la vie de la nation constitue une obligation pour le parti d'aider à la création rapide d'unions de fellahs et de leur accorder toute son attention pour en faire un organisme vivant en rapport avec les besoins de la révolution socialiste dans les campagnes. Ainsi sera organisée la couche la plus déshéritée, base de la victoire sur le colonialisme et instrument puissant de la défense du socialisme et de l'accumulation en vue de l'industrialisation.

L'union des fellahs aidera à l'extension définitive de la réforme agraire, à l'intégration des petits paysans dans des coopératives qui leur permettant d'accéder aux méthodes de développement modernes.

### **22 -**

L'existence de plusieurs mouvements de jeunes risque d'aboutir à des orientations contraires et pas toujours conformes à la ligne du parti. La jeunesse algérienne brassée pendant la guerre de libération doit rompre aujourd'hui tout cloisonnement et être organisée dans un rassemblement

national sous une direction unique et sous l'impulsion du parti. Les organisations de la FLN de l'UNEA et des SMA doivent constituer un seul mouvement respectant l'apparat de chacune d'elles.

### **23 –**

Les militantes du parti doivent s'atteler à organiser les femmes et animer l'UNFA dont le rôle est de faire rayonner et triompher la politique du parti qui tend à la libération effective de la femme en l'associant à toutes les tâches de construction du pays.

### **24 -**

Les anciens détenus et internés politiques et les anciens moudjahidine qui ont consenti le plus de sacrifices pour la guerre de libération, risquent de ne pas jouer pleinement dans le cadre d'organisation particulière, le rôle qui doit être le leur. C'est au sein du parti que leurs adhérents pourront le mieux mener une activité constructive conforme à leurs droits et à l'intérêt général du pays.

### **25 -**

Le peuple algérien a besoin de forger l'instrument de la construction et de la défense du socialisme.

Il revendique une organisation cohérente armée sur le plan idéologique qui puisse assumer une telle tâche. Pour cela, fidèle à cette vocation démocratique qui a aminé chacune de ses initiatives, il souhaite un parti qui soit perpétuellement attentif à ses besoins et à ses aspirations. Un tel parti ne peut être composé qu'avec les éléments issus directement des secteurs les plus avancés de la révolution, et qui restent liés à ce peuple dont ils sont chargés d'exprimer les aspirations et les perspectives.

Les militants d'avant-garde seront les serviteurs des intérêts du peuple. Ils savent qu'être militant n'est ni un privilège social ni une promotion économique ni un statut de prestige mais une responsabilité, une fonction toujours soumise au contrôle des masses.

## ***L'Etat***

### **1 –**

Le parti a dégagé les grandes lignes de principes qui sont à la base des institutions étatiques dans la constitution doivent être considérées comme des références à un texte fondamental du parti.

Les références à cette constitution doivent être considérées comme des références à un texte fondamental du parti.

La conception de l'Etat algérien a été dégagée dans la constitution. L'Etat, instrument de gestion du pays est animé et contrôlé par le parti qui

doit assurer son fonctionnement harmonieux et efficace. L'option socialiste comporte la nécessité de construire un Etat de type nouveau, expression des intérêts des paysans et des ouvriers.

## 2 –

L'état n'est pas la simple soumission de la minorité à la majorité. C'est un corps qui impose au nom des intérêts des masses laborieuses sa loi aux privilégiés. Aussi longtemps que subsisteront des noyaux capitalistes et le désir de l'enrichissement privé un contrôle organisé doit s'exercer sur les citoyens pour ce que ceux-ci ne dilapident pas le patrimoine national. Au cours de la période qui s'ouvre, l'Etat constitue un puissant facteur d'unité et un moyen de lutte efficace contre les tentatives de porter atteinte, sous une forme ou sous une autre, à l'intégrité du territoire national.

## 3 –

Actuellement, la réalisation des objectifs de la révolution socialiste passe nécessairement par la prise en main réelle, la transformation profonde et le contrôle effectif de l'appareil de l'Etat tant dans ses structures, que dans ses hommes, par le parti.

## 4 -

La tâche d'animation et de contrôle de l'Etat par le parti a été rendu difficile par le manque de définition des rapports parti-Etat et l'Etat embryonnaire de la direction et des structures du part. Cette situation a fait que celui-ci a vu son pouvoir politique passer à l'état, pouvoir qui a une tendance à se diluer dans l'administration. Une difficulté supplémentaire et nécessairement déterminante provient du fait qu'il est impossible pour un parti d'animer et de contrôler un Etat dont les structures et les composantes sociales et humaines ne correspondant pas pleinement à sa politique.

## 5 -

Le pouvoir de l'Etat est côté le reflet de la volonté populaire exprimé par des élections. Mais d'un autre côté, ce pouvoir d'Etat s'exprime à travers des organes de gestion bureaucratique sur lesquels s'exercent des contraintes diverses. C'est dans ce secteur bureaucratique qu'essayeront de se réfugier les intérêts, habitudes et routines menacés par la révolution.

## 6 -

Le fonctionnement de l'appareil étatiques, ses tâches gigantesques de destruction des structure capitalistes et colonialistes et construction d'une société socialiste exigent la recherche, le développement et l'encouragement de la technicité par la révolution.

Nous devons nous battre pour doter la révolution du maximum de techniciens et revaloriser l'apport technique dans la réalisation des objectifs socialistes. Mais une appréciation saine et objective de technique ne doit pas entraîner la sous-estimation du politique qui doit animer, modeler et contrôler la technique.

Les postes-clés de toutes les branches de l'appareil étatique doivent être dévolus à des militants dont la formation politique, une haute et vigilante conscience des intérêts de la révolution constituent des garanties indispensables pour le parti et les masses laborieuses. Il est impératif que les

nominations des cadres de toutes les branches de l'Etat soient soumises à l'appréciation du parti.

### **7 -**

La révision du statut de la fonction publique doit être accélérée afin que soient inscrits dans les textes et dans les faits les critères nouveaux de la révolution et que l'appareil de l'Etat soit aéré par des conceptions et des hommes exprimant l'Algérie socialiste. Agent de l'Etat, le fonctionnement doit devenir le serviteur des masses laborieuses. La réforme des textes doit accompagner d'une réduction politique qui doit faire de l'agent de l'Etat un lien avec les masses et non pas un pouvoir au-dessus d'elles.

### **8 -**

Le parti trace les grandes lignes de la politique de la nation et inspire l'action de l'Etat. La réalisation du programme du parti est garantie dans le cadre de l'Etat par la participation de ses militants aux institutions étatiques et notamment aux postes d'autorité.

Mais pour ne pas être absorbé par l'Etat le parti doit s'en distinguer physiquement. A cet égard, la majorité des cadres du parti au niveau des différentes directions devront être en dehors des organismes de l'Etat et se consacrer exclusivement aux activités du parti. Ainsi sera évité le danger d'un étouffement du parti et de sa transformation en auxiliaire de l'administration et en instrument de coercition.

Ces principes doivent être inscrits dans les faits à propos de l'Exécutif de l'Etat c'est-à-dire le gouvernement, dont le chef doit être également à la tête du parti.

### **9 -**

Le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire de ses représentants à l'assemblée nationale qui vote les lois contrôle l'action gouvernementale.

Le rôle prépondérant du parti au sein de l'assemblée nationale va du choix des conditions à la députation au contrôle de leur activité avec possibilité de leur déchéance.

### **10 -**

L'option socialiste le fonctionnement harmonieux de l'autogestion la nécessité de donner aux collectivités locales des pouvoirs réels impliquent une refonte administrative radicale dont le but doit être de faire de la commune la base de l'organisation politique économique et sociale du pays.

Outre ses fonctions administratives, sociales et culturelles la commune doit disposer des pouvoirs lui permettant de procurer les conditions de développement et d'amélioration de la situation culturelle au sein de la commune d'orienter le développement économique d'orienter une part du revenu réaliser dans la commune vers la satisfaction des besoins économiques et sociaux d'adopter les intérêts généraux de la société et de stimuler enfin le

progrès des organisations économiques et celui de la productivité du travail.

Pour augmenter son efficacité l'organisation doit prévoir au sein de la représentant des citoyens une représentation particulière de l'ensemble des producteurs (autogestionnaires, ces opérateurs etc...)

Le conseil communal doit exprimer sous l'impulsion du parti et le contrôle de l'Etat les problèmes et les tâches de construction sur le territoire de la commune dans le cadre de l'option socialiste.

## **11 –**

La justice doit comme les autres structures étatiques héritées du colonialisme, subir une profonde refonte dans ses textes, ses structures et ses composantes sociales et humaines ainsi que dans ses sources qui doivent être puisées dans notre patrimoine et être conformes aux exigences de la révolution socialistes.

Elle doit se débarrasser des procédures lourdes et instances trop nombreuses de l'appareil judiciaire actuel conçu à l'origine comme instrument au service des privilégiés.

La justice doit être un instrument de défense des intérêts de la Révolution et non un instrument au service des privilégiés. Dans son fonctionnement, elle doit être un outil déduction des masses et non de coercition. Si l'application de la loi demeure nécessairement du ressort d'agents de l'état ayant une formation juridique adéquate nous devons recourir au système des tribunaux populaires, élus, à l'échelle communale.

L'électorat des jurées, voire même des juges d'instances doivent être institués.

Une refonte de l'organisation judiciaire et de la procédure doit permettre la liquidation d'une justice lente et onéreuse.

La loi doit faire place aux juridictions spéciales pour la défense de la révolution.

La défense, sa garantie et ses charges doivent être instituées conformément à la justice sociale.

La justice socialiste doit constituer une garantie supplémentaire pour l'application de la constitution qui condamne la torture et tout atteinte physique ou morale à l'intégrité de l'être humaine.

## **12 -**

La sécurité de l'état exige des instruments spécialisés. Les services doivent être centralisés à l'échelle gouvernementale. Ils doivent agir dans le cadre de la constitution et de la loi et sous le contrôle du secrétaire général du parti du secrétaire général du parti.

## **13 -**

L'armée de libération a constitué un important facteur de la victoire du peuple algérien sur le colonialisme français.



Composée de militants, l'ALN s'est manifestée non seulement comme un instrument de combat mais aussi comme un défenseur des transformations révolutionnaires engendrées par la lutte armée.

Née de L'ANP est une des composantes de l'Etat qui ne constitue pas un legs du colonialisme comme les autres instruments étatiques existants. Ses problèmes et ses difficultés proviennent de son histoire durant la guerre de libération et de la nécessité de sa reconversion au lendemain de l'indépendance. Cette reconversion a pour objectif la constitution d'un instrument adopté à des tâches étatiques, politiques, économiques et sociales, animé par des mœurs révolutionnaires forgées dans la guerre.

L'ANP est un des instruments de la défense de la révolution.

Cette dernière ainsi que ses conquêtes, ne peuvent être défendues si l'on ne dispose pas d'une force capable de la défendre. L'ANP instrument au service du peuple et aux ordres du gouvernement est avant toute une école du citoyen et des militants. Le parti est chargé de l'éducation politique de l'armée.

La recherche des méthodes de combat, des structures et des technicités nécessaires à une armée moderne ne doivent en aucun cas se faire indépendamment des expériences de la guerre de libération comme elle ne doit pas provoquer une sous-estimation de l'encadrement politique-militaire.

L'ANP doit contribuer à la production, à la mise en place et de l'entretien des grandes infrastructures.

Sa vocation sociale doit se manifester notamment dans les tâches de formation professionnelle et d'assistance aux populations des régions déshéritées et sous-équipées.

L'ANP doit aider à la formation militaire des militants et citoyens groupés dans des milices populaires (voir statuts des milices populaires) pour la défense de la révolution.

La définition de la politique militaire, des impératifs d'implantation et des grands mouvements sont du ressort du gouvernement dans le cadre des directives du parti.

## A N N E X E

### Les statuts du Parti

## Chapitre I

**Art. 1 :** Le parti FLN est l'organisation d'avant-garde du peuple algérien sa devise est : « La révolution par le peuple et pour le peuple ». Issu du peuple, il est la force qui le dirige et l'oriente. Son but est l'édification d'une société d'où sera bannie toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme, d'une société socialiste.

**Art. 2 :** Le parti du FLN titre sa force des masses paysannes et ouvrières, des intellectuels révolutionnaires et il est le guide du peuple dans le combat pour l'indépendance totale, le socialisme, la démocratie et la paix liée à l'exigence de la libération des peuples.

## Chapitre II

### LES MEMBRES, LEURS DEVOIRS ET LEURS DROITS

#### - Militants

**Art. 3 :** Peut être militant du FLN tout Algérien ou Algérienne qui, en vertu des présents statuts, adhère à l'une des cellules de base du FLN.

**Art. 4 :** Pour être admis dans le parti du FLN, il faut :

- a) Etre de nationalité algérienne et avoir 18 ans révolus.
- b) Avoir participé sans défaillance à la guerre de libération nationale dans le cadre de l'organisation FLN ALN.
- c) S'engager à militer activement et à acquitter régulièrement ses cotisations.
- d) Se conformer à l'orientation socialiste du parti.
- e) justifier d'une bonne moralité

**Art. 5 :** L'admission a lieu dans les cellules du parti. Elle est soumise à la ratification du comité de Kasma.

**Art.6 :** La qualité de militant du FLN est incompatible avec l'appartenance à une autre organisation politique.

## - devoirs du militant

**Art. 7 :** Tout militant du FLN a le devoir :

- a) De respecter scrupuleusement l'art. 4 des présents statuts.
- b) De connaître le programme et l'orientation de FLN.
- c) D'appliquer les décisions du FLN et de se soumettre à la discipline du part.
- d) De lutter pour le triomphe des objectifs de la révolution socialiste.
- e) D'approfondir sa connaissance des principes du socialisme et de son application en Algérie, d'utiliser toutes les possibilités qui s'offrent à lui pour élever constamment son niveau politique, idéologique et culturel.
- f) D'assurer les responsabilités qui lui sont confiées et de militer activement au moins dans une organisation nationale existant dans le pays.
- g) De servir d'exemple par son patriotisme, son travail, son dévouement et de faire preuve de vigilance.
- h) De pratiquer la critique et l'autocritique comme méthode d'amélioration constante du travail du part.
- i) D'œuvrer et de veiller constamment à la cohésion et à l'unité du parti et par là-même à l'unité de toutes les forces révolutionnaires de la nation.
- j) De combattre le régionalisme, le sectarisme et le travail fractionnel sous toutes ses formes.

**Art. 8 :** Tout militant qui n'a pas répondu à ses obligations statutaires peut faire l'objet de sanctions allant jusqu'à l'exclusion du parti par l'organisme auquel il appartient. Toutefois, l'exclusion n'est effective qu'après la décision du conseil de discipline et la ratification de l'échelon immédiatement supérieur à l'organisme auquel il appartient.

## · Droits du militant

**Art. 9 :** Tout militant du FLN a le droit :

- a) D'être élu militant organisme de direction du parti, auxquels il appartient ;
- b) D'élire les organismes de direction du parti, auxquels il appartient ;
- c) De critiquer librement, dans le cadre des instances régulières du parti les erreurs ou insuffisances de tout organisme ou membre du parti quelles que soient ses responsabilités et ses fonctions.
- d) De contribuer, au sein de l'organisme auquel il appartient à l'élaboration de la politique du parti et de participer aux discussions et au vote.
- e) D'adresser tout rapport ou document par voie hiérarchique aux organismes supérieurs.
- f) De participer à la discussion chaque fois qu'une décision concernant ses activités doit être prise et d'assurer sa défense

personnellement ou par l'intermédiaire d'autres militants devant les organismes chargés de juger ses activités ou son comportement.

**Art.10 :** Tous les militants sont égaux au sein du FLN. Le responsable quelle que soit sa place dans la hiérarchie, est soumis aux mêmes devoirs et jouit de mêmes droits que les militants de base.

- **Adhérents**

**Art. 11 :** Est adhérent du FLN tout algérien ou algérienne qui, en vertu des statuts du FLN s'engage à combattre pour le triomphe des objectifs de la révolution socialiste et qui est parrainé par deux membres du parti.

Les adhérents sont organisés dans les cellules d'adhérents doit être un militant éprouvé.

Les adhérents jugés optent sont versés sur proposition du responsable de cellule et ratification de l'autorité immédiatement supérieure dans les cellules de militants.

Les adhérentes ne sont ni électeurs ni éligibles au sein du parti. Ils sont soumis aux mêmes obligations que les militants.

## Chapitre III

### Paragraphe - I –

#### Principe de fonctionnement et structures du FLN

**Art. 12 :** Le parti du FLN est régi les règles du centralisme démocratique, principe de fonctionnement qui allie la démocratie réelle pour chacun de ses membres à la nécessité d'une direction centralisée et à la discipline. Ses principes sont :

- a) Election des organismes de direction à tous les échelons du parti par les assemblées générales, les conseils et le congrès.
- b) La responsabilité des directions élus démocratiquement devant leurs mandants avec présentations de comptes rendus régulières.
- c) La discussion libre à tous les échelons des problèmes posés. Cette discussion se déroule sur la base des principes librement acceptés lors de leur adhésion. Après la discussion, la minorité se soumet à la décision de la majorité et doit l'appliquer même si elle n'est pas encore convaincue.
- d) Les décisions ou résolutions prises par les organismes supérieurs du parti doivent être exécutées et appliquées par tous les organismes intérieurs qui le composent ainsi que par tous les membres, même au cas, ou une partie des membres ou des organismes ne les approuvent pas.

- e) Le respect de la hiérarchie est obligatoire.
- f) La critique et l'autocritique sans considération de personne dans tous les organismes du parti sont de règle. Elles constituent une méthode d'amélioration du militant, donc du renforcement du parti. Plus généralement : la reconnaissance des erreurs et défauts est le signe non de la faiblesse mais de la force et de la stabilité du parti.

## **Paragraphe – II – Structures territoriales**

**Art. 13 :** La base territoriale naturelle du parti du FLN est le territoire national algérien.

Sa structure organique comprend :

- § La cellule organisée sur une base territoriale et d'entreprises, la cellule d'entreprise ayant un rôle d'animation et de vigilance.
  - § L'adhésion au parti se fait à partir de la cellule de quartier ou de village.
  - § La fédération
  - § La Kasma.

## **Paragraphe – III - Structures organiques**

**Art. 14 :** Dans le cadre de la ligne du parti, les organismes du parti ont toute initiative dans les questions locales.

**Art.15 :** La structure du parti est la suivante :

- a) Pour chaque quartier ou village l'assemblée de cellule le comité de cellule.
- b) Pour la commune le conseil fédéral, le comité fédéral.
- c) Pour la région le conseil fédéral, le comité fédéral.

### **- La cellule**

**Art.16 :**

- a) La cellule est l'organisme de base et le centre d'activité principal. Les nouvelles cellules se constituent en accord avec le comité de Kasma. Elles sont soumises à la ratification du comité fédéral.
- b) La cellule doit recruter ses membres essentiellement parmi les travailleurs de villes et des compagnes. Elle se compose de 20 à 50 membres. Le rôle de la cellule exige de ses membres des qualités indispensables, qui font de chacun un bâtisseur de l'édifice socialité. Elle est le lien avec les masses.
- c) La cellule élit démocratiquement le comité de cellule. Le comité de cellule dirige le travail de la cellule, le parti entre ses membres et

élit son responsable. Le comité de cellule est responsable devant la cellule. Il est révoqué par la cellule réunie en assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet en présence d'un membre de l'échelon supérieur.

**Art. 17 :** Les devoirs de la cellule sont :

- L'accomplissement, la propagation des décisions du parti au sein de la population par une explication systématique, la diffusion de la presse et les publications du parti.
- La formation et la culture des membres du parti et des travailleurs de l'entreprise.
- La mobilisation des masses dans l'accomplissement des tâches d'édification du pays.
- L'étude et la défense des objectifs de la révolution socialiste.

## · **La Kasma**

**Art. 18 :** La plus haute instance du parti à l'échelle de la Kasma est le conseil de Kasma.

Le conseil de Kasma est constitué par les responsables de cellules. Il discute de tous les problèmes posés par le parti. Il entend et ratifie les rapports du comité de Kasma. Il choisit dans son sein le comité de Kasma.

**Art. 19 :** Le comité de Kasma exécute les directives des instances supérieures et les décisions du conseil de Kasma. Il élit le responsable de Kasma. Il dirige tout le travail du parti sur son territoire. Il réunit le conseil de Kasma en principe tous les mois.

**Art. 20 :** En matière d'organisation le comité central et le bureau politique tiendront compte des particularités de certaines régions.

## · **La fédération**

**Art. 21 :** La plus haute instance à l'échelle de la région est le conseil fédéral. Il est composé des responsables de Kasma. Le conseil fédéral se réunit obligatoirement avant et après chaque session du comité central. Des conseils fédéraux extraordinaires peuvent être convoqués par le comité fédéral à la demande de la moitié des Ksmas de la fédération.

Le conseil fédéral élit le comité fédéral, en présence d'un membre des instances supérieures.

**Art. 22 :** Dans l'intervalle de deux conseils fédéraux, le comité fédéral est l'organe supérieur du parti à l'échelle d'une ou plusieurs régions. Il élit, parmi ses membres, le responsable fédéral chargé de la coordination.

**Art. 23 :** Le comité fédéral exécute les directives du bureau politique et les décisions du conseil fédéral. Il dirige le travail du parti dans la région. Il est responsable devant le conseil fédéral et le bureau politique.

## Paragraphe - IV –

### Rôle du Parti au sein de l'ANP

**Art. 24 :** Le travail politique du parti au sein des unités de l'ANP se fait par le département politique de l'armée, directement contrôlé par le bureau politique.

La politisation de l'armée doit tenir compte de ses conditions spécifique notamment en ce qui concerne la discipline et l'unicité du commandement.

## Chapitre IV

### A – Le congrès

**Art. 25 :** le congrès national est l'instance suprême du FLN. Le congrès national se réunit en session ordinaire tous les 2 ans, en session extraordinaire à la demande des 3-5 des membres du comité central ou de la majorité des conseils fédéraux.

La convocation du congrès, son ordre du jour et le rapport moral seront communiqués à l'organisation au moins deux mois à l'avance.

**Art. 26 :** Le monde de représentation est fixé par le comité central, les délégués de la base sont élus.

**Art. 27 :** Le congrès national est souverain.

- a) Il entend et sanctionne les rapports du comité central ;
- b) Il définit la doctrine, la politique du parti sur toutes les questions se rapportant à l'édification du pays.
- c) Il adopte et modifie les statuts
- d) Il élit le secrétaire général du parti.
- e) Il élit le comité central dont il fixe le nombre.

**Art. 28 :** Toutes les décisions du congrès sont prises à la majorité absolue, au scrutin public pour les élections et à main levée pour toutes autres questions.

## **B) – Le comité central**

**Art. 29 :** Le comité central est l'organe suprême du parti de FLN dans l'intervalle de deux congrès :

- § Il décide la création des divers organismes du parti ;
- § Il est responsable de l'exécution des décisions du congrès ;
- § Il contrôle la gestion des finances du part.

**Art. 30 :** Le comité central est composé de 80 membres titulaires et de 23 membres suppléants élus par le congrès national à la majorité simple.

**Art. 31 :** Le comité central se réunit en session ordinaire tous les quatre mois, en session extraordinaire soit à la demande des 3/5 de ses membres soit à la demande du bureau politique.

**Art. 32 :** Il vote son règlement intérieur.

**Art. 33 :** Il désigne, sur proposition du bureau politique, des militants appelés à remplir des fonctions, des responsabilités gouvernementales, parlementaires et aux poste-clefs de l'état.

**Art. 34 :** Les membres suppléants participent aux travaux du comité central mais ne prennent pas part au vote.

## **C - Le bureau politique**

**Art. 35 :** Le bureau politique :

- a) Exécute et applique les décisions prises par le comité central devant lequel il est responsable.
- b) Dirige le parti du FLN dans les intervalles des sessions du comité central.

## **D – Le Secrétaire Général**

**Art. 36 :** Le secrétaire général est élu par le congrès. Il propose au comité central les membres du bureau politique. Il dirige, coordonne et contrôle l'activité du bureau politique.

## **E – Finances du parti**



**Art. 37 :** Les ressources financières du parti proviennent des cotisations et d'autres versements

### **F – Discipline du Parti**

**Art. 38 :** Le respect de la discipline prévue dans le règlement intérieur du parti est une obligation pour tous ses membres. Les décisions en son sein.

**Art. 39 :** Tout acte d'indiscipline entraîne des sanctions conformément au règlement intérieur.

### **G – Des modifications**

**Art. 40 :** Le congrès est seul habilité pour réviser ou modifier les présents statuts.

## **QUATRIEME PARTIE**

### **RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL ET RESOLUTIONS FINALES**

#### ***Le Rapport Du Secrétaire Général du parti***

Chers frères chères sœurs,

Le congrès tant attendu est enfin réuni. Depuis l'annonce de sa tenue, les militants, comme l'ensemble de notre peuple, ont retrouvé

enthousiasme et espoir.

S'il sentaient la nécessité d'un congrès. Ils sentaient également que le choix du moment signifiait la possibilité, la certitude de surmonter les contradictions du passé.

Jusqu'à ce jour nous avons vécu surtout sur la lancée révolutionnaire de nos masses, sur leur spontanéité. Nos structures étaient dictées par des préoccupations de circonstance et non élaborées d'une manière rationnelle. En ce sens, le présent congrès constitue un point de départ.

### **Un congrès constitutif**

L'heure de la confrontation tant souhaitée est donc arrivée. Ce congrès est premier débat large auquel participent un aussi grand nombre de responsables et de militants. Bien mieux, par le moyen des réunions publiques organisées à travers le territoire national, c'est l'ensemble du peuple qui y été associé. C'est là un fait unique dans l'histoire de la vie politique algérienne et rare dans l'histoire du mouvement révolutionnaire universel.

Les débats précédents sont restés tributaires des conditions particulières dans lesquelles se déroulait la lutte. La guerre et la clandestinité faisaient que seul un groupe restreint de cadres pouvait y participer. Il en a été ainsi du Congrès de Soummam en 1956. comme du dernier Conseil National de la Révolution qui s'est tenu à Tripoli au cours de l'été 1962. Si je cite le Congrès de Soummam et le CNRA de Tripoli, c'est dessein. Tout au long de la guerre de libération, ce sont les deux moments où on a essayé le plus de codifier la Révolution, de lui tracer un cadre d'évolution.

Ce Congrès est un Congrès constitutif dont l'objet principal est de moraliser une situation. Ce serait manquer de bon sens, de réalisme que d'en attendre la solution de tous les problèmes du pays. C'est l'effort qui suivra ce Congrès qui décidera de tout. Aujourd'hui il s'agit de réamorcer le processus de relance de la révolution de jeter les jalons d'une marche constante, organisée, pensée vers le socialisme.

Le fractionnement et le cloisonnement qui ont existé dans le passé entre les différents secteurs de la révolution, l'absence d'un cadre organique homogène faisant participer les militants à la direction des affaires politiques ne permettaient pas que dans sa composition ce congrès traduise les aspirations des militants à une démocratie totale et intégrale. Les assises actuelles constituent cependant un préalable à l'existence et à l'épanouissement d'une vie démocratique au sein d'un parti porteur de l'idéal socialiste.

Il y a un an à peine ce Congrès ne pouvait se tenir il fallait d'abord résorber les contradictions accumulées prendre des mesures révolutionnaires pour permettre aux militants authentiques par delà malentendus passagers, de se retrouver. Dans une atmosphère infestée par les faux problèmes on ne peut se retrouver pour, construire. Accepter une confrontation dans la confusion c'était accepter de sacrifier les intérêts du peuple, prendre le risque de voir proliférer sous le couvert de slogans attrayants, des tendances contradictoires inspirées par des intérêts de groupes nationaux ou d'agents de l'étranger. Ainsi que par des ambitions personnelles.

Aujourd'hui il on va autrement. Dans l'action révolutionnaire, les militants authentique se sont retrouvée comme l'attestent la composition de la commission de préparation du congrès et le résultat de ses travaux. Aux bout de quatre mois, des militants ayant vécu des situations et des expériences différentes ont commencé à parler un langage commun.

C'est un fait qui est important. Car dans La lutte contre les ennemis du socialisme, contre ceux qui veulent prendre la place des rentiers, je veux parler des gens qui font La contrebande des idées, les militants se sont une fois de plus reconnus contre l'attente, le vœu et les manœuvres des ennemis de la révolution.

La conviction socialiste qui reste leur dénominateur commun et l'intérêt des masses de notre pays se sont affirmés avec vigueur. A ceux qui ont su se hisser an niveau des exigences nationales, refuser d'emprunter les chemins faciles de l'individualisme, il nous faut rendre un fervent hommage car ils ont tenu par-dessus tout demeurer des révolutionnaires au service du peuple.

Ils ont pu élaborer un programme dont nous pouvons légitimement être fiers et qui est déjà considéré on Afrique et dans Le monde comme une contribution positive au développement de la pensée socialiste.

Notre Congrès doit, pour rester fidèle à l'esprit constructif qui anime notre peuple, être serein. Il ne peut être question d'ouvrir tous les dossiers de la révolution. Le subjectivisme, les réactions sentimentales et les passions sont de mauvais conseillers. surtout quand il s'agit de questions engageant Le présent et l'avenir do tout un peuple. Nous nous devons de comprendre qu'il taut des perspectives dans La critique comme dans l'activité créatrice. Encore une fois. je le répète. il s'agit avant tout de moraliser une situation de créer par l'enrichissement du Programme de Tripoli La mise on place de structures démocratiques et l'élection des responsables à tous le niveaux, les conditions do surmonter les antagonismes du passé.

## **Le sens de notre action**

Le Congrès a lieu dans un contexte politique particulier car il marque les succès et La justesse d'une orientation politique qu'aucune ombre au tableau ne peut masquer ou dissimuler. Mesurons. pour nous on rendre compte. Le chemin parcouru depuis les accords d'Evian. Souvenons-nous que ces accords avaient codifié les rapports de dépendance, lié les transformations fondamentales, des structures du pays particulièrement les structures agraires, à l'accord du colonisateur d'hier. Grâce à la politique du gouvernement, à sa décision d'aller dans le sens des perspectives générales tracées par le Programme de Tripoli, notre dégagement à l'égard de l'impérialisme est aujourd'hui plus accentué. L'appareil administratif du pays a été remis en marche. Tout cela ne s'est pas accompli sans heurts, sans erreurs et sans tâtonnements, j'aurai d'ailleurs l'occasion d'en reparler tout à l'heure on abordant les conditions dans lesquelles se construisent notre société socialiste, l'Etat et le Parti. je voudrais cependant souligner la continuité et l'esprit de suite qui ont animé le pouvoir révolutionnaire depuis la prise on main du pays.

Il est temps de mettre un terme aux divagations do ceux qui assimilent chaque pas ou avant de la révolution a de l'Improvisation. C'est là une critique non fondée, inspirés par les organes de presse hostiles à notre peuple et à notre expérience et véhiculée en Algérie par les éléments

contre révolutionnaires ou confusionniste. L'empirisme qui a caractérisé nos initiatives n'a jamais impliqué l'absence de principes ou d'une ligne de conduite fermement révolutionnaire. Les mesures qui ont été prises ont été dictées d'une manière générale, par la situation réelle dans laquelle se trouvait notre pays.

Cet empirisme orienté n'a pas entraîné l'abandon du socialisme mais au contraire a tendu vers lui en rendant les étapes moins douloureuses et pourtant rapides.

Qu'on en juge.

Le rappel succinct de nos principales actions démontre que notre politique a obéi à des principes directeurs comme elle s'est nourrie de l'expérience des autres pays.

Entre le décret du 23 octobre 1962 annulant l'achat, la vente ou la location des biens vacants et le décret du 18 mars 1963 consacrant le retour au patrimoine national des terres abandonnées par les colons, il y a une unité profonde.

Examinons d'abord ces deux initiatives apparemment indépendantes l'une de l'autre.

La première mesure empêchait le transfert des biens abandonnés, par les Français aux gros propriétaires fonciers algériens, à la bourgeoisie nationale et aux profiteurs de guerre. Elle empêchait cette couche de privilégiés de s'enrichir davantage, d'élargir sa base économique et par conséquent d'accroître sa puissance politique. Elle permettait ainsi d'inverser le rapport des forces en faveur des couches laborieuses, contrairement au phénomène enregistré dans l'autre pays où l'indépendance nationale a permis aux plus riches de s'enrichir davantage, de corrompre des hommes politiques ou des fonctionnaires et d'accaparer le pouvoir.

La seconde mesure détruisait en partie l'un des piliers de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Elle ouvrait la voie à la consécration de l'initiative des travailleurs occupant les fermes ou les usines de leurs anciens maîtres et assurant la continuité du travail et la production.

L'autogestion se trouvait ainsi inscrit dans les faits les décrets des 22 et 28 mars allaient lui donner une base légale et juridique et assurer l'émergence d'un secteur socialiste dans une économie jusqu'alors entièrement fondée sur l'appropriation privée des moyens de production.

Toute notre politique a été dominée par le souci constant de créer les conditions favorables à l'édification socialiste, sans provoquer un effondrement de notre économie, générateur de troubles sociaux. Ainsi, dans le domaine agricole, la campagne labours et la campagne-moisson qui ont mis en valeur l'aide technique et financière de l'état aux petits paysans individuels, les campagnes de reforestation sont des faits sans précédent dans l'histoire de notre pays. Les nationalisations des grands domaines puis la reprise en main des dernières terres des colons en octobre 1963, sont autant d'initiatives se complétant les unes les autres et tendant toutes à restructurer sur les bases nouvelles l'agriculture algérienne et à faire de nos paysans, des producteurs libérés des entraves de la nature et de l'exploitation des hommes. Dans les autres secteurs de notre économie, les nationalisations ont été également importantes. Citons pour mémoire les compagnies de transport, les tabacs et allumettes, Acilor et les verreries d'Oran, les lièges et l'alfa

et aujourd'hui encore, les minoteries et fabriques de pâtes alimentaires.

Dans cette orientation, le peuple algérien et particulièrement les masses laborieuses ont su tout de suite discerner un souffle nouveau, une manière de résoudre progressivement leur problèmes.

Le facteur humain a été ignoré ou sous-estimé tant par les techniciens français restés en Algérie que par les espères que nous avons consultés. Leurs pronostics prétendument scientifiques étaient sombres. On nous affirmait qu'il était impossible de labourer un million d'hectares, de conserver le vignoble, d'agrumes, enfin d'éviter la famine. On est allé jusqu'à nous recommander, pour freiner la dégradation inévitable de notre agriculture, de maintenir en place les colons français et de retenir à tout prix les Borgeaud, de calan et autres Germain, en les associant à l'état dans le cadre de sociétés mixtes agricoles, comparables à celles du secteur industriel.

Contrairement à ces prévisions pessimistes, nous avons labouré trois millions d'hectares au lieu d'un million. Notre production loin d'avoir baissé de 30 à 40 % comme les experts le président, a augmenté, grâce à une bonne pluviosité sans doute, mais aussi au dynamisme et à la conscience des masses laborieuses et des petits fellahs. De même, le départ des colons n'a ni tué le vignoble ni empêché la vinification de se faire convenablement.

Notre première année d'indépendance a été une année, non de misère, mais de prospérité. Ce magnifique résultat a été rendu possible par l'effort de tous, et soulignons-le, l'aide désintéressée apportée aux travailleurs agricoles par les volontaires des villes : les mécaniciens qui ont remis en état les installations, les comptables, etc....

La solidarité entre les hommes sur cette terre encore fraîchement arrosée du sang des martyrs s'est manifestée d'une manière éclatante. Elle exprime et la fois l'adhésion des masses populaires à la politique du FLN et leur active participation et l'édification socialiste du pays.

Le succès triomphal de la campagne pour le Fonds national de solidarité qui a permis de venir en aide aux sinistrés du Sud et de mener une action sociale en faveur des déshérités des régions économiquement retardataires, des circonscriptions, des mendiants et de ceux qu'un legs, encore lourd hélas, condamnait à être des hommes diminués, on fait foi. Notre but est de faire disparaître les lézardes de nos murs. Nous, ne serons pas totalement fibres tant qu'il y aura dans notre pays des hommes encore agenouillés.

C'est pourquoi, notre effort sur le plan social a été considérable. Nous sommes l'un des rares pays à consacrer le onzième du budget à la santé publique. Notre action en faveur de l'enfance déshéritée a permis d'obtenir des résultats que peu de pays ont atteint après plusieurs années d'effort. Les enfants de nos chahouas comme ces petits circonscriptions qui avant l'indépendance faisaient partie du décor algérien pour la grande satisfaction des touristes ont trouvé aujourd'hui dans des centres confortables des moyens d'existence et de formation qui leur donnent toutes les chances d'être parmi les meilleurs bâtisseurs de la société nouvelle.

Ce que nous voulons pour nous, nous le voulons également pour les autres. Nous l'avons démontré par nos actes Notre appui indéfectible à Cuba, quel qu'en fut le prix, notre aide financière et matérielle à l'Angola, au Mozambique, à la Guinée dite « portugaise, et à l'Afrique du Sud que notre soutien constant à tous les mouvements de libération, expriment notre fidélité au principe intangible du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et notre intransigeance à l'égard de l'impérialisme et du colonialisme.

La libération des pays encore dépendants en Afrique, est une condition de la Liberté, de l'unité et de la promotion du continent africain. C'est ce que nous avons contribué à faire valoir à Addis-Abeba. La nécessité de l'unité africaine a été inscrite dans la charte de l'OUA à laquelle nous avons su demeurer fidèles même lorsqu'il s'est agi du conflit qui nous a opposé au Maroc.

C'est que notre option en faveur de l'unité africaine est une option fondamentale. Car nous sommes convaincus que notre indépendance et notre développement sont étroitement liés l'indépendance et au développement de tout le continent africain. De même que tous les pays africains sont directement concernés par le succès, de notre révolution. Cette communauté d'intérêts, source d'enrichissement mutuel, vient renforcer les affinités déjà existantes.

Notre ligne politique qui tendait avant tout l'élimination des ingérences étrangères et de l'impérialisme, nous a conduit également à jouer un rôle positif à la réunion du sommet arabe ou nous avons aidé au rapprochement entre pays frères engagés dans une même lutte contre la menace sioniste.

Cette lutte contre Israël nous avons contribué à la redéfinition .non comme une lutte à caractère racial, mais comme un combat légitime des Palestiniens contre les envahisseurs étrangers qui les ont chassés de leurs foyers. La création d'Israël est une entreprise de même nature que la tentative des racistes français de réaliser Algérie une sorte d'Union Sud-africaine, ou une minorité d'Européens domine et exploite tout un peuple. Comme on Union Sud-africaine le racisme est virulent on Israël, non seulement à l'égard des Arabes musulmans ou chrétiens mais également à l'égard des juifs non-européens. L'état d'Israël que certains s'évertuent à présenter comme un pays progressiste. est également un agent actif de pénétration impérialiste, surtout on Afrique. En faisant valoir l'idée que le combat contre Israël était un combat de type colonial contre l'impérialisme et le racisme, nous avons contribué a susciter des prises de conscience et une évolution des esprits dans le monde et à gagner de nouveaux soutiens a la juste cause de nos frères palestiniens.

On a été d'autant plus enclins à nous écouter que la révolution algérienne exclut tout racisme. Ce n'est pas chez nous qu'on empêche les Chrétiens et les juifs de pratiquer leur culte. Notre Constitution fixe comme l'un des objectifs; fondamentaux à la lutte contre toute discrimination, notamment celle fondée sur la race et la religion « Ainsi, notre révolution engagée dans la voie du socialisme, demeure fidèle au hadith du prophète

« Il n y a aucune supériorité d l'Arabe sur le non-arabe, ni du Blanc sur le Noir, sinon par la piété ».

Alors qu'il on va tout autrement dans certains pays qui prétendent nous donner des leçons.

Notre proposition d'élargir le groupe afro-asiatique aux pays latino-américain est une autre illustration de notre effort créateur. Cette dimension

nouvelle permettra d'accroître les forces de progrès et de paix dans le monde.

Ces forces conjuguées joueront un rôle décisif dans la politique mondiale et notamment dans la recherche de la paix qui ne saurait demeurer la seule affaire des grandes puissances.

Mais tout on étant sincèrement désireux d'apporter tout notre concours à la consolidation de la paix mondiale et à l'instauration de la coexistence pacifique, nous n'acceptons pas que des problèmes essentiels soient escamotés.

C'est pourquoi, on saluant l'accord de Moscou comme un premier pas dans cette voie nous affirmons que loin d'être incompatible avec la lutte pour la paix mondiale, le combat libérateur des peuples contre le colonialisme et le fascisme, on est un élément essentiel. Le péril atomique doit être écarté car il signifie la destruction de l'humanité. Cependant il n'a pas supprimé la différenciation entre guerres justes et injustes.

Notre action sur le plan diplomatique s'inscrivait donc dans le cadre d'une politique dynamique, indépendante et désintéressée Et cela nous a valu une plus grande audience.

Chers frères, chères sœurs.

Dans le feu de l'action se sont forgées les conditions d'une reconstruction doctrinale qui redonnera, nous on sommes sûrs, un visage nouveau à notre pays. Grâce à cette action, les problèmes sont devenus plus clairs, les choix plus simples. Aujourd'hui, il est possible d'envisager le FLN comme un parti homogène tirant sa force d'une base essentiellement paysanne et ouvrière, et de mettre on place des structures appropriées à notre option socialiste. C'est là l'objet du nouveau programme.

Pourquoi un nouveau programme ?.

Le programme de Tripoli qui était notre Charte a eu le mérite essentiel de situer clairement et pour la première fois, les forces sociales qui déterminaient le caractère de notre révolution. Il nous a permis aussi d'approfondir sur le plan idéologique notre connaissance de la révolution et de délimiter les forces d'inertie qui s'opposaient à notre marche on avant. Il a servi de cadre de référence à notre approche des problèmes nationaux et internationaux. Mais depuis son élaboration et sa mise on pratique, des données nouvelles sont apparues; des pas réels on avant ont été enregistrés. Ainsi l'autogestion, fruit de l'initiative Populaire, est devenue une réalité vivante, un fait de la vie quotidienne.

L'appareil d'état est entre nos mains; nous l'avons expérimenté, nous avons apprécié son apport et ses limites. il nous fait donc enrichir le Programme de Tripoli et donner une formulation concrète a nos aspirations.

Le nouveau Programme fixe les buts de l'action consciente des militants et ces masses laborieuses de notre pays. Il fixe en même temps les voies et les moyens de leur réalisation : ceux qui chercheraient à y trouver une réponse à tous les problèmes philosophiques n'ont pas une conception juste de

ce qu'est un programme. Ce n'est ni un traité de philosophie, d'économie ou d'histoire, ni un code de recettes pratiques pour la solution de tous les petits problèmes.

Un programme trace un cadre d'action. Ce qui est essentiel, ce n'est pas chaque affirmation prise en soi mais la ligne générale qu'il développe. Cette ligne doit être claire pour tous. Elle se résume en ceci :

- Une économie nouvelle,
- Un Etat nouveau,
- Un Parti nouveau.

Un programme n'est pas un dogme. une chose figée donnée une fois pour toutes cuir la pratique peut permettre de l'enrichir de le rectifier. Mais cet enrichissement, ces rectifications doivent toujours aller dans le sens d'un progrès, dans le sens de la consolidation des mesures prises on faveur des masses laborieuses. Dans le Programme de Tripoli, nous portions de la planification de l'Economie avec la participation des travailleurs à sa gestion. Nous ne pensions pas alors déboucher aussi rapidement sur l'autogestion qui à été, dans d'autres pays, le fruit d'une lente évolution s'étalant sur de nombreuses années.

C'est que l'initiative populaire et les conditions particulières de notre accession à l'indépendance ont constitué des facteurs d'accélération et précipité le choix d'un système qui répond en même temps qu'à la réalité, à l'aspiration des masses laborieuses.

Le programme qui vous est présenté est celui d'un parts au pouvoir. il ne contient pas seulement ce que le parti veut réalisé mais ce qu'il a déjà réalisé en partie. C'est à travers son étude qu'on pourra connaître nos succès et nos erreurs. ce qui est appelé dans notre pays à grandir et d s'affermir et ce qui est appelé à disparaître à mourir. Ce qui mourra, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les mentalités rétrogrades qu'elle charrie avec elle : le vol, le pillage, la recherche des privilèges et du profit il licite, il faut donc connaître les thèses et l'esprit qui les animent. La condition essentielle d'une révolution est d'être faite non seulement par le peuple mais également pour le peuple. C'est une vérité de base en Algérie. Quiconque s'en écartera connaîtra nécessairement la désaffection populaire. La participation la plus large et la plus profonde des masses algériennes a assuré la marche de la révolution et l'empêché de s'enliser dans les ornières de la compromission. Elle seule peut assurer son avenir. Notre devoir est de lui apporter l'unité et la clarté que symbolise un parti révolutionnaire.

Le destin de notre peuple ne doit pas se décider à travers des luttes et des discussions sur la meilleure façon de diriger le peuple. Notre mot d'ordre central est le suivant : « Pas de révolution par procuration. Tout par le peuple, tout pour le peuple »

A ce sujet, j'aimerais faire une mise au point sur le problème qui n'a que trop faussé nos débats et qui exprime beaucoup plus une mentalité féodale et une tendance à se mettre au-dessus du peuple qu'autre chose. Il n'y a pas d'historiques. Les seuls historiques se sont Ceux-là qui ont versé généreusement leur sang pour la libération . Didouche, Ben M'Hidi, Ben Boulaid, Zabana. Lotfi. El Haoues, Bouguerra, Amirouche et tant d'autres noms glorieux. Les seuls historiques sont ceux-là qui aujourd'hui à la sueur de leur front et dans l'anonymat, travaillent patiemment reconstruire le



pays Pour reprendre une expression que des hommes induits en erreur ont utilisée contre moi, je dirai : « Il n'y a qu'un seul héros, le peuple ». Tant il est vrai que le plus grand des héros ne peut rien sans le peuple. Ce ne sont pas la pour nous des mots vides de sens, Nous l'avons démontré concrètement en confiant aux paysans et aux ouvriers la gestion des moyens de production, en permettant aux producteurs lors du congrès du secteur autogéré agricole et du congrès autogéré industriel de débattre eux-mêmes de leurs problèmes et d'y apporter les solutions adéquates ...

Mais si la participation des masses est une condition nécessaire à leur prise de conscience, celle-ci trouve dans la lutte sous toute sa forme l'instrument privilégié de leur épanouissement. Ne pas montrer au peuple son ennemie en dénonçant leurs manœuvres ne pas de mobiliser contre eux, c'est rendre plus difficile l'exercice du rôle dirigeant des forces socialistes, la prise de conscience des masses grâce à la butte idéologique contre les conceptions erronées est l'élément sans lequel les dirigeants les plus clairvoyants et les plus révolutionnaires ne peuvent rien entreprendre de positif. Si la lutte contre les idéologies réactionnaires n'est pas menée d'une manière impitoyable, les masses les plus radicales restent impuissantes.

En Algérie, le caractère nécessairement populaire de notre socialisme déroule de l'histoire même du mouvement national. L'échec des compromis qui tendaient à stabiliser les rapports sociaux au profit des couches privilégiées témoigne de la puissance et la vigilance de nos masses. Chaque fois qu'une direction s'embourgeoisait et abandonnait la défense des intérêts du peuple, elle croulait sous la pression des militants les plus avancés et les plus liés au peuple, même quand ces militants représentaient une minorité.

La maturité politique de nos masses, leur soif de justice et d'égalité, leur haine de l'oppression appellent une démocratie authentiquement, populaire c'est-à-dire fondée en premier lieu sur la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le FLN à ses débuts, a exprimé toutes les caractéristiques du peuple algérien. Il a été l'héritier et le continuateur des pionniers de la lutte anti-impérialiste, d'Abd El Kader à l'étoile Nord-Africaine et au Parti du Peuple Algérien dont les militants tels que Kahal Arezki, Asselah, Cherafa Brahim, Laimeche, Belouizdad ont ouvert par leur dévouement et leurs sacrifices la voie à l'insurrection du Premier Novembre 1954.

## **Notre Révolution Socialiste**

Notre révolution a été dès sa naissance démocratique et populaire au sens le plus large du mot. En occupant les terres et les usines vacantes, les paysans et les ouvriers de notre pays ont créé les bases objectives d'un socialisme en Algérie dans la logique de l'esprit qui a animé les premiers résistants. Une fois encore, le peuple a esquissé lui-même la voie qui permettait de dépasser les faux problèmes et les fausses querelles. En donnant une forme consciente à l'initiative populaire par les décrets de mars, le pouvoir s'est identifié à la révolution et s'est dressé résolument sur le chemin de ceux qui rêvaient de se partager le gâteau.

Grâce à l'action des masses, nous avons compris la nature des erreurs et des déviations des directions qui ont présidé jusqu'alors aux destinées du peuple algérien. Et c'est pour cette raison que nous avons analysé notre histoire en fonction de notre option socialistes. Aujourd'hui il est nécessaire de continuer dans la perspective ouverte par des masses laborieuses pour aboutir à une société fondée sur les principes socialistes. c'est-à-dire impliquant

La répartition juste des richesses,

- La répartition égale de la culture,
- Le pouvoir aux producteurs.

Ces principes dont l'application est liée au développement et aux progrès du pays ne sont pas à rejeter aux calendes grecques, mais doivent exister- à l'état embryonnaire dans chacune des mesures que nous serons amenés à prendre. Toute mesure partielle doit nous mener de l'avant car nous ne devons pas oublier une vérité élémentaire : le succès d'une mesure n'est pas indépendant des forces sociales en présence. Il n'est pas indépendant du rapport de forces sur le terrain entre les partisans du socialisme d'une part, les partisans ouverts ou déguisés du capitalisme d'autre part. La lutte pour le triomphe du socialisme sera longue et difficile. Il n'y a que les bavards et les irresponsables pour croire qu'on peut passer par un coup de baguette magique, d'une économie déficiente, encore fortement marquée par les conséquences du régime colonialiste, d'une économie socialiste. Tout pas nouveau en avant a pour point de départ les conditions économiques, sociales et culturelles héritées du passé. Ignorer ces conditions, c'est verser dans l'irresponsabilité politique et sociale et se condamner à une vaine agitation. Quelles sont donc ces conditions ? Le rapport additif au programme qui traite de la situation économique et sociale au lendemain de l'indépendance est suffisamment éloquent à ce sujet, je me limiterai donc à un certain nombre d'observations que j'aurai d'ailleurs l'occasion de reprendre en examinant les problèmes de l'Etat et du Parti.

## L'héritage du passé

Au moment de la formation du premier gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, le pays se dégageait à peine du chaos. L'activité économique du pays était encore paralysée : des usines fermées ou sabotées; le trafic maritime arrêté ; les circuits de distribution coupés, etc. ..., Avec l'afflux des ruraux et des regroupés vers les villes, le chômage s'aggravait. La chute brutale de l'encadrement technique agissait d'une manière négative sur la productivité comme sur le maintien du potentiel de production. L'exportation de capitaux battait son plein, les entrepreneurs mettaient - à profit la situation politique encore confuse pour désinvestir, ne pas renouveler leurs stocks et transférer la contre-partie de leurs biens en France. Sur le plan monétaire il y avait une véritable crise de liquidité aggravée par le fait qu'il y a eu des cessations de paiement de la part des Européens. Le volume de la monnaie circulant dans les banques qui assuraient la plus grande partie des échanges entre entreprises, était de 60 pour cent du chiffre de décembre 1961. En plus de tout cela l'Etat ne percevait plus ses droits et voyait ses ressources s'amenuiser. Par ailleurs, des cadres politiques se sont retirés de l'activité militante pour se consacrer à leurs propres affaires. Un état d'esprit caractérisé par la recherche du gain et de la jouissance matérielle se taisait jour. La marche de l'administration était freinée par des règles complexes, le cloisonnement entre les

administrations et les rivalités entre les services. Tous ces phénomènes négatifs avaient pour toile de fond une base économique faible, sous-développée dépendante de la France, un pouvoir politique assailli par les clans mais décidé à assurer le redémarrage des activités de production dans l'industrie et dans l'agriculture à remettre en marche l'administration, à créer les conditions politiques de la non-intervention étrangère et à clarifier la situation intérieure pour relancer la révolution.

Dans les tâches que nous nous sommes assignées, nous pouvons dire que nous avons réussi.

Nos difficultés et nos limites ont des bases objectives. Nos erreurs sont celles d'hommes qui avancent et qui rectifient en cours de route. Nous marchons au rythme de nos paysans et de nos ouvriers qui dans les moments tragiques de l'histoire de notre pays ont su demeurer les gardiens vigilants de son patrimoine. Nous n'avons jamais prétendu être des faiseurs de miracles. Ce rôle ne nous sied guère, il revient de droit aux professionnels de la mystification.

La contradiction entre les besoins et les possibilités matérielles ne s'atténuera que lorsque notre économie atteindra un haut niveau de développement, à l'heure actuelle, l'existence de forces hostiles au socialisme est inévitable. Ces forces ne peuvent être supprimées d'une manière autoritaire ou par des mesures administratives. Tant que, nous n'avons pas extirpé définitivement les racines du capitalisme, l'ennemi intérieur gardera une base d'appui. Nous devons donc nous appuyer fermement sur les paysans et les ouvriers, consolider leur alliance, renforcer leurs positions sociales et combattre sans merci la contre-révolution représentée par des groupes tels que le FFS, le PRS et autres, ainsi que le libéralisme abstrait véhiculé par les couches moyennes et certains intellectuels.

C'est là le rôle de l'Etat et du Parti.

## L'Etat

Avant d'aborder la question de l'Etat, de sa nature et de l'importance de son rôle dans la destruction des structures capitalistes et l'affermissement de structures socialistes, il nous faut faire un certain nombre de constatations qui rendront nos appréciations ultérieures plus objectives.

### Premièrement

Nous n'avons pas de traditions étatiques. Cette situation est une conséquence de la forme de domination qu'a connue notre pays. En Tunisie et au Maroc, le colonialisme a, lors de sa pénétration, conservé l'Etat national. Il s'est contenté seulement de doubler chaque département Tunisien ou marocain d'un département français correspondant.

De ce fait, de nombreux cadres tunisiens et marocains ont acquis une expérience du pouvoir. Il faut ajouter d'ailleurs que le mouvement national, dans les deux pays frères, a trouvé un appui important chez les fonctionnaires et les cadres supérieurs de l'Etat. Au lendemain de l'indépendance de ces deux pays, le problème de la relève s'est posé en termes relativement simples. Les militants étaient déjà, en partie, au volant de la machine de l'Etat et l'élimination des éléments compromis avec le colonialisme s'est faite sans grand tapage. Il n'en a pas été de même en Algérie où le mouvement national a faiblement marqué le milieu des fonctionnaires algériens. Ceux-ci étaient d'ailleurs limités à quelques exceptions près dans des tâches mineures.

## **Deuxièmement**

Au cours de la guerre de libération, les efforts déployés en matière de formation de cadres n'étaient pas orientés d'une manière systématique en fonction de l'indépendance du pays.

## **Troisièmement.**

L'assistance technique étrangère occupe une place importante dans la vie de l'Etat, particulièrement au sein des catégories A et B des fonctionnaires.

## **Quatrièmement**

Certaines régions du pays sont totalement sous-administrées.

Ce sont là des données de base pour comprendre que le problème de l'épuration de l'administration qui doit être considéré en termes strictement politiques ne peut être pensé d'une manière simpliste. Pendant toute une période le problème essentiel est celui du contrôle politique de l'administration et de sa refonte à la lumière de nos options. C'est dans le feu des batailles que l'Etat nouveau mûrira et se perfectionnera. C'est dans la défense des intérêts des ouvriers et des paysans, dans la lutte contre les privilégiés qu'il se forgera. A cet égard, il faut combattre sans répit la tendance de ceux qui affirment que la construction de l'Etat est un préalable à la révolution. Une telle voie est fautive. Elle aboutirait, si on la prenait, à remettre le pouvoir entre les mains de ceux qui actuellement possèdent la culture et l'expérience politique, c'est-à-dire en gros, aux éléments liés à la bourgeoisie. Il faut donc dénoncer la théorie de la construction préalable de l'Etat, démontrer aux masses que c'est la théorie des confiscateurs.

Notre Etat appartient aux travailleurs et à tous ceux qui se prononcent pour le socialisme. C'est grâce à son rôle et à la mobilisation des masses que seront écrasés les ennemis du socialisme.

Dans notre tâche de construction de l'Etat, notre but essentiel doit être de diminuer au maximum la distance entre les gouvernants et les gouvernés, d'associer au maximum les citoyens et particulièrement les producteurs aux tâches de direction et de conception. L'autogestion agit d'ailleurs

dans ce sens. Il faut également réduire et simplifier les rouages de l'Etat, réagir vigoureusement contre le formalisme bureaucratique des administrations centrales à l'égard des administrations locales, et des administrations en général à l'égard des administrés. Le formalisme fait des ravages.

Quand quelqu'un se rend dans un bureau, on s'adresse souvent à lui comme à un expert. Peu d'Algériens moyens, par exemple, savent comment remplir leur fiche d'impôts ou de sécurité sociale. Dans de nombreuses localités, le receveur des contributions est seul pouvoir le faire. Dans un pays où le niveau culturel est bas, le formalisme des administrations est le meilleur moyen de faire proliférer les écrivains publics et autres professions parasitaires.

Par ailleurs, il est temps de régler d'une manière judicieuse la répartition du travail entre les organes centraux et les communes en tirant toutes les conséquences de l'application de l'autogestion.

Cependant notre volonté de diminuer la distance entre gouvernants et gouvernés ne doit pas nous faire sous-estimer le rôle de l'Etat. Le nouveau programme n'est pas très explicite à ce sujet. L'Etat n'est pas la simple soumission de la minorité à la majorité. C'est un corps qui impose au nom des intérêts des masses laborieuses sa loi aux privilégiés. Aussi longtemps que subsisteront des noyaux capitalistes et le désir de l'enrichissement privé, une contrainte organisée doit s'exercer les citoyens pour que ceux-ci ne dilapident pas le patrimoine national et ne s'approprient pas une part démesurée du fonds de consommation. Sur le plan de l'Etat nous avons trois tâches urgentes :

1) Entamer une première réorganisation des communes par l'intégration des comités d'animation socialiste aux conseils populaires communaux et faire procéder aussitôt aux élections communales,

2) Exercer un contrôle rigoureux à l'égard des organismes de l'Etat;

3) Installer au niveau du Bureau politique un service dont le rôle serait de recueillir toute suggestion ou critique émanant des militants ou du peuple, ce qui permettrait de réparer les erreurs, de mettre fin aux abus de pouvoir, aux sabotages et à l'ostracisme dont sont parfois victimes des militants authentiquement sociaux.

## Du Parti

Je passe maintenant à la question du Parti. C'est le point plus important de nos travaux. Au sortir de la guerre de libération, le FLN était constitué de courants disparates mus par des orientations différentes. L'absence d'un cadre organique régulier avait réduit en fait sa vie intérieure à celle des organismes dirigeants. Aujourd'hui, il se présente, grâce aux mesures révolutionnaires prises par le pouvoir, sous un jour nouveau. Sa refonte et sa transformation se sont fait au travers des batailles politiques successives. Elles ne se sont pas accomplies sans convulsions. L'intervention des masses et

des militants à chaque foie, permis de surmonter les difficultés.

Aujourd'hui, il n'est pas question pour nous de ressusciter la forme passée du FLN mais de construire à partir de ce qui existe un outil apte à détendre et à promouvoir d'une manière conséquente, le socialisme. Certes, aucune recette ne peut donner le socialisme si l'Algérie ne le porte pas en elle. Il n'en demeure pas moins vrai cependant que notre société a besoin d'un moteur. Ce moteur, c'est le Parti unique, un parti conscient des intérêts des masses laborieuses, un Parti décidé et qui donne sa signification réelle à toutes les initiatives populaires. Pour renforcer sa liaison avec les masses laborieuses, le Parti doit avoir une appréciation juste de ses rapports avec elles. Nos militants doivent éviter d'apparaître comme des conseillers car ils incarnent la partie la plus consciente du peuple, ils ne doivent pas se substituer de lui mais s'instruire auprès de lui et tendre toujours à le faire agir aussi directement que possible. L'autoritarisme et l'esprit de suffisance sont à combattre avec la dernière énergie car ils affaiblissent le rôle du Parti et facilitent les agissements des forces hostiles au socialisme.

C'est ici le lieu de dire que si l'unicité du Parti est une condition essentielle du succès, elle ne va pas sans dangers. Il faut que nous soyons particulièrement vigilants à ce sujet et que nous empêchions le Parti de devenir un instrument docile, bon pour la claque, un gouvernement de béni-oui-oui, ou un monstre qui asservirait le peuple. Pour éviter de tels dangers, il faut que s'imposent dans les faits les méthodes démocratiques qui garantiront d'une part la liberté de discussion et de critique au sein des organisations du Parti et d'autre part un dialogue permanent avec les masses.

Dans le combat pour l'application du socialisme, une ligne juste ne suffit pas. Il n'y a pas de succès spontané. Tout se réalise dans une lutte acharnée pour l'application de la ligne du Parti. Le refus de tenir compte des conditions subjectives et objectives, de se livrer à un travail lent et patient de persuasion débouche inexorablement sur l'isolement du Parti. Ceux qui se réclament en permanence de leur passé pour se mettre au-dessus des masses, donnent une fausse idée du Parti, détruisent les bases de son discipline et limitent son audience. Notre devoir est de les aider à corriger leurs erreurs, de leur montrer que militer est une servitude et non un privilège. Main pour rompre avec les méthodes du passé, développer l'esprit de responsabilité chez les militants et les cadres, l'organisation démocratique du Parti sur la base de nouveaux statuts revêt une importance primordiale.

Le principe d'organisation du Parti est le centralisme démocratique. Cela signifie que :

1. Tous les organismes de direction aux différents échelons du Parti sont élus;
2. Les organismes de direction aux différents échelons du Parti doivent recueillir l'opinion des organisations inférieures;
3. Les organisations inférieures rendent compte de leurs activités aux organisations supérieures,
4. Le principe de la direction collective régit les organismes dirigeants. Mais ce principe reste lié à la responsabilité individuelle;
5. les membres du Parti, doivent se soumettre aux organismes du Parti, la minorité à la majorité, les organismes inférieurs organismes

supérieurs: tous les organismes du Parti doivent soumettre au congrès national et au Comité central.

D'autres questions relatives aux statuts doivent retenir notre attention d'une manière particulière. Il s'agit de l'élargissement de la cellule, de la composition sociale du Parti, du rôle des cellules d'entreprises, de la cohésion du Parti.

Jusqu'alors notre vision du Parti d'avant-garde était restée limitée. L'importance de la cellule comme noyau décisif de la liaison entre le Parti et les masses nous échappait. C'est pourquoi l'organisation du Parti s'identifiait à celle qui existait dans la clandestinité : cellules comportant un nombre restreint de membres, foisonnement des hiérarchies entre la base et le sommet. Cette situation constituait incontestablement un frein sur l'initiative de la base, donnait la prépondérance aux appareils. Il en va autrement désormais.

Les organisations de base seront les chevilles ouvrières du Parti.

La composition sociale du Parti soulève des questions de principe. Le projet de statuts exige qu'un membre du Parti n'exploite pas le travail d'autrui. Avec les progrès de l'édification réalistes, l'exploitation du travail d'autrui refluera. Mais il existe encore chez nous des exploiters et l'esprit d'exploitation. Notre Parti ne peut tolérer sans risquer la dégénérescence et l'embourgeoisement que les exploiters pénètrent ses rangs.

Le projet de statuts stipule également que le Parti doit tirer sa force des paysans et des ouvriers. Cela va de soi. Le vandalisme vise d'abord à la libération de ces forces sociales. C'est leur organisation démocratique, leur action au sein du Parti qui feront sa force.

An cours de cette année, il faut avoir pour règle générale de n'accepter au Parti que les adhésions de paysans pauvres et d'ouvriers pour renforcer le travail du Parti au niveau de la production. Dans ce cadre, les cellules d'entreprises auront un grand rôle à jouer. Mais pour éviter que les membres du Parti à l'usine ne se substituent aux syndicats et ne les transforment en simples courroies de transmission, nous leur avons assigné des tâches d'animation et de vigilance, l'action sur les plans économique et social restant du ressort du syndicat.

Dans la mesure où les membres du Parti à l'entreprise assument exclusivement des tâches politiques, ils doivent surtout militer dans le quartier et aider au développement des activités du Parti. Les militants doivent donner l'exemple par leur dévouement et leur abnégation à l'égard du peuple.

La cohésion du Parti, son unité sont nécessaires à son rayonnement. Le Parti ne se développe pas indépendamment de son entourage, car il ne vit pas en vase clos. Les aspirations des diverses couches sociales, les tendances bureaucratiques cherchent donc inévitablement à trouver une expression politique en son sein.

De ce fait, l'élaboration de l'opinion du Parti ne doit pas exclure la discussion. Mais l'application des décisions du Parti et la préservation de son unité dépendent également de l'éducation de ses membres. Il nous faut étudier pour mieux diriger, accentuer le travail idéologique à tous les échelons, mettre à nu et combattre les courants hostiles au socialisme. Le bureaucratisme et l'absence d'éducation, voilà les principaux ennemis de la cohésion du Parti. Il y a aussi le carriérisme et l'opportunisme. Il faut prendre des mesures rapides pour chasser de nos rangs les carriéristes et les opportunistes, ceux qui utilisent le Parti à des fins personnelles.

Les militants du Parti doivent remplir certaines conditions pour être dignes du peuple qu'ils veulent servir. Ces conditions nous ramènent à la constatation qu'une révolution réellement au service du peuple, ne peut être dirigée fidèlement et jusqu'au bout que par des hommes qui s'intègrent à lui et vivent sa vie.

Une de nos principales tâches est de fixer un maximum de traitement pour les militants et les cadres du Parti dans notre organisation comme dans l'Etat. nous faut répondre aussi aux exigences de tous les militants en prenant la décision de demander aux cadres du Parti une déclaration sur les biens possédés ou acquis depuis novembre 1954. Cette décision devra s'étendre à tous les responsables de l'Etat, et quelque échelon que ce soit. Le succès de notre révolution dépend aussi de la valeur des cadres du Parti. Il est donc indispensable que nos cadres soient les meilleurs militants, forgés dans la lutte et ayant atteint un haut degré de lucidité et de conscience révolutionnaire.

## **Les organisations de masses**

Il nous reste, avant de passer en revue certains problèmes importants contenus dans le programme, à examiner la question des organisations de masses et de l'Etat dans leurs rapports avec le Parti.

Il nous faut d'abord noter le rôle primordial des syndicats paysans et ouvriers dans la construction du socialisme.

Jusqu'ici présent, nous n'avons pas accordé une attention suffisante à leurs problèmes. Mieux, dans beaucoup de milieux, on les a assimilés purement et simplement au reste des organismes de masses.

C'est là une conception fautive. D'ores et déjà nous devons mobiliser tous les travailleurs membres du Parti, leur expliquer l'importance des syndicats et la nécessité d'y adhérer. La valeur du travail accompli par les syndicats dépend de la défense des intérêts économiques et culturels des travailleurs et aussi de leur aptitude à favoriser l'augmentation de la production et de la productivité.

Les organismes du Parti doivent demander l'avis des membres du Parti qui militent aux syndicats chaque fois qu'ils auront à examiner des problèmes concernant les masses ouvrières. Le rayonnement de la politique du Parti dans les syndicats est étroitement lié à la capacité de nos militants de résoudre les problèmes concrets posés par les ouvriers. Ce n'est pas le prestige du Parti que donnera une audience à nos militants dans les syndicats, c'est leur travail qui doit accroître le prestige du Parti. Il faut en finir avec les méthodes qui consistent à s'imposer d'en haut et de faire des syndicats une simple courroie de transmission. Il faut conquérir la place par une lutte patiente et obstinée, une explication constante de la justesse de la politique du Parti. Le Parti doit choisir ses responsables syndicaux parmi les éléments qui travaillent. Eux seuls peuvent trouver un contact rapide avec les larges masses ouvrières, à l'heure actuelle, la tâche principale des syndicats est d'aider à la consolidation du secteur autogéré et de s'occuper en priorité des



ouvriers saisonniers.

En plus des syndicats qui expriment les besoins des ouvriers, la jeunesse du FLN et l'Union Nationale des Femmes Algériennes représentent un potentiel révolutionnaire qu'il serait vain de sous-estimer.

Par son importance numérique et son dynamisme, la Jeunesse est la force vive du pays. La JFLN se doit de l'impulser, de l'entraîner dans les tâches d'édification à travers le volontariat. Elle constitue pour notre Parti le meilleur moyen de transmission des traditions révolutionnaires de notre pays et de notre peuple.

Si la tendance à opposer les jeunes aux vieux n'est pas juste, la tendance à écraser les jeunes sous le poids des arguments d'autorité est également de rejeter. Si nous travaillons trop de précipitation, si nous cherchons des comprendre l'origine des aspects défectueux de la jeunesse pour y porter remède, avec elle et non en dehors d'elle, nous aurons dans quelques années une génération de militants d'un genre nouveau la génération des bâtisseurs du socialisme.

Il en va de même pour l'Union des femmes. La libération de la femme n'est pas un aspect secondaire qui se rajoute à nos autres objectifs. Elle est un problème dont la solution est un préalable à toute espèce de socialisme. La situation de la femme fait d'elle une farce révolutionnaire inépuisable. La guerre l'a suffisamment démontré. Il ne s'agit pas pour nous de mettre seulement la femme sur un pied d'égalité avec l'homme sur le plan du droit, il faut aussi et surtout la faire participer pleinement tous les aspects de la vie. Notre Parti ne doit pas accepter que la société algérienne soit amputée de moitié. Dans le cadre des valeurs morales de notre peuple, l'UNFA doit rassembler les femmes, progresser et se soustraire l'influence des salonards et des dames-patronnesses. Elle doit devenir une force vivante, animée par des militantes jeunes, des travailleuses de la campagne et de la ville rompue à la lutte systématique contre les préjugés sociaux qui tendent à faire de la femme un être mineur.

## Rapports entre l'Etat et le Parti

Examinons pour en finir avec les instruments de la réalisation du socialisme, la question des rapports entre le Parti et l'Etat. C'est un domaine où la confusion fait des ravages. Si une clarification sérieuse sur ce sujet n'est pas entreprise à temps, on aboutira sans doute à la destruction de l'autorité de l'Etat et du Parti tout cela évidemment au nom de la Révolution, des mérites passés, etc. .

Les militants sont groupés différemment dans l'appareil de l'Etat et dans le parti.

Dans l'appareil de l'Etat, ils sont disposés hiérarchiquement les uns par rapport aux autres, les militants aux non-militants. Par exemple, un non-militant peut être dans le cadre de l'Etat le supérieur d'un militant; comme un responsable de cellule peut être le supérieur d'un membre du Comité Fédéral.

Dans le Parti, ils sont tous égaux et participent à l'élaboration de l'orientation politique. L'avantage du Parti sur l'Etat est de pouvoir réunir l'expérience de tous ses militants et à travers eux celle des plus larges masses, d'en dégager les résultats et de s'orienter en conséquence.

Notre Parti est au pouvoir, il occupe de ce fait une position dirigeante dans l'Etat. Ce n'est pas une raison pour transformer son rôle d'impulsion politique en lui faisant gérer directement tous les organismes d'Etat et on le faisant intervenir dans toutes les questions administratives.

Conçu ainsi, le Parti deviendrait un simple appareil bureaucratique et non un instrument de domination politique. Comment alors régler les rapports entre le Parti et l'Etat ?

Il faut d'abord que tous les membres du Parti ayant des responsabilités dans le cadre de l'Etat se soumettent à la direction du Parti.

Il faut ensuite que le Parti ouvre périodiquement en son sein des discussions sur les questions politiques et sur les problèmes d'organisation de l'Etat.

Il faut enfin que le Parti connaisse les conditions de travail dans les administrations afin qu'il puisse agir et exercer sur elles un contrôle politique réel.

Cette manière de voir les rapports entre le Parti et l'Etat nous éloigne singulièrement de ces interventions quotidiennes dans la vie de

l'administration contre lesquelles nous devons mener une campagne systématique. C'est au Parti et non chacun de ses membres ou chacune de ses organisations prise isolément, de rectifier les erreurs de l'administration, les défauts dans les travaux comportements nuisibles à de saines relations avec le peuple.

Cependant toutes les questions que nous avons énumérées ne suffisent pas à éviter la confusion entre le Parti et l'Etat, il faut les compléter. La majorité des membres du Parti au niveau des organismes dirigeants doivent être en dehors de l'Etat. Si la majorité des membres du Bureau Politique ou du Comité central assumaient des, responsabilités étatiques, la confusion entre le Parti et l'Etat entre l'impulsion politique et la gestion directe s'établirait à nouveau.

## **Quelques remarques sur le nouveau programme**

L'avant-projet de programme qui nous est soumis a dégagé des perspectives, fixé les moyens d'y parvenir. Il comporte cependant quelques insuffisances. Il nous faudra les pallier.

Par exemple, la partie historique du programme commence au XVI siècle. Je sais, pour avoir participé aux travaux de la commission, qu'il s'agissait avant tout dans cette partie de faire un historique du mouvement national à partir des conditions de l'Algérie de 1830. Mais je pense qu'on aurait pu et qu'on aurait dû aller plus avant dans l'histoire.

L'Algérie n'est pas venue à la vie en 1830. Elle est venue à la vie bien avant l'avènement de la civilisation arabo-islamique. Notre terre a produit des hommes valeureux, pour qui l'amour du sol natal s'identifiait à la lutte pour la vie, contre l'oppression.

Comment évoquer l'Algérie sans parler de Massinissa, de Yougourtha. Notre richesse, c'est la diversité dans l'unité. Que nous importe que les théoriciens du colonialisme ou des ambitieux assoiffés de pouvoir se réclament de cette diversité pour tenter de nous diviser. Ils n'ont pas réussi à le faire dans le passé. Encore une fois, ils échoueront. Il suffit que nous agissions pour libérer les hommes de notre pays, pour décider arbitrairement et à leur place du costume qu'ils doivent porter.

Cependant, je voudrais souligner ici avec force que nous sommes restés et que nous resterons les héritiers de cette civilisation arabo-islamique, qui a été une source d'enrichissement et un facteur de promotion humaine.

En Algérie, l'islam n'a pas été seulement une religion tolérante mais un ferment social libérateur n'a rendu la terre aux anciens serfs des colons romains, et ouvert largement la voie à la science et au programme.

Il y a des journalistes, des hommes politiques et des pseudo-savants à la solde du colonialisme qui ont voulu inculquer à des générations entières d'Algériens que l'Islam était un obstacle au programmes.

Notre Révolution démontre depuis un an et demi que l'Islam a sur cette terre malgré les réactionnaires et les éléments rétrogrades soucieux de maintenir leurs privilèges, porté à leur plus haut niveau les principes de la solidarité humaine et de la justice sociale.

Nous irons de l'avant et, dans le respect de nos traditions arabo-islamiques, nous construirons le socialisme. Que ceux qui veulent ,souiller l'Islam en essayant de l'utiliser dans un sens hostile au progrès sachent qu'il ne pourront pas continuer indéfiniment à agir de la sorte, car ils n'ont pu le faire jusqu'à présent qu'en profitant d'une tolérance excessive de notre part et d'une certaine confusion qu'ils contribuent d'ailleurs largement à maintenir : l'Islam. loin d'autre contraire de notre option s'identifie dans l'esprit des masses l'égalité et va donc dans le sens du socialisme.

L'en arrive à un autre problème, à la fois politique et économique. Il s'agit de l'autogestion. Il faut que chacun comprenne que cette forme de gestion a été conquise de haute lutte par les travailleurs et qu'elle a davantage fait pour le rayonnement de l'Algérie que toutes les déclarations et les discours sur la révolution et le socialisme. Indépendamment de toutes les critiques qu'on peut faire, et il en est de justifiées, les usines remises en marche malgré l'absence d'une aide financière, technique et autre de la part de l'administration qui était alors totalement désorganisée. C'est pour cette raison que l'autogestion est et demeurera pour nous une option fondamentale. La réduire, comme le veulent certains, à un simple droit des travailleurs d'être consultés de temps à autre, c'est en faire un simple contrôle ouvrier et ravalier les travailleurs, dans les faits, au rôle de simples salariés de l'Etat.

Mais l'autogestion n'a pas seulement des adversaires en dehors de l'entreprise, elle en a aussi au-dedans. Il nous faut lutter contre les comités de gestion ou les présidents de comité de gestion qui se mettent au-dessus des travailleurs et agissent comme de nouveaux patrons, adoptent leur style de travail et refusent le contrôle de l'Assemblée ou du Conseil des travailleurs.

Je voudrais cependant mettre-on garde les militants contre une déformation fâcheuse. Notre choix en faveur de l'autogestion ne doit pas nous faire oublier que dans certains cas, compte tenu des conditions économiques et sociales, le développement par le moyen de l'étatisation peut s'avérer nécessaire. Nous savons que c'est là une voie qui comporte des dangers. Le devoir du Parti est d'être conscient de ces dangers et de les pallier en trouvant les formules qui permettent aux travailleurs de se préparer à la prise en charge des responsabilités de direction.

Il faut parler maintenant de la réforme agraire ou du moins de la seconde réforme agraire, car nous avons déjà connu la première, celle que le départ massif des colons nous a permis de réaliser et que nous avons complété par les nationalisations de mars et d'octobre.

Cette seconde réforme agraire, donc, nous devons la concevoir comme le moyen d'intégrer plus étroitement les petits paysans et les paysans sans terre à la vie économique et politique du pays. Il s'agit d'une étape qui permettra non seulement d'assurer une répartition plus équitable du revenu national et de développer La production, mais aussi d'accentuer le clivage entre les forces révolutionnaires et ce qu'on a nommé les forces obscures. De

cette obscurité, d'ailleurs, nous faisons notre affaire.

Nous trouverons le moyen d'enlever les voiles et d'éclairer tout ce qui doit être éclairer. La réforme agraire est justement un de ces moyens.

IL existe encore en Algérie 8.500 exploitations privées disposant chacune de plus de 100 hectares et 15.000 exploitations de plus de 50 hectares. Ces 23.000 exploitations ouvrent près de 4 millions et demi d'hectares alors que les 7 millions d'hectares restants sont répartis entre plus de 800.000 exploitations. Deux millions de fellahs sont réduits au chômage ou à un sous-emploi ressemblant fort à un chômage total alors que la plupart des grands propriétaires ne visitent leurs domaines que pour voir si la récolte a été bonne ou pour encaisser les redevances des fermiers.

L'Algérie révolutionnaire ne peut pas ne pas répondre à cette situation qui débouche sur une sous-exploitation des grands domaines et sur une exploitation des terres dont disposent les petits paysans, qui débouche sur la non-utilisation des riches richesses du pays qui débouche enfin sur le contrôle d'une importante partie du revenu national par une poignée de privilégiés.

Faire la révolution, c'est ne pas hésiter à s'attaquer aux positions privilégiées quels que soient ceux qui les détiennent. Ainsi notre projet de réforme agraire prévoit la limitation de la propriété et ne touchera que les gros propriétaires et certains propriétaires moyens.

Mais si la réforme agraire est indispensable, il ne faut pas s'imaginer que nous allons trouver là une solution à tous nos problèmes. En fait, je vais vous dire la solution à tous nos problèmes, elle tient en un mot et ce mot est « production ».

Chaque Algérien, chaque Algérienne doit avoir constamment à l'esprit cette pensée : il faut produire, produire toujours davantage, dans tous les domaines et avec tous les moyens dont nous disposons. On parle d'industrialisation, et on a raison. Mais avec quoi paierons-nous ces usines si nous ne commençons pas attirer le maximum de bénéfice des outils qui sont déjà notre disposition ? L'aide étrangère ? Nous l'accueillons bien sûr avec reconnaissance, d'où qu'elle vienne, mais qui peut croire que cette aide suffira ? Qui peut croire que ce n'est pas d'abord dans notre travail, dans nos richesses accumulées que nous trouverons les moyens de résorber le chômage, d'augmenter le niveau de vie, bref de produire davantage et mieux ?

A ce sujet, il existe quelques vérités qu'il faut dire. Et tout d'abord ceci : parmi tous les éléments du lourd héritage que nous a légué la colonisation. Il en est un sur lequel la lutte pour la décolonisation n'a peut-être pas été menée avec suffisamment de vigueur. Je veux parler de l'excessive importance qu'a prise chez nous ce que les techniciens de l'économie nomment le secteur tertiaire, ou l'ensemble des services, et que nous appellerons plus simplement : l'ensemble des travailleurs non directement productifs. IL faut, c'est évident, des administrateurs, des fonctionnaires, des transporteurs, des commerçants. Il faut des agents de ville, des postiers, des dactylos, des vendeurs dans les magasins. Tous ces hommes et toutes ces femmes sont indispensables au bon déroulement de la vie publique. Mais ce qu'il ne faut pas, c'est que tous les Algériens, à partir du moment où ils disposent de leur certificat d'études, ne rêvent plus que de devenir agents de ville ou postiers, que toutes les Algériennes s'imaginent quelles ne pourront vivre honorablement que derrière une machine à écrire. Une telle tendance peut s'avérer d'autant plus grave que nous approchons du jour où les jeunes Algériens, toutes les jeunes Algériennes disposeront au moins de leur certificat d'études. Il ne faut d'ailleurs pas davantage que les médecins ou les

ingénieurs ou d'autres qui ont eu la chance d'accéder aux études supérieures souhaitent, par dessus tout, entrer dans un ministère.

Cela je le répète, c'est une tare que nous a légué la colonisation. Pendant trop longtemps, dans ce pays où les usines étaient absentes, où les ateliers restaient rudimentaires, où l'éducation professionnelle était inexistante, le seul moyen de sortir de la misère fut d'entrer dans ce secteur tertiaire créé pour servir les besoins des colons. Ces colons sont partis, mais la mentalité est restée. Nous devons nous en débarrasser. Nous devons rendre au travail productif la place qui est la sienne : la première. Dans ce pays, les hommes qui occupent les premières places ne doivent plus être les fonctionnaires ou les intermédiaires de toutes sortes, mais les paysans et les ouvriers. Tous les autres sont à leur service car ils vivent de leur travail.

A ce sujet, parlons un peu des commerçants ou plutôt de l'ensemble des activités qui débouchent sur le commerce de détail. Il s'agit là d'un secteur très important de l'économie du pays puisqu'il permet de mettre les marchandises de toutes sortes à la disposition de ceux qui en ont besoin. Or, c'est justement à cause de cette importance que l'ensemble de ce secteur doit s'intégrer étroitement à l'ensemble de la vie du pays et non pas représenter un frein, un obstacle ou même un danger pour l'édification socialiste. Si tous ceux qui participent à la collecte, au transport, au stockage et à la diffusion des marchandises veulent jouer le rôle auquel ils ont droit, ils doivent le jouer en fonction de la place réelle qu'ils occupent et non en fonction d'un quelconque désir de domination. La fonction commerçante au sens large du terme, appelle une juste rémunération qu'on nomme ici bénéfice, mais qui ne peut en aucun cas prendre la forme d'une accumulation des richesses entre les mains des seuls distributeurs. Or, c'est à cela qu'on parviendrait si nous n'y prenions garde, dans ce pays où la fonction de production a été jusqu'ici injustement dévalorisée du fait même de son faible ampleur.

Nous ne sommes pas contre une certaine liberté dans l'exercice des professions qui supposent une large part d'initiatives individuelles.

Nous sommes contre l'utilisation de cette liberté à des fins spéculatives. Nul n'est dispensé du devoir de civisme et c'est gravement manquer à ce devoir que de profiter des situations que les hasards de l'éducation ou de la fortune ont accordé pour tenter de s'approprier indûment une fraction du travail des producteurs.

Une telle remarque s'adresse d'ailleurs à toutes les catégories de citoyens, quelque soit le poste qu'ils occupent et particulièrement aux citoyens qui se trouvent investis de la confiance publique.

Ce qui est chez d'autres, faute condamnable, devient ici crime impardonnable. Nous avons déjà sévi contre des crimes de ce genre. Nous poursuivrons notre action contre la corruption. Il est impossible de tolérer que certains considèrent le pouvoir qui leur est confié comme un moyen parmi d'autres de s'établir à leur compte.

Il en va de même pour la fiscalité. Là aussi, l'esprit civique est de rigueur. On ne peut admettre qu'un certain nombre de transactions d'effectuent dans une clandestinité que plus rien ne justifie aujourd'hui. La bonne marche des institutions et le développement du pays exigent que les circuits parallèles, échappant à tout contrôle et à tout prélèvement fiscal qui ont eu tendance à se développer de ci et de là, s'intègrent sans tarder à la vie

économique normale du pays.

A ce prix, mais à ce prix seulement, pourront être maintenus des rapports harmonieux entre les différentes activités qu'exercent les uns et les autres.

Ainsi l'opération monétaire que nous venons de réaliser a montré déjà que l'épargne algérienne n'était pas tout à fait négligeable. Il nous faut convaincre tout le monde que l'argent n'est pas fait pour être accumulé dans des coffres mais pour circuler. La thésaurisation nuit à l'intérêt du pays et tout doit être fait pour que l'épargne nationale soit investie et serve au développement de notre économie.

Mais revenons un instant au problème particulier des commerçants, et c'est ici aux petits commerçants que je m'adresse. Nous le savons, leur sort n'est souvent pas beaucoup plus enviable que celui d'un bon nombre d'autres Algériens. Tous ces réseaux complexes qui débouchent sur la distribution, ce n'est pas eux qui les contrôlent. Ce n'est pas eux qui profitent du financement des banques, ou des complaisances de quelques fonctionnaires. Quand il y a spéculation, ils en sont plus souvent victimes que profiteurs. En réalité, ils sont étroitement liés à ceux qui les fournissent et qui les transforment en agents souvent inconscients de leurs manœuvres. Et pourtant, soit par crainte, soit par ignorance, ces victimes se sont souvent complices de ceux-là même qui les tiennent en main, peut être parce qu'elles nourrissent l'illusoire espoir de parvenir un jour à tirer à leur tour les ficelles.

A ceux qui raisonnent ainsi, nous devons dire qu'ils doivent renoncer à de semblables perspectives. Le temps est révolu où il existait des ficelles à tirer. Leur chance, leur seule chance d'avenir est de s'intégrer à la société nouvelle que nous construisons. Nous le répétons : ils y ont leur place. A eux de savoir la prendre. Il est un autre aspect du commerce dont nous devons aussi nous entretenir : le commerce extérieur. Vous le savez, pendant toute la période coloniale, presque tout ce que vendait l'Algérie et tout ce qu'elle achetait allait vers la France ou en venait. L'indépendance acquise, le problème s'est posé pour nous de nous libérer de cette trop étroite sujétion économique qui aurait pu prendre rapidement la force d'une sujétion politique. Mais sur qui pouvions nous nous appuyer pour réaliser cette transformation ? Rarement sur les importateurs et exportateurs professionnels. Rien ne les incitait à engager des efforts et des frais pour chercher ailleurs des débouchés, et donc les sources de profit, alors qu'ils disposaient sans fatigue de leur marché traditionnel.

Certes, il était possible au gouvernement de conclure avec tel ou tel pays étranger des accords commerciaux, et nous nous sommes efforcés de le faire. Mais la valeur de ces accords reste limitée si la réalisation des ventes ou des échanges est laissée au bon ou au mauvais vouloir de groupes professionnels et ne sert, dans la meilleure hypothèse, qu'à renforcer la puissance de ces groupes.

C'est pourquoi, il est indispensable que nous prenions rapidement en main l'ensemble de notre commerce extérieur, tant pour hâter la diversification de nos marchés que pour mettre un terme à un certain nombre de spéculations qui n'ont pour conséquence que d'appauvrir notre peuple et de ruiner partiellement nos efforts.

Et puis, toujours au sujet de ce commerce extérieur, il faut se garder d'un certain nombre d'illusions. Développer les exportations est une tâche

importante, mais qui ne s'avère pas toujours aisée. Pour y parvenir, il faut non seulement trouver les marchés extérieurs capables d'absorber nos produits mais encore développer suffisamment la production nationale pour que ce supplément d'exportation ne pèse pas dangereusement sur une consommation intérieure déjà trop réduite.

Il est cependant une autre manière d'aborder le problème : celle qui consiste à envisager tout autant la diminution des importations de biens de consommation, que le développement des exportations ; ne fût-ce que pour éviter d'alimenter en devises les compagnies maritimes et les compagnies d'assurances qui transportent ou couvrent dans les deux sens l'ensemble de nos marchandises.

Mais là comme ailleurs, nous retombons sur le même impératif : celui d'une production accrue et particulièrement dans les domaines susceptibles de couvrir les besoins vitaux du pays. Un tel but est possible à atteindre. C'est justement dans ces domaines que nous sommes le mieux armés, que nous possédons la plus grande somme d'expérience que l'effort de tous peut s'avère le plus fructueux.

Mais cet effort ne peut être accompli dans l'anarchie qui naît obligatoirement de la simple juxtaposition des individuels, si louables soient-elles. Si certains pays veulent ou peuvent se payer le luxe du gaspillage que développe la non-coordination des activités, libre à eux. Cela ne nous concerne pas. Ce qui nous concerne, par, contre, c'est l'Algérie et dans ce domaine, nous savons que nous ne pouvons accepter aucune déperdition d'énergie, si minime soit-elle. Il nous faut donc une planification.

Parler de planification, implique la nécessité de mettre à nu ce qui risquerait de la freiner. Personne ne la remet sérieusement en cause ou du moins personne ne la remet publiquement en cause.

On se contente de poser le problème en termes tels qu'aucune solution n'apparaît plus possible. L'argument le plus couramment utilisé, je vous le livre. On déclare : établir un plan est une œuvre scientifique. Pour y parvenir il faut disposer de ces statistiques, de ces rapports, de ces documents, bref de toutes ces « informations économiques » qui rendent possible le travail des spécialistes. Mais il faut aussi disposer de ces spécialistes, il faut donc les former ou faire appel à une armée de techniciens étrangers qui devront avant de commencer leur travail, apprendre à connaître le pays, à découvrir les structures de sa société et les habitudes des hommes, toutes choses dont il est nécessaire de tenir compte. Eh bien, je vous le dis, ceux qui raisonnent ainsi me font penser à ceux qui affirmaient le 30 octobre 1954 qu'il fallait, pour entreprendre la guerre de libération, attendre d'avoir des chars d'assaut et des avions, et des troupes entraînées pour conduire et servir cet armement moderne.

Nous ne nous laisserons pas fourvoyer dans cette impasse. Nous ferons un plan intérimaire avec les moyens dont nous disposons, avec les connaissances que nous avons. Nous n'avons pas besoin d'apprendre notre pays, nous le savons déjà. Ce n'est pas un mince avantage.

Ce plan intérimaire, il couvrira deux ou trois ans, peu importe, mais il sera calculé en fonction des buts essentiels que nous voulions atteindre. Il nous permettra également de réunir les moyens nécessaires à la mise au point d'un vaste plan de développement.



Et cette mise au point sera faite avec le concours du peuple tout entier, des comités de gestion agricoles et industriels comme des bénéficiaires de la réforme agraire. Car il ne saurait être question de créer un divorce néfaste entre les producteurs chargés de la réalisation du plan et un pouvoir abstrait de conception et de contrôle.

Sur cette base, nous livrerons la bataille du plan comme nous avons déjà livré d'autres batailles ; ni mieux ni plus mal armés, mais sur des armes que nous avons possédons et qui ne sont peut être pas médiocres que certains veulent bien le dire. Nous en avons déjà apporté la preuve.

Ce plan intérimaire, il devra en premier lieu tenir compte de l'obligation absolue de faire un effort considérable dans le domaine de la formation des cadres, autrement dit de l'investissement intellectuel.

Et ce n'est pas tellement en envoyant des étudiants en tous genres apprendre à l'étranger leur métier que nous réussirons sur ce point. C'est ici même, face aux problèmes concrets qui se posent à nous, que ces étudiants auront le plus de possibilité d'acquérir une formation efficace.

Nous savons trop à quel point des mois ou des années d'existence à l'étranger, dans des mondes différents du nôtre, peuvent causer à des jeunes gens de graves difficultés lorsqu'il s'agit pour eux de s'adapter à nouveau à la vie de leur peuple, et d'adapter leur savoir aux conditions particulières dans lesquelles ils devront en faire usage.

La politique, la culture, la technique, tout plaide en faveur de la formation sur place des cadres dont nous avons besoin. Il s'agit là d'un capital trop précieux pour que nous risquions de le trouver diminué au moment où nous penserons être en mesure de l'utiliser.

Je voudrais, enfin, pour finir, répondre à ceux qui souhaitent voir l'Etat servir d'arbitre entre les différentes tendances, les différentes forces qui peuvent exister dans notre pays, à ceux qui souhaitent que le gouvernement joue le jeu curieux de l'équilibre, en particulier entre le courant révolutionnaire et les nostalgiques de l'ordre bourgeois.

Il faut qu'il soit bien entendu qu'au aucun cas une telle situation ne pourra se produire. La politique du gouvernement est définie par le Parti et le Parti doit être le lieu de rassemblement de tous les véritables militants révolutionnaires. S'il devait donc y avoir arbitrage, qu'on sache que cet arbitrage s'effectuera toujours en faveur du courant révolutionnaire. Qu'on ne nous parle donc pas d'un équilibre trompeur : ici rien ni personne ne pourra jamais prétendre faire contrepoids à l'ensemble du peuple.

## **Les Tâches Immédiates**

Si donc nous voulons récapituler, préciser et compléter, il nous faut avant tout nous pencher sur certains points qui réclament notre attention dans l'immédiat, sans préjuger de l'ensemble des tâches que les résolutions auront à définir.

Il va de soi que la réforme agraire sera pour nous une action de base, un premier pas vers l'industrialisation. Son application est au moins aussi importante que sa conception. Comme nous l'avons dit et répété, c'est d'une véritable révolution agraire qu'il doit s'agir, d'une révolution dans les rapports de notre paysannerie avec la nature et dans les rapports sociaux à la campagne. Libération des forces productives agricoles d'une part, promotion du paysan -notamment celui des régions déshéritées- et humanisation de ces conditions de vie d'autre part : voilà les grands aspects de la question.

Si nous insistons sur la révolution agraire, ce n'est nullement par négligence des autres tâches économiques et sociales qui tournent tout autour de la question de l'élévation du niveau de vie des travailleurs, et auxquelles a été accordée et sera de plus en plus accordée toute l'attention nécessaire. C'est bien plutôt pour confirmer que notre socialisme, qui est le socialisme des pauvres, ne néglige pas ceux-ci, ne néglige pas ceux qui sont vraiment les souffre-douleur sur cette terre.

C'est pourquoi nous ne manquerons pas d'attacher toute l'importance nécessaire à un problème particulier en Algérie, celui des orphelins. En ce qui les concerne, une campagne d'adoption doit se développer sans tarder pour débarrasser ces jeunes enfants de la détresse où les a plongés le colonialisme criminel. Chaque Algérien, surtout ceux qui en ont les moyens, doit se sentir tenu de faire de l'Algérie une grande famille, accueillante à l'égard de ces victimes des bourreaux du colonialisme qui ont tenté d'enraciner dans cette terre d'Algérie la tristesse et le malheur. Les cadres du Parti doivent donner l'exemple. Jurons de faire reparaître sur ces jeunes visages le sourire de l'Algérie reconquise. Il y va de l'avenir de 30.000 de nos fils et de nos filles.

N'oublions pas non plus les impératifs de la reconstruction du pays, de son infrastructure, de son capital immobilier, etc. Les problèmes de l'entretien de ce que nous possédons dans tous les domaines sont également à mettre au premier plan de nos préoccupations.

A ce propos, la question du reboisement mérite une attention spéciale : la campagne que nous avons commencé avec succès doit être poursuivie sans relâche, aboutissant tout d'abord à ce que toutes les routes, principales et secondaires, soient bordées d'arbres.

Tous ces objets seront évidemment atteints grâce à la mobilisation des masses dans le travail. A côté de la mobilisation sur les chantiers et dans le cadre des diverses campagnes d'alphabétisation, qui doivent reprendre, il faut organiser sérieusement un service civil se traduisant par la mise sur pied d'une véritable armée de travailleurs dont les bras seraient au service de l'édification socialiste.

Dans ce cadre, l'ANP a un grand rôle à jouer. Héritière de l'ALN elle a drainé au cours de la guerre de libération nationale ce qu'il y avait de plus dynamique et de plus radical dans notre société, et rassemblé les véritables élites. Elle garde vivace en elle cet esprit de sacrifice qui est à l'opposé

de la recherche du profit. L'origine sociale de ses djounoud en majorité paysans pauvres la sensibilise particulièrement au mouvement des masses et aux objectifs socialistes du Parti.

Dans toutes les batailles engagées pour l'affirmation d'une orientation socialiste, elle a été aux premières lignes.

Les tâches gigantesques qui nous attendent ne peuvent être menées à bien sans sa participation active. Si sur le front de la lutte contre les ennemis du socialisme, elle donne chaque jour le meilleur d'elle-même, sur le front de la reconstruction, elle agira d'une manière identique. Que le fusil et la pioche soient le symbole de notre armée au service du peuple.

Ce sera également dans le contexte de la mobilisation populaire qu'il faudra appliquer aussi bien les décisions des deux Congrès de l'autogestion que celles du Parti. Insistons ici sur l'importance des campagnes d'information de l'opinion populaire et sur la nécessité de susciter la participation active des masses, car l'application de nos décisions n'est pas affaire de bureaucrates, pas plus que nos divers Congrès ne sont des séances de bavardages sans implications pratiques. Il faut comprendre que nous sommes engagés dans une entreprise de transformation de fond en comble de notre société.

De même que les Congrès de l'autogestion ont permis à certaines catégories de s'exprimer et de décider de leur sort, de même d'autres aboutiront à offrir la même possibilité à diverses couches engagées dans le processus révolutionnaire. Les petits paysans devront avoir l'occasion de confronter leurs problèmes et de s'organiser à l'échelle nationale. Leur congrès devra se tenir avant la fin de l'année 1964.

Les femmes devront aussi avoir un congrès qui soit le point de départ d'un mouvement révolutionnaire et émancipateur, intégrant totalement la femme dans l'ensemble des tâches de construction du socialisme. Les jeunes, de leur côté, devront aussi avoir leur congrès et se donner l'organisation la plus apte à leur permettre de tenir dans la révolution le rôle qui correspond à leur importance dans la nation et au dynamisme que celle-ci attend d'eux.

Cette place des jeunes dans notre marche au socialisme apparaît centrale si l'on songe au rôle que doit tenir le volontariat dans un socialisme comme le nôtre, un socialisme qui est fait par le peuple et pour le peuple. Dans toutes les campagnes qui viennent d'être évoquées, dans toutes les entreprises d'envergure nationale, il faut faire principalement appel à ces volontaires qui, par des miracles d'abnégation et d'enthousiasme, non seulement bâtissent et reboisent, mais aussi et surtout donnent un exemple dont la contagion bienfaisante est susceptible de galvaniser toutes les énergies.

Bien qu'il s'agisse là de tâches immédiates dont certaines ne constituent que de petits jalons dans notre longue marche au socialisme, il ne faut pas croire qu'on peut s'en acquitter sans que soient tout de suite remplies certaines conditions relatives aux instruments de réalisation, c'est à dire à l'Etat et au Parti.

Pour ce qui est de l'Etat, nous pouvons l'assainir à la base en organisant de la façon la plus démocratique, sous l'impulsion du Parti, des élections municipales visant à remettre réellement au peuple les rênes du pouvoir communal. Mais, plus encore, il faut sans tarder nous attaquer à cet impératif vital qu'est l'algérianisation de l'appareil d'Etat ; le principe à adopter doit consister à ne plus confier aucun poste de caractère même indirectement politique à des étrangers, en réservant par-dessus tout l'accès des postes-clés à des militants éprouvés. Il faut voir que, dans cette question de l'algérianisation de l'administration et de la politisation des postes de directions et de contrôle, il y va de l'indépendance du pays.

Il faut nous défaire du complexe de la technicité qui aboutit à mettre purement et simplement notre avenir à la merci de ce qu'on appelle l'assistance technique, et les techniciens étrangers dont nous avons besoin ne peuvent nous être utiles que s'ils sont totalement soumis à la direction de cadres algériens patriotes et socialistes.

Quant au Parti, il doit lui aussi commencer dès maintenant à se donner le contenu social et humain qui seul lui permette de mener à bien sa mission. Répétons qu'il lui faut avant tout être ombilicalement lié aux masses et à leurs intérêts, et ce par le train de vie même de ses membres et non seulement par leurs professions de foi abstraites.

Il lui faut aussi une démocratie intérieure réelle, conformément aux statuts, de façon à ce que s'épanouisse la discussion libre qui seul permet la recherche sérieuse des solutions adéquates aux problèmes concrets du socialisme. En tout premier lieu, après avoir procédé à l'élargissement de la base révolutionnaire en réintégrant tous les militants qui remplissent les conditions exigées par les statuts, il faut renouveler par voie électorale tous les organismes dirigeants de la cellule à la fédération.

Le Parti doit enfin veiller à la formation et au perfectionnement continuels de ses militants, ce qui impose, pour commencer, une école de cadres organisée avec tout le soin nécessaire. Nos travaux terminés, notre premier soin sera de populariser les conclusions du congrès dans le cadre d'une première semaine et faire entendre la voix du Parti dans les coins les plus reculés du pays.

Mais que tout cela ne nous fasse pas oublier que le Parti aura besoin essentiellement, pour se former, de l'épreuve de la lutte pour l'application de notre programme socialiste. Ses structures ne sortiront raffermies et ses membres aguerris que du combat qu'ils livreront à la nature et aux ennemis du peuple algérien.

Soyons donc attentifs à cet aspect de la question, afin de savoir combien il importe de prendre des décisions pratiques et de lancer le Parti dans les batailles que nécessite leur mise en œuvre.

Tous ces pas qu'il nous faut faire sur la voie du socialisme rejoignent d'autres pas qui sont faits en dehors de nos frontières.

Notre expérience a lieu, en effet, dans un certain contexte international qu'il ne faut jamais perdre de vue. C'est une règle générale de nos jours, qu'il n'existe plus de lutte isolée, et que c'est pur anachronisme que de ne pas avoir présenté à l'esprit les interactions qui lient notre sort à un monde qui nous influence et à l'évolution duquel nous contribuons à notre tour.

Il existe désormais peu de gens qui nient la primauté absolue du problème de la lutte contre le sous-développement. Quel que soit l'angle sous lequel on envisage la phase historique actuelle force est de reconnaître que l'extirpation de la misère et de l'oppression et de leur cortège de malheurs de toutes sortes passe avant tout autre impératif.

Et la gigantesque prise de conscience que nous constatons, cette prise de conscience des intéressés eux-même, est la preuve que le problème du sous-développement est bel et bien posé dans les faits, et dans les termes les plus corrects, c'est à dire en termes de lutte.

Partout en effet se lèvent les colonisés et les semi-colonisés pour affirmer leurs droits. Si l'on fait le bilan des grands changements historiques intervenus ces dernières années, on remarque qu'il ne s'agit de rien d'autre que de la libération de ces damnés de la terre dont on a pu dire que leur rôle spécifique sera de recommencer une histoire authentiquement humaine.

## **Un Nouveau 1er Novembre : Celui du Socialisme**

Il y a de nombreux jalons qui en disent long sur le processus en cours. Trois continents en effervescence, cette Asie, cette Afrique et cette Amérique Latine qui se dressent contre l'injustice. Voilà pour notre révolution et pour toute révolution un cadre et une famille dont la solidarité et la combativité grandissante sont les meilleurs encouragements. C'est à la lumière de ces encouragements qu'il faut envisager des faits tels que les nationalisations birmanes, cingalaises, les guérillas du Sud-est asiatique ou d'Amérique latine, les luttes arabes ou africaines, etc. Le vent de liberté qui souffle sur le monde et qui vient du Sud déshérité est en train de poser au Nord de la planète, à ce nord nanti, le grand problème des temps modernes : celui de l'égalité concrète de tous les êtres humains.

Si nous jetons un regard moins lointain, nous voyons autour de nous le monde arabe dont nous faisons intimement partie et dans lequel toute expérience est une espèce de bien indivis pour l'ensemble des peuples arabes. C'est pourquoi nous profitons de cette occasion pour rendre à la République Arabe Unie et aux réalisations de sa grande révolution, l'hommage le plus fraternel. Et c'est pourquoi nous espérons voir l'ensemble des autres pays arabes frères obtenir des résultats dans la lutte contre l'impérialisme afin que soient finalement remportés les succès auxquels nous aspirons contre le sionisme, la balkanisation et toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme.

D'un autre côté, l'Afrique est là qui affirme à très haute voix sa ferme volonté de mettre fin au colonialisme. Ce continent contre lequel les oppresseurs se sont particulièrement acharnés démontre tous les jours la force de la poussée émancipatrice qui balaie le monde.

Dans leur lutte, les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont trouvé dans les pays socialistes d'Europe des alliés auxquels il faut également rendre l'hommage qui se doit. C'est là une alliance précieuse pour les uns et pour les autres, l'impérialisme étant l'ennemi commun.

Voilà par conséquent les conditions internationales qui prévalent actuellement, à l'heure où l'Algérie, attelée à sa tâche à l'intérieur et solidaire de ses frères de lutte à l'extérieur, se prépare à franchir de nouveaux pas décisifs sur la voie qu'elle a choisie.

Que ce congrès soit donc avec l'assurance que permet la situation, avec le courage et le sérieux qu'elle exige, le signal de quelque chose de digne et de grand, la brise annonciatrice d'un de ces printemps dont le peuple algérien a le secret : que cela soit un nouveau Premier novembre : celui du SOCIALISME.

## Additif sur l'Émigration Algérienne

Dans le rapport que je vous ai présenté, il existe une lacune que je tiens à combler. J'aurai dû parler de ceux de nos frères et de nos sœurs qui travaillent en France.

Pendant toute la période de la lutte armée, l'émigration algérienne en France, groupée au sein de la Fédération de France du F.L.N., s'est trouvée, dans les conditions qui étaient les siennes, à la pointe du combat. Les morts, les emprisonnés, les internés, le nombre de ceux qu'on renvoya, comme on disait alors, dans leur douar d'origine, toutes ces victimes de la guerre attestent de la violence du combat qui fut mené.

Aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers de nos compatriotes vivent et travaillent encore en France dans des conditions souvent difficiles, et d'autant plus difficiles qu'ils se heurtent à une campagne extrêmement violente dirigée contre eux. Les mobiles de ceux qui animent cette campagne, nous les connaissons : ils se nomment racisme et haine de notre révolution. On pourrait même dire peur de notre révolution car une révolution authentique fait toujours peur aux détenteurs de privilèges, où qu'ils se trouvent. L'histoire fourmille d'exemples de ce genre.

Que certains, en France ou ailleurs, n'aient pas voulu encore tirer les enseignements de notre victoire, que certains nous contestent encore le droit de mener nos affaires à notre guise, c'est à dire dans le seul intérêt de notre peuple, c'est là un phénomène auquel nous pouvions nous attendre. Je me contenterai simplement d'opposer à cette hargne impuissante la sérénité dont a su faire preuve le peuple algérien.

Ce peuple, qui avait déjà forcé l'admiration du monde entier en refusant de répondre aux sanglantes provocations de l'O.A.S. a su, dès le premier jour de son indépendance, dépasser de légitimes rancunes et traiter en amis les Français qui se trouvaient sur son sol. Ces Français peuvent en témoigner, ils en témoignent d'ailleurs souvent, jamais ils ne furent victimes de manœuvres discriminatoires. Comment aurait-il pu en être autrement ? Notre peuple ignore le racisme et tous les Algériens ont toujours su faire la distinction entre le colonialisme et le peuple français.

C'est pourquoi nous étions en droit d'espérer que nos compatriotes travaillant en France bénéficieraient d'une semblable compréhension, pour ne pas parler de la plus élémentaire fraternité humaine.

Mais nos ennemis savent bien que l'émigration algérienne en France constitue un puissant ferment à notre action révolutionnaire. Et, on doit le dire, les forces contre-révolutionnaires en Algérie même le savent aussi. Je me dois de dénoncer ici la collusion dont nos frères travaillant en France se trouvent les victimes.

Certains, nous le savons, s'imaginent qu'en humiliant un en pourchassant nos frères émigrés ils pourront exercer une pression sur notre Parti et

sur notre gouvernement. Après nous avoir privés des moyens d'assurer du travail à tous les Algériens à l'intérieur de leur propre pays, ils voudraient utiliser les problèmes que pose une émigration douloureuse pour nous replacer à leur merci. Nous ne pourrions jamais accepter une pareille forme de chantage. Si trouver du travail à l'étranger permet à de nombreux algériens d'assurer leur subsistance et celle de leur famille, il faut bien voir qu'en échange de ces moyens, ces travailleurs procurent aux pays qui les accueillent d'appréciables avantages. Dans les usines françaises, les Algériens participent au développement de la France. Ce simple fait devrait leur mériter le respect.

Nous souhaitons du fond du cœur que ces campagnes s'apaisent, que les vexations disparaissent, qu'on nous donne enfin la possibilité totale de construire, entre le peuple français et nous, cette amitié fondée sur des bases nouvelles que nous appelons de tous nos vœux. Mais si cet apaisement ne survenait pas, nous serions contraints de ré envisager la situation. Aucun problème, si grave soit-il, n'a jamais comporté une solution unique. Celui que pose l'existence d'une importante émigration algérienne ne fait pas exception à cette règle.

S'il le faut, nous saurons lui trouver des solutions nouvelles. Et ce sera tant pis pour ceux qui nous auront contraints d'adopter cette attitude.

## *Les Résolutions Finales*

### **1- Résolution de politique générale**

Le premier congrès du Front de Libération Nationale, réunit à Alger du 16 au 21 avril 1964, après étude, discussion et amendement du projet de programme et du rapport présenté par le Secrétaire général et annexé à ce projet.

§ Approuve l'orientation de ces deux documents, expression de la volonté du peuple algérien et de son parti de placer la politique du pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, sous le double signe du socialisme et de l'attachement à notre personnalité arabo-islamique.

§ Se félicite des initiatives prises jusqu'à présent par le pouvoir qui ont permis le regroupement des forces révolutionnaires et stigmatise les efforts que fait la contre-révolution, en accord conscient ou inconscient avec des forces étrangères, pour barrer la route au socialisme.

- Rend hommage aux héros et aux martyres de la lutte nationale, en honorant leur mémoire par la sauvegarde de l'unité de notre peuple dans la défense de notre intégrité territoriale, et en jurant de tout faire au profit des veuves et des orphelins.

- Salue tous ceux qui à travers le monde ont œuvré au triomphe de la révolution algérienne et particulièrement les démocrates français encore détenus pour leur contribution à la libération de l'Algérie.



- Réaffirme la nécessité de compléter notre indépendance sur tous les plans :
  - a) En veillant à l'évacuation rapide des forces militaires étrangères cantonnées sur notre sol ;
  - b) En poursuivant l'algérianisation totale de l'administration ;
  - c) En nous orientant, pour l'assistance technique qui nous est nécessaire vers les pays qui la rendent plus formative et moins coûteuse ;
  - d) En diversifiant à tout prix notre commerce extérieur ;
  - e) En entreprenant la prise en main de nos richesses nationales.
  
- Insiste sur l'urgence qu'il y a à accentuer l'arabisation de l'Algérie :
  - a) Par l'accélération de l'arabisation de l'enseignement ;
  - b) Par le renforcement des liens, notamment culturels avec le monde arabe, ce qui signifie en particulier une augmentation substantielle des moyens mis à la disposition des organismes chargés de promouvoir de tels liens ;
  - c) Par un élargissement considérable de la sphère des études arabes au sein de l'université.
  
- Exige la confirmation dans les faits de notre option socialiste :
  - a) En prenant systématiquement le parti du secteur socialiste pour le consolider face au secteur privé.
  - b) En intégrant au secteur socialiste toutes les unités économiques nécessaires à son bon fonctionnement ;
  - c) En élargissant ce secteur par de nouvelles mises en autogestion ou des nationalisations ;
  - d) En appliquant l'ensemble des décisions des congrès de l'autogestion agricole et industrielle :
  - e) En veillant au succès de la réforme agraire par une campagne d'explication systématique de ses buts et par la participation consciente des paysans à sa réalisation ;
  - f) En comptant essentiellement pour la réalisation de ces tâches sur la mobilisation des masses qui doit aboutir, dans l'immédiat à faire de l'année 1964, l'année du volontariat.
  
- Décide, en ce qui concerne le parti, les principes suivants :
  - a) Le parti doit être le moteur principal de la vie du pays. Ses membres doivent se plier à la règle du maximum socialiste qui veut qu'aucun

militant, quel qu'il soit, n'ait un double salaire, ni un salaire l'éloignant par son niveau de vie des masses laborieuses.

b) Ils doivent également, dans les plus brefs délais, faire une déclaration soumise à l'appréciation de la commission de contrôle du parti sur les biens qu'ils possèdent ou ont acquis depuis novembre 1954.

c) Une des tâches principales pour donner de nouvelles forces au parti et renforcer sa liaison avec les masses est améliorer sa composition sociale par le recrutement prioritaire d'ouvriers et de paysans pauvres et l'intégration de militants révolutionnaires conséquents demeurés en dehors de ses rangs.

d) Dans l'immédiat, le parti doit veiller à l'instauration d'une véritable démocratie intérieure par l'élection, sur la base des statuts, des responsables à tous les niveaux, par une campagne d'explication permanente et systématique du programme et de son contenu et l'accentuation de son travail politique et d'éducation dans les organisations de masse et spécialement dans les syndicats.

e) Il doit également accorder une attention spéciale aux organisations nationales et particulièrement à la JFLN et à l'UNFA.

- Demande que la politique du parti en matière de construction de l'Etat vise à consolider son autorité pour mener à bien la lutte contre les ennemis du socialisme :

a) En simplifiant les rouages existants par une réforme administrative ;

b) En réorganisant les communes sur une base décentralisée pour mettre fin à la sous-administration des régions déshéritées, spécialement les régions montagneuses et sahariennes ;

c) En instaurant une austérité rigoureuse et sans cesse croissante ;

d) En prévenant et en éliminant le gaspillage, le bureaucratisme, la corruption et toutes les déformations qui peuvent aboutir au relâchement des liens avec les masses et favoriser les menées contre-révolutionnaires.

Déclare que la pierre angulaire de notre politique extérieure doit tendre à faire de la Révolution algérienne un pôle de rayonnement révolutionnaire dans le Maghreb, dans le monde arabe et en Afrique et qu'elle se doit :

a) De mener une lutte ferme et résolue contre l'impérialisme et le sionisme et persévérer dans la voie de l'initiative tendant à la formation d'une vaste alliance anti-impérialiste de l'ensemble des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

b) D'appliquer une politique de non-alignement ;

c) De renforcer la coopération avec les pays qui peuvent nous aider à surmonter les difficultés du sous-développement et accentuer notre dégageant à l'égard de l'impérialisme.

d) De continuer à apporter son aide aux mouvements de libération en favorisant le renforcement de leur unité et de poursuivre une lutte opiniâtre contre toutes les formes de racisme et particulièrement contre celle qui se manifeste sous la forme de l'apartheid.

- e) D'assurer de notre soutien tous ceux qui souffrent pour avoir lutté pour la liberté et le progrès ;
- f) De veiller à l'application intégrale des décisions de la conférence d'Addis-Abeba, des décisions de la conférence au sommet arabe relatives à la Palestine et à la lutte contre le sionisme ;
- g) D'œuvrer sans relâche au rapprochement entre les peuples seul moyen de fonder la paix mondiale sur une base juste et de mettre un terme aux essais nucléaires pour parvenir ensuite à la destruction totale des armes atomiques.

## 2- Résolution économique et sociale

Le premier congrès du Front de Libération Nationale, réuni du 16 au 21 avril 1964, en faisant siennes les thèses du rapport et du programme en matière politique, économique et sociale, décide :

- 1) Que soit rapidement mise en chantier une planification socialiste démocratique dans son élaboration et impérative dans son exécution, fixant des objectifs chiffrés et précisant les moyens de les atteindre.
- 2) Que soit consolidé le secteur socialiste autogéré par l'application stricte des décisions des deux congrès de l'autogestion agricole et industrielle et un renforcement sérieux du contrôle de la gestion, conformément aux décrets de mars 1963.
- 3) Que la réforme agraire soit appliquée intégralement et de façon à préparer la généralisation de l'autogestion agricole.
- 4) Que soient mises en autogestion les autres entreprises nécessaires à la bonne marche du secteur socialiste.
- 5) Que soit préparée et mise en pratique dès que possible la nationalisation du commerce extérieur, des banques et des transports.
- 6) Que soit protégée la production algérienne face à la concurrence étrangère.
- 7) Que soit donnée la priorité aux investissements créateurs d'emplois, afin de lutter contre le chômage et l'hémorragie de main-d'œuvre, et afin de provoquer le retour de notre émigration.
- 8) Qu'une action soit entreprise en vue d'améliorer les conditions sociales de l'émigration algérienne en France et en Europe et de hâter le retour en Algérie des ouvriers qualifiés et des techniciens en préparant les structures d'accueil nécessaires.
- 9) Que soit mise en œuvre une conception révolutionnaire de l'investissement intellectuel par :

- a) La scolarisation totale des garçons et des filles de six ans avant trois ans.
  - b) L'institution d'un système d'éducation permanente des analphabètes.
  - c) La généralisation de la formation professionnelle dans le métier.
  - d) L'attribution d'une place prépondérante à l'enseignement technique dans les programmes scolaires généraux, et non le cantonnement de cet enseignement dans des sections spéciales.
- 10) Que soit créée une commission nationale chargée de préconiser les mesures propres à accélérer l'élaboration d'un programme d'arabisation tendant à la sauvegarde et au développement de nos valeurs culturelles et spirituelles.
  - 11) Que soient recherchées et mises à profil les possibilités d'élévation du niveau de vie des couches les plus défavorisées et que soit entreprise une action sur les prix.
  - 12) Que soit établi un plan de développement des régions déshéritées dans le cadre duquel le volontariat devrait être largement utilisé.
  - 13) Que soient données aux communes la liberté et les moyens de multiplier les chantiers locaux de conservation et de mise en valeur de nos ressources.
  - 14) Que soit créée une commission nationale chargée d'enquêter sur tous les biens mal acquis ou dont l'origine n'est pas justifiée, depuis le début de la révolution.
  - 15) Que soit interdit le cumul de revenus professionnels.
  - 16) Que soient accélérés les travaux des commissions instituées pour examiner les recours de certains petits commerçants touchés abusivement par les nationalisations.
  - 17) Que soit commencée l'application des thèses du programme concernant la santé publique, l'habitat et la reconstruction ainsi que le reclassement des anciens moudjahidines.
  - 18) Que dans les zones rurales, la reconstruction tienne compte de la nécessité d'adapter le logement aux conditions du milieu.
  - 19) Qu'une solution soit apportée au problème du logement et de la conservation du patrimoine immobilier en commençant par définir le statut juridique de ce patrimoine dans le sens de sa nationalisation.
  - 20) Que dans le cadre d'un office national du logement et afin de régler en partie ce problème tant du point de vue de la conservation que du point de vue financier, soit appliquée la formule de la location-vente permettant l'acquisition du logement pour les besoins familiaux ou personnels et

qu'en outre un effort considérable de civisme soit déployé pour l'entretien de ce patrimoine.

- 21) Que soit mis sur pied aussi rapidement que possible un code de la famille conforme à nos traditions et à notre option socialiste.
- 22) Enfin que nos étudiants soient, dans le cadre du volontariat, orientés vers les tâches suivantes particulièrement dans les régions défavorisées :
  - 23) La formation d'alphabétiseurs ;
  - 24) L'animation dans les différents secteurs de la production ;
  - 25) Le service administratif.